

ARRÊTÉS À TÉBESSA
**Les frères Karaoui
devant le pôle pénal
de Constantine**

Lire l'article de Abdelkrim Zerzouri page 4

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information D'ORAN



COLLECTIVITÉS LOCALES
**Du nouveau
dans l'élection
des maires**

Lire l'article de R. N. page 3

Notre supplément
**AUTOUR
DU MONDE**
Avec la
collaboration de

P. 11 à 13

Retour aux années
soixante-dix ?



PAR KENNETH
ROGOFF

Ancien économiste en chef
du Fonds monétaire international

Ne cassez pas les médias
sociaux, divisez-les !



PAR LUIGI
ZINGALES

Professeur de finance
à l'Université de Chicago

Réimaginer
le modernisme de Brasília



PAR CARLO
RATTI

Directeur du Senseable City Lab au MIT

BENBOUZID
**Vacciner pas moins de 70%
d'Algériens d'ici la fin de l'année**

P. 2



AFFAIRES ÉTRANGÈRES
**Mouvement annoncé
dans le corps
diplomatique**

Lire l'article de R. N. page 4

RUPTURE DES RELATIONS
AVEC LE MAROC

**La mise au point
de l'ambassadeur
d'Algérie au Chili**

P. 4

Dr. Abdelbassat Maout, virologue «Plus on vaccine vite, plus on empêche le virus de muter»



R. N.

Pour le virologue et biologiste clinicien, Abdelbassat Maout, qui était hier l'invité de radio Sétif, «l'émergence de la souche «mu» du Covid-19 était attendue», et «d'autres souches vont apparaître». «Plus le virus reste en circulation, plus il y aura de nouvelles mutations», alors «la solution réside dans la vaccination», a-t-il déclaré.

«Plus on vaccine vite, plus on empêche le virus de muter et on sortira plus vite de ce cercle vicieux. Le vaccin est un stimulant du système immunitaire visant à protéger une personne des effets du coronavirus et de ses complications dangereuses», a-t-il ajouté.

L'intervenant précise que les vaccins disponibles en Algérie «sont sélectionnés avec beaucoup de soin». «Le vaccin ne reste que quelques jours dans le corps humain, après quoi il disparaît, mais son effet, qui est de stimuler le système immunitaire du corps humain, demeure». Dr. Abdelbassat Maout note, par ailleurs, «une baisse de la participation à la vaccination lorsque le nombre de contamination diminue et une augmentation de la participation à la vaccination lorsque le nombre de cas sont élevés».

Il a, à ce sujet, appelé particulièrement les jeunes à «ne pas être égoïstes» et à «se faire vacciner, pour «se protéger et protéger la société». Exprimant ses craintes pour une quatrième vague plus meurtrière, l'intervenant estime que la vaccination permettra d'atteindre

l'«immunité collective». «Avec la vaccination, nous allons briser la chaîne de la contamination pour aller vers une immunité collective, sinon il y aura une autre vague et un nouveau mutant», a-t-il averti.

Concernant les tests antigéniques et sérologiques, l'invité de radio Sétif a été catégorique pour le deuxième type: «je conseille les citoyens de ne pas en faire». Il explique que «lorsque le test antigénique est négatif, cela ne veut pas dire que la personne testée n'est pas atteinte de coronavirus, notamment avec l'apparition de symptômes».

A propos du test sérologique, l'intervenant explique que le but est de «savoir si la personne a été ou non en contact avec le virus ou non», soulignant, par ailleurs, l'existence de «pratiques erronées concernant ces analyses et leur interprétation par certains médecins», conseillant carrément de «ne pas en faire». Citant des «cas survenus dans le monde», l'intervenant a fait état de nouvelles contaminations «un mois après» un premier contact avec le virus. «Il y a ceux qui ont contracté le corona avec des symptômes bénins lors de la première vague, et sont décédés lors de la dernière vague, malgré que leur système immunitaire connaisse le virus», a-t-il expliqué.

Mais une chose est sûre, selon lui, «lors des analyses, nous avons constaté que toutes les personnes vaccinées avaient une réaction immunitaire très importante et que leur corps réagissait positivement au vaccin».

Benbouzid Vacciner pas moins de 70 % d'Algériens d'ici la fin de l'année

Le ministre de la Santé, Abderahmane Benbouzid a donné, samedi, le coup d'envoi de la campagne nationale de la vaccination qui permettra d'atteindre l'objectif de vacciner 70 % de la population d'ici la fin de l'année en cours et ce avec l'implication et le rôle que vont jouer tous les secteurs ministériels, la société civile et le partenaire social.

Lors d'une conférence de presse organisée en début de matinée de samedi au siège du ministère de la Santé à l'occasion du lancement de la campagne nationale de la vaccination qui s'étalera du 4 au 11 septembre prochain, M. Benbouzid a tenu à souligner que «cette campagne de vaccination qui vient d'être lancée et qui se poursuivra, nous permettra de manière efficace à atteindre notre objectif tant attendu qui consiste à vacciner pas moins de 70 % d'Algériens d'ici la fin de l'année en cours».

Pour atteindre cet objectif, le ministre de la Santé a insisté sur le «grand rôle» que vont jouer les

secteurs ministériels, de la société civile et du partenaire social qui ont déjà contribué, chacun dans son domaine, à lutter contre la pandémie», a-t-il affirmé.

Le ministre a également appelé à une «totale mobilisation» du Gouvernement et du peuple algérien pour la réussite de cette campagne de vaccination, et ce jusqu'à ce que «nous atteignons un grand nombre de personnes vaccinées», ce qui permettra, dit-il, de réduire l'incidence de la pandémie et soulager les hôpitaux. Dans le même registre, M. Benbouzid a appelé les personnes âgées de plus de 18 ans à se faire vacciner au niveau des espaces mis à leurs dispositions à travers tout le pays, et où toutes «les conditions nécessaires y sont réunies», soulignant qu'il faudra réaliser des chiffres record de nombre de vaccinés d'ici la fin de l'année.

Il a aussi convié la presse nationale qu'il considère comme un «partenaire efficace» à se mettre de la partie et jouer un rôle «po-

sitif» au cours de cette campagne de vaccination, en sensibilisant le citoyen sur les risques du Coronavirus. Ainsi, M. Benbouzid a tenu à rendre hommage au personnel du secteur de la santé qui ont «relevé les défis» et continuent de «lutter contre la pandémie, en dépit de toutes les difficultés que nous avons traversées durant la troisième vague de la pandémie», a-t-il souligné. De son côté, le porte-parole du Comité de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus, Dr. Djamel Fourar a fait savoir que 8 millions de personnes ont été vaccinées depuis le début de l'année, dont 5 millions ont reçu une seule dose et 3 millions ont eu deux doses de vaccin anti-Covid-19.

Le même responsable a déclaré que le ministère de la Santé présentera quotidiennement des chiffres de la campagne nationale de la vaccination, affirmant que l'évaluation générale aura lieu le 11 septembre, dernier jour de la campagne nationale de la vaccination, baptisé le «Big Day».

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

La Zlecaf, pour quoi faire ?

Faut-il vraiment miser gros sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf)

pour trouver aux produits algériens de nouvelles voies d'exportation ? L'Algérie veut bien y croire, ratifiant récemment l'acte constitutif de la Zlecaf, le 23 juin 2021, soit près de six mois après l'entrée en vigueur du libre-échange dans le cadre de cette zone qui promet d'aider les pays africains à sortir de la pauvreté par le commerce intra-africain.

Un marché réellement prometteur si l'on se réfère aux chiffres, dont les 1,2 milliard de personnes avec un PIB combiné de 3 000 milliards de dollars et une base solide pour l'industrialisation, mais les défis de cet immense marché devraient quand même refroidir quelque peu les enthousiasmes. En premier lieu, la monnaie des pays africains. Avec quelle monnaie seront payées les marchandises qui transiteront par cette zone de libre-échange ? En devises, forcément. Et, sachant pertinemment que les pays africains n'ont pas assez de réserves en devises pour se lancer dans l'importation, il y a fort à craindre que les échanges soient limités aux pays qui peuvent entre eux le paiement en monnaie locale, selon des accords qui existent entre eux (certains pays sont prêts sur ce plan).

A moins que chaque pays pense gagner en exportant uniquement ses marchandises et ne rien importer du tout en contrepartie. Une zone de troc, comme celle de Tamanrasset, ne serait-elle pas bien meilleure ? En tout cas, l'Algérie ne cache pas trop ses ambitions dans ce sens, en déclarant, vendredi dernier, par la voie du ministre du Commerce, Kamel Rézig, que la ra-

tification par l'Algérie de l'acte constitutif de la Zlecaf lui permettra de bénéficier des différents atouts offerts, qui s'inscrivent dans la cadre de la politique de diversification économique et de développement des exportations hors hydrocarbures. Ce n'est pas pour rien, ou parce que la Zlecaf n'existait pas, que les exportations intra-africaines restent très faibles, représentant environ 17% du total des exportations continentales.

Les pays qui font de bonnes affaires en Afrique, il faut en convenir, ne comptent pas sur le marché continental, aussi vaste soit-il, car tous ont les yeux braqués sur les richesses naturelles que recèlent les terres africaines. Toute l'influence se joue à ce niveau de l'exploitation de ces richesses, uranium, diamant, or, pétrole et autres. C'est dans ce sens que l'Algérie devrait envisager une pénétration dans le continent, en nouant une coopération avec les pays africains dans les domaines de l'exploitation des gisements naturels, en échange de services et biens à conclure dans cette zone. Il faut penser à gagner un capital influence en Afrique pour jouer dans la cour des grands, européens, américains et chinois, qui ont des pieds solidement implantés dans le continent. Comment ?

Certes, rallier la Zlecaf ou d'autres réunions est presque une obligation, mais les clés de l'Afrique sont entre les mains d'une nouvelle génération de riches et puissants hommes d'affaires africains. C'est avec eux que certains pays font des affaires et gagnent en influence, souvent hors des circuits des politiques gouvernementales, qui viennent en aval corroborer des marchés colossaux.

Coronavirus: 351 nouveaux cas et 26 décès enregistrés

Trois cent cinquante-et-un (351) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 285 guérisons et 26 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, samedi, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas

confirmés s'élève ainsi à 197.659 dont 351 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.399 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 134.675 cas. Par ailleurs, 44 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Collectivités locales Du nouveau dans l'élection des maires

A défaut d'un nouveau code des collectivités territoriales, une ordonnance parue dans le Journal officiel, apporte quelques retouches au code communal du 22 juin 2011.

R. N.

Programmés depuis de longues années pour être révisés en profondeur, les codes communal et de wilaya ont fait l'objet de nombreuses réunions pour examiner leurs dispositions dont une grande partie est devenue obsolète au regard des évolutions géopolitiques, économiques, sociales, culturelles et surtout de reconfiguration des territoires. C'est à partir du principe que «la commune est la cellule centrale de l'Etat, elle en est le moteur», que cette révision devait accorder un statut plus important aux PAPC (Présidents de l'Assemblée Populaire Communale) en élargissant leurs prérogatives dans le but d'en faire de véritables premiers magistrats des territoires qui les élisent.

En prévision toutefois des élections locales des assemblées communales et celles de wilayas, annoncées pour le 27 novembre prochain, une ordonnance signée par le président de la république, vient modifier et compléter certaines dispositions de la loi 11-10 du 22 juin 2011 relative à la Commune. Le nouveau texte apporte de légers amendements uniquement aux articles 64 et 65. Dans la loi de 2011, l'article 64 stipulait que «Dans les quinze (15) jours qui suivent la proclamation des résultats des élections, les élus sont conviés par le wali pour l'installation de l'assemblée populaire communale». L'ordonnance le revoit ainsi «Dans les huit (8) jours qui suivent la proclamation définitive des résultats des élections, les élus sont conviés par le wali pour l'installation de l'Assemblée populaire communale». C'est donc juste les délais requis à l'installation de la nouvelle assemblée communale (APC) élue, qui ont été réduits passant ainsi de 15 à 8 jours.

La loi de 2011 stipulait dans son article 67 que «Le président élu est installé dans ses fonctions, au cours d'une cérémonie officielle au siège de la commune, en présence des élus de l'assemblée populaire communale, en une séance publique, présidée par le wali ou son représentant, au plus tard dans les quinze (15) jours qui suivent l'annonce des résultats du vote».

QUID DE L'ELECTION D'UN PAPC

Dans la nouvelle Ordonnance, l'on relève que les deux articles 64 et 67 ont été jumelés pour apporter de nouvelles précisions sur l'élection du PAPC. Les alinéas ajoutés à l'article 64 en précisent le processus, "Dans les cinq (5) jours qui suivent son installation, et sous la présidence du doyen d'âge des élus, l'assemblée procède à l'élection du président de l'Assemblée populaire communale". A cet effet, "un bureau provisoire est mis en place pour superviser l'élection.

Il est constitué de l' élu le plus âgé, assisté des deux (2) plus jeunes élus. Ils ne doivent pas être candidats". Le bureau en question "reçoit les candidatures à l'élection du président et établit la liste des candidatures". Autre changement, dans la loi de 2011, l'article 65 stipulait que «(...) En cas d'égalité des voix, est déclaré président le (la) plus jeune des candidats». Mais l'ordonnance l'a revu sous cette forme «le candidat à l'élection à la présidence de l'Assemblée populaire communale, est présenté parmi la liste ayant obtenu la majorité absolue des sièges". Et "Dans le cas où aucune liste n'a obtenu la majorité absolue des sièges, les deux (2) listes ayant obtenu 35%, au moins, des sièges peuvent présenter un candidat". Mais «dans le cas où aucune des listes n'a obtenu les 35%, au moins, des sièges, toutes les listes peuvent présenter, chacune, un candidat». L'élection a lieu à bulletin secret. «Est déclaré président de l'Assemblée populaire communale le candidat ayant obtenu la majorité absolue des voix". Et "si aucun candidat n'obtient la majorité absolue des voix, un deuxième tour a lieu entre les deux (2) candidats ayant été classés premier et deuxième. Est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité des voix". Mais, "en cas d'égalité des suffrages, est déclaré élu le candidat le plus âgé". En gros, c'est l'âge du PAPC qui a été changé par l'Ordonnance qui le veut «le plus âgé» des candidats au lieu du «plus jeune» voulu par la loi de 2011.

En mars 2011, le projet de loi portant code communal a connu des débats houleux au sein de l'APN. Pour un texte de près de 300 articles, les députés ont proposé plus de 400 amendements. Beaucoup d'entre eux voulaient carrément son retrait par le gouvernement.

QUAND LES MAIRES NEGLIGENT LEURS MISSIONS

«Ce code communal nous a pris quatre ans pour le préparer, six mois pour discuter son contenu au niveau du conseil du gouvernement, cinq mois pour en débattre à l'APN et nous sommes à deux ans de l'échéance électorale, ceux qui veulent son retrait est-ce qu'ils pensent qu'on peut en reconfecionner un autre en un an de temps seulement ?» a interrogé Dahou Ould Kablia en tant que ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, en réponse à une question que nous lui avons posée. En plus «du manque de temps» qu'il avait évoqué pour justifier le maintien du texte, Ould Kablia avait estimé que «le code n'est pas aussi inadéquat avec la réalité qu'on ne le pense à l'Assemblée». C'est ce qui semble avoir justifié les légères modifications apportées par l'Ordonnance uniquement à deux articles. La loi détermine la



Raïna
Raïkoun

Hamid Dahmani

La rue des taxis

Autrefois, au tout début de l'indépendance, il y avait une petite voie

discrète dans la ville d'El-Asnam, qui était désignée comme la rue des taxis en référence à la station qui y était domiciliée. Jadis, les taxis de la ville avaient une couleur bleu ciel. Et, avec le temps, ils sont devenus jaunes. «Des goûts et des couleurs, on ne discute pas». La petite ruelle, ombragée par des ficus, leur est réservée depuis que la ville d'El-Asnam a réglementé cette profession par une licence d'exploitation.

Aujourd'hui, elle porte le nom du valeureux chahid Abdi Benali qui a rejoint très tôt les rangs du militantisme. Né en 1932 dans la wilaya de Chlef, il a été membre de l'OCFLN en 1956 et a participé activement à la révolution. Il est tombé au champ d'honneur en 1957.

Pour les citoyens de la ville, c'était la rue des taxis puisqu'elle abritait l'unique station existant avant le dernier tremblement de terre.

Plusieurs modèles de voitures telles que les Peugeot 403, 404 et 504, et bien d'autres marques d'automobiles faisaient le décor de cette station où l'on pouvait s'y rendre à tout moment de la journée pour prendre un taxi pour n'importe quelle destination. Pour se faire plaisir, «n'rouh nekri taxil!», dit-on à ce jour, pour aller d'un endroit à un autre.

Ô, combien de voix célèbres dans le monde ont vanté le bonheur de prendre le taxi. Les chauffeurs de taxis étaient soumis au port de la tenue obligatoire et on ne badinait pas avec le service. On se rappelle encore des noms des anciens chauffeurs de taxis qui ont honoré ce métier par leur sérieux et leur honnêteté. Des noms notoires qui ont marqué cette époque où il était une fois la ville d'El-Asnam. Des chauffeurs qui ont fait honneur à leur métier.

Cette rue nous transporte pour goûter au souvenir d'hier, à chaque fois que nous la revisi-

tons. Il y a toujours les murs de l'ex-siège de la banque nationale d'Algérie et l'ancien bar reconverti en agence de tourisme, à côté duquel se trouvaient une boucherie et quelques petits commerces avant le dernier séisme.

Cette rue est ouverte sur la rue des martyrs et donne directement sur la poste. C'était l'endroit préféré de Khelifa le boxeur, l'ex-maire d'El Asnam, qui aimait passer ses moments libres avec ses amis.

Une anecdote retrouvée dans les archives de la ville raconte qu'une mise à pied de huit jours est infligée le lundi 19 août 1940, par le maire, à B. A, exploitant d'un taxi-auto à Orléansville immatriculé sous le n° 9621 AL 13, pour avoir réclamé à tort 10 francs pour le prix d'une place de la gare en ville à un voyageur arrivant par le train d'Oran, le samedi 17 août, à 2 h du matin. Taxi et taximètre semblent ne pas faire bon ménage dans le pays depuis son invention. Ce petit compteur très utile pour mesurer la distance parcourue et le prix de la course à payer pour éviter les abus reste à ce jour boudé à Chlef.

On se rappelle encore des moments de la journée où, dans l'attente du prochain client, les chauffeurs de taxis, profitant du moindre moment de répit, retroussaient les manches et prenaient un seau d'eau et une éponge et nettoyer leurs voitures pour les rendre attirantes.

La rue Abdi Benali est chargée d'histoires et d'anecdotes. Aujourd'hui, c'est une voie très animée, elle est fréquentée par la gent féminine, omniprésente ici et dans les rues adjacentes de Zankat Zouaoua. Elle fait partie de ces ruelles où fleurissent les magasins d'effets vestimentaires féminins et où les familles viennent préparer le trousseau de la future mariée. Bien entendu, après le trousseau, il ne faut pas oublier de réserver le taxi pour le transport de la mariée et des convives.

place, le rôle et le statut de la Commune et énumère et précise les prérogatives du PAPC.

Au titre des «principes de base», son article 1er stipule que «La commune est la collectivité territoriale de base de l'Etat. Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière(...)». Art. 2 «La commune est l'assise territoriale de la décentralisation et le lieu d'exercice de la citoyenneté. Elle constitue le cadre de participation du citoyen à la gestion des affaires publiques. Art. 4 «La commune doit s'assurer de la disponibilité des ressources financières nécessaires aux charges et missions qui lui sont légalement dévolues dans chaque domaine(...)». Au titre de la «Participation des citoyens dans la gestion de la commune, la loi stipule dans son article 11 que «La commune constitue le cadre institutionnel d'exercice de la démocratie au niveau local et de gestion de proximité(...)».

C'EST LA GOUVERNANCE QUI MANQUE LE PLUS

Et «Des compétences de la commune», l'article 103 précise que «L'as-

semblée populaire communale constitue un cadre d'expression de la démocratie; elle est l'assise de la décentralisation et le lieu de participation du citoyen à la gestion des affaires publiques».

Au titre de «De l'hygiène, de la salubrité de la voirie de la commune», l'article 123 prévoit que «La commune veille (...) au respect de la législation et de la réglementation en vigueur, relatives à la préservation de l'hygiène et de la salubrité publique, en matière, notamment de distribution d'eau potable, d'évacuation et de traitement des eaux usées, de collecte, transport et traitement des déchets solides, de lutte contre les vecteurs des maladies transmissibles, d'hygiène des aliments, des lieux et établissements accueillant le public, d'entretien de la voirie communale, de signalisation routière qui relève de son réseau routier».

Des attributions du PAPC au titre de la représentation de l'Etat, l'on retient l'article 85 qui stipule que «Le président de l'assemblée populaire communale représente l'Etat au niveau de la commune (...)». L'article 88 veut que «Le président de l'Assemblée populaire communale

est chargé, sous la diligence du wali (...) de veiller à l'ordre, à la tranquillité et à la salubrité publiques, veiller à la bonne exécution des mesures de prévision, de prévention et d'intervention en matière de secours». Le PAPC «prend, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, toutes les précautions nécessaires et toutes les mesures préventives pour assurer la sécurité et la protection des personnes et des biens dans les lieux publics où peut se produire tout sinistre ou accident». (Art.89). «Le président de l'assemblée populaire communale a qualité d'officier de police judiciaire». (Art. 92)

Toutes ces missions à charge des PAPC n'ont été visibles que dans quelques communes sur les 1541 que comptent les collectivités territoriales. En témoignent les quartiers hideux, sales, délabrés, mal construits, les routes et rues défoncées, poussiéreuses, les ordures qui jonchent tous les espaces, les commerces anarchiques, les activités informelles de tout genre...

Alors que de nouvelles élections locales sont annoncées, la question de la gouvernance reste posée dans toute son ampleur.

Arrêtés à Tébessa Les frères Karaoui devant le pôle pénal de Constantine

Abdelkrim Zerzouri

Arrêtés le 29 août dernier à Tébessa, pour franchise ment illégal des frontières algériennes, le président du parti tunisien Qalb Tounes ex-candidat à la dernière présidentielle tunisienne, Nabil Karaoui et son frère Ghazi Karaoui, député gelé, se retrouvent devant le pôle judiciaire de Constantine, devant lequel ils devaient comparaître hier (samedi 4 septembre), selon des sources médiatiques.

On s'attendait au début de ces arrestations à ce que les concernés soient extradés vers la Tunisie, où ils sont poursuivis, du moins le président du parti Qalb Tounes, Nabil Karaoui, pour une affaire de blanchiment d'argent, dans laquelle il a été blanchi le 15 juin dernier, suite à des falsifications de documents soumis à l'expertise, selon des accusations du juge d'instruction près le tribunal de première instance de Tunis, qui a ainsi relancé l'affaire, en sus d'autres qui portent sur des soupçons de corruption et d'évasion fiscale, mais ils se retrouvent devant le pôle pénal spécialisé de Constantine sous le coup des griefs de blanchiment d'argent et fraude fiscale. Après la clôture des investigations préliminaires menées par les éléments de la brigade criminelle de Tébessa, les deux mis en cause, ainsi que quatre autres personnes, dont une femme, accusées d'avoir aidé



les frères Karaoui à entrer illégalement sur le territoire algérien, ont été présentés devant le pôle pénal spécialisé de Constantine.

Certaines sources disent que ce transfert vers le pôle spécialisé de Constantine est passé par une procédure de renonciation judiciaire, ou abandon d'un droit, qui laisserait croire que les mis en cause auraient préféré passer par des poursuites judiciaires en Algérie plutôt que d'être extradés vers la Tunisie. La justice tunisienne a de son côté émis un mandat de dépôt contre un contrebandier, présumé coupable d'avoir aidé les mis en cause à quitter le territoire tunisien, alors qu'un autre individu,

trafiquant de drogue, mêlé dans la même affaire, fait l'objet d'un avis de recherche. En tout cas, l'affaire fait grand bruit tant en Algérie qu'en Tunisie. Sans pour autant livrer tous ses secrets, pour le moment. Et, le procès en question devrait prendre du temps avant d'aboutir au verdict, au regard des lourdes accusations qui requièrent l'intervention de spécialistes en matière financière. Cela répond-il au souci des accusés qui chercheraient à éviter une extradition vers la Tunisie par ces temps marqués par des opérations «mains propres». A l'heure où nous mettons sous presse, rien n'a filtré du pôle pénal spécialisé de Constantine.

Affaires étrangères

Mouvement annoncé dans le corps diplomatique

R. N.

Un mouvement dans le corps diplomatique est en cours de finalisation au niveau du ministère des affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Selon les premières «fuites» relatives à la liste que Ramtane Lamamra a pris le soin de mettre au point au regard de sa connaissance de toutes les compétences que recèle la diplomatie algérienne, il y a lieu de relever plusieurs rappels d'ambassadeurs qui ont été écartés alors que "leur cursus témoigne de leur

compétence et de leur grande maîtrise de lourds dossiers internationaux», affirment leurs pairs.

On croit savoir que Chebira est nommé au Caire en Egypte, Benaattou à Nouakchott, en Mauritanie, Lounes Magramane à Londres en Grande-Bretagne, Menad à Bucarest en Roumanie, Belkacemi à Baghdad en Irak, Chebihi à Dakar au Sénégal, Boutache à Washington aux Etats-Unis, (il était à Rome), Osman à Bakou en Azerbeïdjan, Redjel à Accra au Ghana, Kourta à Amman en Jordanie, Touahria à Rome, Italie, Benamara à

Moscou, Russie, Hidjazi à Caracas, Venezuela, (il était à Tripoli, Libye), Issaad à Khartoum au Soudan, Hamid Khodja à Manama, Bahreïn, Moussi à Athènes en Grèce, Mimouni à Ankara, Turquie, (il était à New York), il est remplacé par Nadir Larbaoui qui était il y a deux ans ambassadeur au Caire et représentant permanent de l'Algérie auprès de la Ligue des Etats arabes, Firaoui à N'Djamena au Tchad, Smail Allaoua à Berlin, en Allemagne et Arroudj à Téhéran, en Iran. D'autres nominations devraient suivre incessamment.

Discussions algéro-américaines sur la propriété intellectuelle

L'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) a pris part, par visioconférence, à des discussions sur la propriété intellectuelle, organisées par l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis d'Amérique (USPTO) et l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, a annoncé, samedi, l'ONDA dans un communiqué.

"La rencontre a vu la participation de plusieurs établissements et représentants d'instances officielles, notamment du ministère de la Justi-

ce, de celui du Commerce, de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI)", a précisé l'ONDA dans le communiqué publié sur sa page Facebook.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des échanges et de la coopération extérieure consacrée à "la mise en exergue du rôle de chaque instance et établissement dans l'application et la consécration sur le terrain du droit de propriété intellec-

tuelle", a-t-on souligné. Au terme des interventions et exposés des participants sur leurs propres expériences en matière de propriété intellectuelle, toutes les parties ont convenu de la nécessité de soutenir la formation et l'échange entre les institutions souveraines (ministère de la Justice et celui du Commerce), les instances sécuritaires (DGSN, Gendarmerie nationale) et les établissements qui veillent sur la consécration de la propriété intellectuelle à l'image de l'ONDA".

Emission d'une nouvelle pièce métallique de 100 dinars

La Banque d'Algérie a émis une nouvelle pièce de monnaie métallique de cent (100) dinars.

Selon le règlement portant émission et mise en circulation de la nouvelle pièce publié au journal officiel numéro 66, la pièce de monnaie

métallique de 100 DA est constituée d'une couronne extérieure en acier inoxydable de couleur gris acier et d'un cœur en cupronickel serti à l'intérieur de cette couronne, de couleur jaune rosâtre.

Au centre de la pièce ainsi que sur

son avers, le nom du martyr Ali Amar a été gravé en langue nationale avec un triple millésime Hégirien, Grégorien et Amazigh de l'année de frappe (1443 - 2021- 2971) apposé à l'intérieur de la couronne sur la partie inférieure de la pièce.

Rupture des relations avec le Maroc

La mise au point de l'ambassadeur d'Algérie au Chili

L'ambassadeur d'Algérie au Chili, Mohamed Sofiane Berrah, a publié samedi une mise au point dans un média chilien suite aux informations "biaisées" et "inexactes" concernant les raisons ayant poussé l'Algérie à rompre les relations diplomatiques avec le royaume du Maroc.

"Divers articles parus ces derniers jours dans certains journaux chiliens ont diffusé des informations biaisées et inexactes sur les raisons ayant motivé la décision de l'Algérie de rompre les relations diplomatiques avec le royaume du Maroc", a-t-il indiqué dans son droit de réponse relayé par Diario y Radio Universidad de Chile.

"Loin d'essayer d'alimenter une polémique inutile (...) mon propos et mon seul objectif à travers cette contribution est de clarifier auprès de l'opinion publique chilienne le contexte et l'arrière-plan qui ont justifié que mon pays ait eu recours à cette mesure", explique-t-il.

Concernant les actions immédiates ayant poussé l'Algérie à rompre ses relations avec le Maroc, l'ambassadeur évoquera la note officielle exprimant le soutien du royaume à la prétendue volonté d'autodétermination de la Kabylie. Une note distribuée par le représentant permanent du Maroc auprès de l'ONU, le 14 juillet dernier, en marge d'une réunion du Mouvement des pays Non alignés.

Cette note "visait à mettre dans le même sac le Sahara Occidental - territoire occupé illégalement par le Maroc depuis 1975 - qui relève d'une décolonisation dûment reconnue comme telle par la communauté internationale et par le droit international, et une région, historiquement et sociologiquement, partie intégrante du territoire algérien", dira Mohamed Sofiane Berrah.

"En réaction à cette provocation, l'Algérie a demandé aux autorités marocaines une clarification de la position du royaume sur cette question. Cette demande est restée sans réponse, ce qui a contraint l'Algérie à rappeler son ambassadeur au Maroc pour des consultations au vu de la gravité des événements", a-t-il ajouté.

La deuxième action hostile du Maroc est celle du scandale, révélé le 18 juillet dernier, du logiciel espion Pegasus créé par la société israélienne NSO.

L'enquête menée par le Consortium Forbidden Stories et Amnesty International a démontré l'utilisation massive de ce logiciel par le Maroc pour espionner 6.000 personnalités algériennes, des journalistes et des acteurs de la société civile, a-t-il informé.

DES ANTÉCÉDENTS SÉRIEUX

Parmi les actes provocateurs dont ont été coupables les auto-

rités marocaines vis-à-vis de l'Algérie, "on citera également la déclaration faite le 12 août 2021 par un haut responsable israélien lors de sa visite au Maroc. A cette occasion, Rabat a réussi à guider de manière biaisée la déclaration israélienne faite lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue marocain, concernant l'opposition de l'Algérie à l'octroi du statut d'observateur de l'Union africaine à Israël".

"Le ton menaçant de la réponse du responsable israélien qui a critiqué l'Algérie alors que sa position est partagée par une vingtaine d'autres pays africains désireux de préserver la cohésion et l'unité de l'organisation panafricaine concernant la question palestinienne, représente une provocation qui rend compte de la déloyauté du Maroc et de sa volonté manifeste d'impliquer son nouvel allié moyen-oriental dans une aventure hasardeuse dirigée contre l'Algérie", a-t-il soutenu.

La dernière provocation en date est le soutien du Maroc "aux agents séparatistes après les incendies criminels qui ont ravagé, courant août 2021, plusieurs régions d'Algérie, causant la destruction de milliers d'hectares et la mort de 90 personnes dont 33 militaires.

L'implication de Rabat dans les incendies a été confirmée par des enquêtes menées par la police judiciaire algérienne et par l'arrestation d'éléments affiliés à deux organisations que l'Algérie qualifie de terroristes tentant de fuir vers le territoire marocain", assure-t-il.

L'ambassadeur a évoqué, par ailleurs, des "antécédents sérieux" rappelant que "la première action belliqueuse du Maroc contre l'Algérie a eu lieu en 1963, après l'indépendance de l'Algérie".

"Plusieurs années plus tard, le 27 août 1994, le Maroc a décidé unilatéralement d'imposer un visa d'entrée sur son territoire, tant pour les citoyens algériens que pour les citoyens d'autres nationalités, mais d'origine algérienne".

Cette décision intervient dans un contexte de fausses accusations marocaines sur la participation présumée de l'Algérie aux attentats de Marrakech, accusations démenties par l'enquête internationale sur ces attentats", rappelle le diplomate.

"L'année 2013 marque une nouvelle étape dans la stratégie de pression du Maroc envers mon pays. A la veille de la célébration du 1er novembre, fête nationale à forte charge symbolique pour tous les Algériens, un citoyen marocain qui a participé à une manifestation scandant des slogans hostiles à l'Algérie, a pénétré dans les locaux du Consulat général d'Algérie à Casablanca et a profané le drapeau national sous le regard passif de la police marocaine", rappelle encore l'ambassadeur.

Conflits

Les Etats-Unis de Biden ne veulent plus être les gendarmes du monde

Barack Obama l'a laissé entendre, Donald Trump l'a scandé à sa tonitruante manière, mais c'est sans doute Biden qui, à l'occasion du retrait d'Afghanistan cette semaine, l'a exposé le plus clairement: les Etats-Unis ne veulent plus être les gendarmes du monde.

«+Il est temps de mettre fin à cette guerre éternelle+ (...) C'est Biden qui l'a dit mais cela aurait facilement pu être Trump», note Charles Franklin, professeur à la Marquette Law School.

Il commente un discours prononcé mardi par le président américain, au lendemain de l'annonce du départ des derniers militaires américains, après vingt années de guerre en Afghanistan. Loin de faire profil bas après un retrait chaotique qui l'a fragilisé auprès de l'opinion publique, Joe Biden a saisi l'occasion pour exposer très clairement sa doctrine internationale. «Il ne s'agit pas que de l'Afghanistan. Il s'agit de mettre fin à une époque d'interventions militaires majeures destinées à recréer d'autres pays», a-t-il dit. Pour Benjamin Haddad, du centre de recherches Atlantic Council basé à Washington, c'est là «le plus éloquent rejet de l'internationalisme» par un président américain «depuis des décennies», selon un commentaire sur Twitter. Certes, «America is back», «l'Amérique est de retour», répète souvent le démocrate de 78 ans, mais il a expliqué à quelles conditions.

«NOS ERREURS»

«Nous devons apprendre de nos

erreurs», a-t-il dit. «Nous devons nous donner des missions avec des objectifs clairs et réalistes, pas des objectifs que nous n'atteignons jamais», et «nous devons nous concentrer clairement sur la sécurité des Etats-Unis». Joe Biden se targue d'une très longue expérience de politique étrangère, comme sénateur puis comme vice-président de Barack Obama. Ce dernier a d'ailleurs initié, sans doute sans le dire aussi frontalement que Joe Biden, un repli de l'interventionnisme américain. Barack Obama avait ainsi estimé que l'emploi d'armes chimiques par Bachar Al-Assad serait une «ligne rouge» appelant une riposte armée. Mais quand Damas l'a franchie, en août 2013, le président démocrate n'a finalement pas déclenché les frappes aériennes prévues. Pour Joe Biden, la rivalité qui oppose les nations démocratiques aux régimes autoritaires tels que la Chine doit prendre le pas sur les grandes opérations militaires. Dans son esprit, la démocratie doit prouver qu'elle peut répondre, mieux que les dictatures, aux grands défis tels que le changement climatique ou la pandémie, tout en étanchant la soif de prospérité des classes moyennes. Dans cette grande compétition, Joe Biden compte



sur le jeu des alliances, une différence radicale avec Donald Trump. Il organise d'ailleurs à l'automne un sommet virtuel rassemblant des chefs d'Etat et de gouvernement de nations démocratiques, dont la liste n'a pas été dévoilée. Les Etats-Unis «ont toujours hésité entre s'isoler des péchés du monde et répandre les bienfaits de leur modèle. Depuis 1945, ils avaient choisi d'être les défenseurs puis les missionnaires de la démocratie. Ils rentrent à la maison», a commenté sur Twitter l'ancien ambassadeur de France à Washington, Gérard Araud.

«NOUNOU»

La gestion très unilatérale du retrait d'Afghanistan a de fait secoué les pays alliés des Etats-Unis. Et elle a réjoui Pékin et

Moscou, qui se sont empressés d'y lire un avertissement pour les pays ayant tout misé sur le soutien militaire américain. «Il semble y avoir un degré certain de frustration» même s'il est difficile de savoir «à quel point c'est profond» parmi les alliés des Etats-Unis, à propos de la gestion du retrait d'Afghanistan, estime Tricia Bacon, professeure à l'American University. Mercredi, au lendemain du grand discours de Joe Biden, le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est vu appliquer les réserves du président américain en matière internationale. Joe Biden lui a redit sa promesse de l'aider contre «l'agression» russe en Crimée, en lui fournissant en particulier des équipements militaires.

Mais le président américain n'a pas, loin de là, ouvert grand les

portes de l'Otan à l'Ukraine, très désireuse de rejoindre l'alliance militaire atlantiste.

Et Joe Biden n'a pas reculé non plus sur Nord Stream 2, un projet de gazoduc russe qui inquiète beaucoup Kiev. Plutôt que des sanctions, la Maison Blanche a choisi l'approche diplomatique sur ce dossier délicat. Ailleurs qu'en Europe, Joe Biden «a peut-être bien baissé le rideau pour de bon sur l'interventionnisme militaire américain au Proche et Moyen-Orient au sens large», analyse dans un blog Imad Harb, directeur de recherches et d'analyse au «Arab Center» de Washington. Faute de soutien militaire américain garanti, cela pourrait amener les pays de la région tentés de hausser la voix et d'agir contre l'Iran à faire preuve «de la plus grande retenue», estime-t-il.

Afghanistan

L'UE envisage une présence à Kaboul et pose ses conditions



Les pays de l'UE ont détaillé vendredi leurs conditions pour leur relation future avec les talibans, et décidé de se coordonner pour assurer une présence civile à Kaboul afin d'aider aux évacuations, sous réserve que la sécurité le permette. «Nous devons parler avec le nouveau gouvernement afghan, ce qui ne signifie pas une reconnaissance, c'est un dialogue opérationnel», a déclaré

le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell lors d'une conférence de presse à l'occasion d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE en Slovaquie. «Ce dialogue opérationnel s'intensifiera en fonction du comportement de ce gouvernement», a-t-il ajouté.

Il a exposé une série de conditions, alors que le nouveau gouvernement à Kaboul doit

être dévoilé par les talibans au plus tôt ce samedi. Les Européens posent notamment comme conditions que l'Afghanistan ne serve pas de base arrière au terrorisme, que les autorités respectent les droits des femmes et la liberté de la presse, l'établissement d'un gouvernement «inclusif et représentatif», et un accès sans entrave pour l'aide humanitaire, que l'UE envisage d'augmenter.

De retour au pouvoir 20 ans après en avoir été chassés par une coalition emmenée par les Etats-Unis, les talibans ont multiplié, depuis leur prise de Kaboul le 15 août, les déclarations d'ouverture visant à rassurer la population et la communauté internationale.

«CONDITIONS PAS NÉGOCIABLES»

Josep Borrell a ajouté que les talibans devaient respecter leur engagement à permettre aux ressortissants étrangers et aux Afghans en danger de quitter le pays, après la fin des opérations d'évacuation dirigées par les Etats-Unis fin août. «Pour nous, ces conditions ne sont pas négociables», a commenté le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas.

«Bien sûr, personne ne se fait d'illusion sur le fait qu'elles seront toutes remplies à 100% dans les jours qui viennent», a-t-il ajouté, évoquant une «tâche sur le long terme».

Pour permettre le départ de ceux qui n'ont pu être évacués, les pays de l'UE sont convenus d'établir une «présence» à Kaboul.

«Nous avons décidé de travailler de façon coordonnée, d' coordonner nos contacts

avec les talibans, y compris via une présence à Kaboul (...) si les conditions de sécurité le permettent», a déclaré M. Borrell. Afin d'évacuer les gens que nous souhaitons accepter (dans l'UE, ndlr), nous avons besoin d'un engagement fort, d'un contact fort avec le pouvoir en place, a-t-il insisté. Les diplomates européens ont quitté l'Afghanistan pour rejoindre des Etats voisins ou rentrer dans leurs pays d'origine. Mais l'UE redoute qu'une absence diplomatique européenne ne laisse le champ libre à des puissances comme la Russie, la Chine, l'Iran, le Pakistan ou encore le Qatar, qui ont laissé leurs ambassades ouvertes. Heiko Maas a toutefois indiqué que les pays de l'UE auraient besoin de «garanties sur la sécurité» avant le retour d'une présence diplomatique.

«Si nous voulons aider les Afghans, nous avons besoin de gens sur place qui peuvent fournir cette aide à ceux qui en ont besoin», a-t-il dit. Les Nations unies ont indiqué avoir repris les vols humanitaires dans le nord et sud du pays. Le chef de la diplomatie de l'UE a aussi évoqué la nécessité de poursuivre, via «une plateforme politique régionale de coopération», la collaboration avec les pays voisins de l'Afghanistan.

Mardi, à l'occasion d'une réunion de leurs ministres de l'Intérieur, les Vingt-Sept s'étaient engagés à soutenir les pays de la région dans l'accueil des réfugiés fuyant les talibans. L'UE souhaite éviter un afflux migratoire sur son sol comme en 2015, ce qui ne s'est toutefois pas produit jusqu'à présent. Le Pakistan et l'Iran accueillent les plus gros contingents de réfugiés afghans.

Littérature algérienne : affirmation identitaire et résistance

Par Mohamed Daoud*

2ème partie

La situation de la littérature va changer et évoluer dès le début des années 1930 et avec le contenu des poèmes, qui s'imprégnait, petit à petit, des fondements et des idéaux du Mouvement national, « la poésie composée pendant cette période difficile et critique était en harmonie avec les aspirations du peuple, elle a décrit, sans fioritures de style ou flatteries, son vécu » (Saadallah : p.40). En accompagnant les convulsions et les bouleversements connus par la société, depuis les années 1930 jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, la production poétique n'est pas restée à la marge du mouvement national, et même si les poètes avançaient sur un terrain mouvant, tout en continuant à vilipender les confréries, les « occidentalisés à la française », ils appelaient à l'unité du peuple afin de faire face aux nouveaux enjeux provoqués par un bouleversement du champ politique. Les massacres qui ont suivi la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont aiguisé la conscience nationale dans le sens de l'émancipation du joug colonial, et les poètes se sont investis dans cette perspective. Le poète Mohamed El Aid El Khalifa (1904-1979) s'est impliqué franchement dès 1950 dans la lutte politique, en appelant à l'émancipation, à la liberté et au progrès. L'avenement de novembre 1954 a été l'occasion appropriée pour les poètes de s'engager pleinement dans le mouvement révolutionnaire en chantant la patrie libre et en louant les « victoires du soulèvement, et en prédisant un avenir radieux pour le pays qui va jouir d'un climat serein où règneront l'indépendance et la liberté » (Saadallah : p.46).

Mais avant d'étudier le rapport de cette poésie à la guerre de libération, il faut souligner que cette poésie a connu plusieurs moments et plusieurs poètes dont on peut citer : ceux qui se sont illustrés par la poésie sentimentale dont Moubarej Djelouah (1908- 1943) et Mohamed El Akhdar Saihi (1918-2005), et également la poésie réformiste et de combat. Dans cette ardeur poétique, on peut indiquer les précurseurs dont Ibrahim Abou Yagtan Ben El-Hadj Aissa (1888-1973) qui a fondé plusieurs journaux durant la période (1926-1939), et auteur d'un recueil de poèmes en deux volumes, le premier consacré à la poésie (louange, élégie et poésie épique), le deuxième consacré à l'engagement politique et à la poésie du combat. Il a glorifié l'indépendance de l'Algérie (1962) par un admirable poème, sa poésie était au cœur de son combat d'homme de lettres.

Sortir du schéma classique et remettre en cause le patrimoine poétique n'était pas chose aisée surtout pour la plupart des poètes tels que Abdelkrim Ben Aggoun (1918-1959) et Ahmed Shnoun (1907-2003), qui s'étaient inspirés de la tradition et l'écriture poétique classique. Mais déjà des tentatives de renouvellement de l'écriture poétique ont été amorcées par des auteurs tels que Ramadhan Hamoud (1906-1929), Salah Kherfi, Abou El Kacim Khemmar (né en



1931), Abou El Kacem Saadallah (1930- 2013), ce dernier est très important sur le plan du renouvellement de l'écriture poétique, son poème « Mon chemin » publié en 1955 dans la revue Baçair révèle une certaine modernité formelle, thématique et linguistique.

Ceci dit, des tentatives de renouvellement poétique et d'engagement sur le plan politique ont été remarquées chez certains poètes dont les plus importants étaient Mohamed El Aid El Khalifa, Moufdi Zakaria et bien d'autres. Belkacem Khemmar avec ses poèmes « L'accablée », « Zahra » et « Ombres et échos » (1958), on y décèle une harmonie entre l'amour de la bien-aimée et celui de la patrie.

Mohamed El Aid El Khalifa (1904-1979), un grand poète qui a accompagné le mouvement national en étant membre très actif de l'Association (AOMA), a participé à la vie politique, culturelle et éducative du pays en publiant des poèmes engagés et plusieurs essais. Et à cause de ses activités il a connu la prison et la résidence surveillée à Biskra (1954-1962). Considéré comme des plus prestigieux poètes algériens, son recueil de poésie reflète son engagement indéfectible et son combat pour les idéaux de liberté et de défense de l'identité nationale dont l'arabité et l'Islam en sont la colonne vertébrale. L'Algérie était pour lui partie intégrante du Monde arabe et musulman et dont l'unité culturelle et politique serait fondamentale pour défier les spoliateurs et autres colonisateurs, et par conséquent sortir du sous-développement. Une expérience poétique riche en enseignements et en thématiques très diverses, étalée sur un demi-siècle de production intellectuelle et poétique, ce qui fait de lui « le poète de la renaissance et du patriotisme, le poète de la réforme et de la lutte nationale » (Benguina : p. 70).

Un autre poète très important, puisqu'il avait changé radicalement le cours de la poésie, il s'agit de Moufdi Zakaria (Zakaria Ben Slima-

ne Benyahia Ibn Ech-Cheikh El-Hadj Slimane 1908-1977), militant de l'ENA, puis du PPA-MTLD. Il a été le chantre de la révolution armée (1954-1962), en composant plusieurs poèmes qui vantaient le combat libérateur. Moufdi Zakaria « avait une prise de conscience remarquable vis-à-vis de la portée révolutionnaire et nationaliste de la lutte, cela se révélait, en particulier, dans ses poèmes. Il a accompagné l'éveil du mouvement national depuis les années 1920 et a doublé d'ardeur avec l'éclatement de la révolution armée en 1954 » (Benguina : p. 70). Sa voix, avec ses poèmes engagés et hymnes nationaux, portait beaucoup, il a été emprisonné plusieurs fois durant les années 1930 et il a rejoint le FLN en 1955. En 1959, il quitte l'Algérie pour le Maroc où il s'adonne à la lutte, en faveur de l'indépendance du pays, par le biais de la plume et de la production poétique. Auteur de plusieurs recueils de poèmes : « Le départ », « A l'ombre des oliviers », « L'inspiration de l'Atlas », « L'Illiade algérienne », mais son recueil de poèmes le plus remarquable est « La flamme sacrée », dans lequel on y discerne un engagement sans faille pour l'indépendance du pays.

Il est également l'auteur de l'hymne national (Kassaman) et d'autres chants patriotiques composés pour le compte de l'ALN et de plusieurs organisations politiques (étudiants et travailleurs). Ses poèmes étaient, en substance, des appels à la révolte, à l'insoumission à la présence coloniale, et à l'incitation au sacrifice suprême pour libérer le pays du joug colonial et par là retrouver la dignité humaine. Ses hymnes exprimaient son ambition de voir, à l'indépendance de l'Algérie, l'unité maghrébine se réaliser. Il se retira de la vie politique pour se consacrer à la production littéraire, malgré les contraintes qui lui ont été imposées par la nouvelle configuration politique.

Ces trois poètes : Abou El Yaghtane et Mohamed Laid El Khalifa et Moufdi Zakaria sont des exemples

parfaits pour représenter le courant nationaliste réformateur militant et révolutionnaire, nonobstant de la prépondérance du cadre traditionnel de leurs versifications, ils ont tenté d'aller vers une nouveauté dans les thématiques, et vers une modernité et une originalité dans l'expérience ainsi que dans l'exploration des questions esthétiques » (Benguina : p. 75). Cette tendance vers le renouvellement des formes et des contenus s'est vérifiée surtout chez Mohamed Laid El Khalifa et Moufdi Zakaria. Le poète Salah Kherfi (1932-1998) va suivre ce mouvement fondateur en publiant son recueil de poèmes : « L'Atlas des miracles en 1961, où il fait des plaidoyers en faveur de la révolution de 1954, d'autres recueils vont succéder à cette publication, et on mentionne un autre poème « L'appel de la conscience » publié en 1960, où il glorifiait l'amour de la patrie. Finalement, la poésie a été un élément discursif exaltant la révolution et le combat des maquisards, elle exhortait et mobilisait les militants de la cause nationale, son impact sur les affects de la population était immense.

LA NOUVELLE, UN GENRE LITTÉRAIRE EN GESTATION

La nouvelle a connu le même cheminement que la poésie, mais bien avant l'éclosion de ce genre littéraire, les Algériens appréciaient oralement et écoutaient avec une grande attention les récits des conteurs, des meddahs et des personnes âgées. La nouvelle, en tant que récit très concis, au nombre de personnages très réduit, et dont la délimitation dans le temps et l'espace des événements, était connue dans le Monde arabe depuis des millénaires. Les maqâmâts ou « séances », par exemple un genre littéraire arabe classique, a été développé au X^e siècle et XI^e par al-Hamadhâni (968-1008), et Al-Harîrî (1054-1122).

Le récit, en question, était une sorte de critique sociale relatant avec humour et sarcasme les aven-

tures de « Aïssa Ibn Hichem », un vagabond drôle et rusé. Cependant la nouvelle algérienne, de la première moitié du vingtième siècle, s'était développée sous l'influence de la littérature occidentale traduite, et de la littérature arabe moderne produite par des auteurs égyptiens (Mahmoud Timour, Abdelkader El Mazini, Taha Hussein), en tant que précurseurs dans l'écriture de ce genre littéraire.

Par ailleurs l'Algérie a connu ce genre littéraire dans sa forme ancienne depuis 1908 avec l'écrivain Eddissi, puis avec les journaux de l'AOMA, « Echihab » et El Bas-sair », et avec la fin de la Première Guerre mondiale. Elle s'était développée pendant les années 1930, surtout à travers le journal « Echouala » (1949-1951) de Ahmed Réda Houhou.

Il serait indispensable de signaler que ce genre littéraire a émergé à la faveur du discours doctrinal de l'AOMA et s'est aligné dans son sillage, d'où son attachement au réformisme social, religieux et à la littérature arabe classique.

Et mis à part quelques écrivains qui ont abordé d'autres thématiques, la plupart des écrivains qui se sont aventurés dans l'écriture de la nouvelle ont choisi celles qui abordaient les questions se rapportant à la religion, à la langue arabe et à l'identité nationale.

Les faits rapportés par ces écrits relevaient de l'ordre moral, c'est-à-dire, la lutte contre la débauche et la dégénérescence, ou reprenaient des questions de l'ordre du social, telles que la pauvreté et le poids des traditions archaïques.

Ils reproduisaient les événements qui s'attachaient inlassablement aux opinions du réformisme et du nationalisme, qui contestaient, de par leurs positions culturelles et politiques, l'intervention de l'autorité coloniale dans les affaires des musulmans, comme la gestion des mosquées, l'encouragement des charlatans et des imams.

A suivre

*Professeur à l'Université Ahmed Benbella, Oran 1/CRASC

Islamisme apatride et berbérisme racialisiste : deux entités antinationales

Par Khider Mesloub

Suite et fin

Par-delà ces deux approches rétrogrades, l'Algérie doit s'atteler à la redéfinition de son identité nationale sur des fondements résolument modernes, appuyés sur des réalités contemporaines sociales, des déterminismes sociaux. Il en va de la survie de l'Algérie prise en tenaille par ces forces archaïques et obscurantistes, à caractère religieux et ethnique. Aujourd'hui, l'Algérie est confrontée à une situation critique. Sa viabilité est menacée par les forces centrifuges et les puissances étrangères ennemies. Après l'assaut avorté porté par les islamistes au cours des années 90, forces neutralisées au prix de centaines de milliers de morts, de nouvelles entités sécessionnistes s'affirment sur la scène nationale, soutenues et financées par des puissances étrangères, notamment l'Etat sioniste et la monarchie marocaine. Ces entités séparatistes, s'appuyant sur les anciennes revendications linguistiques légitimes relatives à la langue kabyle, ont transfiguré, sous l'instigation de puissances impérialistes (notamment sioniste et marocaine), ces revendications en projet politique sécessionniste ou communautariste conquérant. Ce faisant, ces mouvements berbéristes indépendantistes ou communautaristes visent, par leurs revendications, tout simplement le démembrement de l'Algérie, sa partition, sa dislocation.

De surcroît, depuis peu, la mouvance berbériste se livre à la surenchère revendicative linguistique. Lors de l'année scolaire dernière, au cours de multiples manifestations, elle appelait au boycottage de la langue arabe dans les établissements scolaires de la Kabylie. Au-delà de l'aspect folklorique de cette nouvelle lubie linguistique «arabophobe», on ne peut que s'inquiéter de l'avenir de ces jeunes adolescents étudiants, embrigadés dans une lutte politicienne identitaire et communautariste idéologique berbériste. Quand bien même cette revendication serait-elle satisfaite, en quelle langue ces jeunes écoliers manipulés voudraient-ils étudier? En langue kabyle? En langue française? Dans la première hypothèse, sa réalisation est impossible à mettre en œuvre faute de moyens pédagogiques et de personnels enseignants formés. Et dans quel cadre institutionnel étatique? Toujours algérien ou indépendantiste? C'est donc une revendication irresponsable et séditionnelle. Dans la seconde hypothèse, cela revient à renouer avec le colonialisme, à réintroduire la langue de l'ancien colon français comme langue d'enseignement. Quoi qu'il en soit, pour neutraliser ces deux tendances réactionnaires à l'œuvre, qui œuvrent tendanciellement au dépeçage du pays, le peuple laborieux algérien, animé par des convictions modernes dans l'édification de l'identité algérienne, comme il l'a prouvé lors du massif unificateur mouvement du Hirak, doit unir ses forces pour endiguer ces constellations fossilisées.

L'Algérien de Kabylie est libre de cultiver et de vivre librement son «amazighité», aussi bien au plan linguistique qu'au niveau culturel. De surcroît, la langue amazighe doit être librement enseignée dans les régions berbérophones. Tout comme la culture amazighe doit ouvertement s'épanouir dans ses territoires naturels d'implantation. Mais le Kabyle ne doit pas imposer à la majorité des Algériens arabophones, et sa langue et sa culture, encore moins édicter sa conception berbériste archaïque et anachronique de l'identité nationale. Tout comme l'islamiste ne doit pas prescrire à tous les Algériens sa pratique salafiste de l'islam, ni sa perception islamiste moyenâgeuse orientale de l'identité nationale algérienne (l'Algérie certes appartient à l'aire civilisation-

nelle arabe et islamique, mais avec ses spécificités culturelles nationales et historiques ancrées dans un espace géographique méditerranéen nord-africain, avec ses séculaires particularités culturelles musulmanes fondées sur la tolérance). Malheureusement, ces deux entités réactionnaires ont fait de l'ignorance une vertu. Elles s'évertuent à propager leur ignorance sur les questions religieuse et identitaire à l'ensemble de la population nationale. Il revient donc au peuple algérien, animé d'un esprit de modernité, de combattre cette ignorance. D'abattre l'infamie ! De redonner ses lettres de noblesse à l'Algérie, affadie par ces fanatiques d'un autre âge. En outre, tout comme le croyant doit apprendre à vivre sa foi dans l'intimité, sans devoir l'afficher de manière ostentatoire sur les plans vestimentaires, rituels, et encore moins l'imposer aux autres concitoyens algériens, le Kabyle doit se résoudre à vivre son amazighité dans son périmètre berbérophone dans toutes ses dimensions linguistique et culturelle, sans devoir l'édicter à la majorité écrasante des Algériens arabophones disséminés dans l'ensemble du territoire algérien. Autant la religion doit être reléguée dans la sphère privée, autant la culture amazighe patrillement circonscrite dans son dernier territoire survivant. Elle n'a pas à envahir les autres régions arabophones, à coloniser culturellement et linguistiquement les régions arabophones. Depuis l'indépendance, nous disposons d'une langue vernaculaire (darja), pour communiquer entre nous Algériens. De la langue littéraire arabe (al-fous'ha) comme langue administrative. Qui plus est, nous permet de communiquer avec des millions d'autres arabophones du monde entier. Sans compter la langue française maîtrisée également par la majorité des Algériens, qui nous permet également de dialoguer avec des millions de francophones à travers le monde. C'est une richesse de parler ainsi trois, quatre, voire cinq langues (en incluant l'anglais). En effet, en plus de notre langue maternelle (darja ou le kabyle), il faut ajouter l'arabe littéraire (al-fous'ha), le français, l'anglais. Un Algérien maîtrise ainsi jusqu'à cinq langues. Le Kabyle parle souvent couramment l'amazigh, l'arabe vernaculaire (dardja), l'arabe littéraire (al-fous'ha), le français, parfois l'anglais, voire plus. Quelle richesse !

Dire que certains berbéristes luttent pour l'instauration de la seule langue kabyle. De surcroît, établie dans un Bantoustan kabyle. Une langue parlée par les seuls Kabyles. Pour les seuls Kabyles. Parmi les seuls Kabyles. C'est la défense de la pureté de la « race » kabyle dans toute sa laideur. Sa dimension tribale. Quel recul. Quelle régression. Quelle pauvreté en matière de revendication.

D'aucuns s'évertuent à enrichir leur intelligence par l'élargissement de leur horizon culturel. D'autres s'acharnent à appauvrir leurs aptitudes intellectuelles par l'étroitesse de revendications identitaires étiquées. Certains militent pour faire entrer leur pays dans le Village Planétaire. D'autres se débattent pour réduire la planète à la dimension de leur village. C'est le combat de l'Universalisme contre le tribalisme. L'appartenance de classe générale transcende l'identité culturelle particulière. Le particulier se dilue dans le général. Non l'inverse. Les particularismes culturels et religieux frondeurs et séditionnels sont dangereux pour l'unité du peuple algérien et l'intégrité du territoire de l'Algérie. Une minorité linguistique doit savoir minorer ses prétentions. Délimiter ses ambitions. Car la majorité, même si elle fait preuve de compréhension, sait aussi instaurer des limites aux empiétements de la minorité. Lacquiescement ne vaut pas abdication. Tout comme l'Algérie a su réduire à néant les prétentions des islamistes à régenter théocratiquement

la société, à imposer leurs visions moyenâgeuses orientales, à s'emparer des rênes du pouvoir, à transformer le pays en territoire annexé par les monarchies salafistes du Golfe dans le cadre d'une Oumma internationalisée, elle saura neutraliser voire anéantir les forces centrifuges sécessionnistes berbéristes œuvrant au profit des puissances impérialistes désireuses d'accaparer les richesses pétrolières de l'Algérie ou de transformer le territoire en base militaire de l'Etat sioniste avec la complicité de son vassal makhzénien. Ironie du sort, si l'islamiste, avec sa vision religieuse moyenâgeuse orientale, à la faveur de l'expansion planétaire de l'islamisme au cours de ces quatre dernières décennies, s'était acharné à transformer l'Algérie en une vaste mosquée à ciel ouvert, annexe d'une Oumma fantasmée, aujourd'hui, le berbériste, avec sa conception tribale archaïque, profitant du discrédit et du déclin de l'idéologie arabo-islamiste orientale, s'échine à transfigurer (défigurer ?) l'Algérie en une immense tribu berbère culturelle mythique, ressuscitée de ses sépultures antiques. Au reste, l'Algérien est, à l'image de ses successifs dirigeants kleptomanes et mythomanes, bâti sur la manipulation historique. L'Algérien use et abuse avec beaucoup de ruse du mensonge. Il adopte volontiers une élégante posture pour occulter son indécente imposture.

Il en est ainsi des Kabyles berbéristes du MAK, ces imaginaires persécutés, sectateurs du discours victimaire. À les entendre, les Kabyles seraient victimes d'ostracisme, de racisme de la part du pouvoir, en particulier, et des « Arabes » algériens, en général. À entendre leurs lamentations, ils vivraient emmurés dans un pays d'apartheid. D'aucuns, notamment les partisans de l'organisation séparatiste le MAK, emploient même l'expression de «régime colonial » pour désigner le pouvoir algérien. En tout état de cause, en vérité il n'y a jamais eu en Algérie de politique officielle d'éradication de la langue kabyle, ni de politique d'anéantissement de la culture kabyle, ni, à plus forte raison, de persécutions perpétrées spécifiquement contre les Kabyles. Les répressions politiques, opérées par les différents régimes monolithiques et despotiques installés au pouvoir depuis 1962, se sont exercées contre tous les Algériens, sans distinction d'ethnie ni de sexe. El Kazoul (la matraque) s'est abattue sur tout le peuple algérien. La Kabylie ne détient pas le monopole de la répression. En revanche, sa composante berbériste frondeuse et séditionnelle détient le record des fausses impressions. Des mensongères diffusions et des tristes confusions. Ainsi, pas de politique officielle d'éradication de la langue et de la culture kabyles. Pour preuve : les deux sont encore plus que jamais vivantes. En vérité, la langue et la culture kabyles s'épanouissent librement partout en Algérie. Jamais la culture kabyle n'a connu autant de rayonnement que depuis l'accession de l'Algérie à son indépendance. Elle est sortie de ses montagnes inexpugnables pour conquérir toute l'Algérie, le monde entier, notamment grâce à ses célèbres chanteurs et autres artistes de renommée internationale. Sans oublier, depuis quelques années, la création de multiples médias audiovisuels de langue amazighe, l'apparition d'une presse écrite berbérophone, les diverses manifestations culturelles kabyles programmées tout au cours de l'année en Algérie et dans de nombreux pays.

Pour un pays neuf et jeune, sur le chapitre de l'éducation nationale, l'Algérie a réussi ce prodigieux défi d'alphabétiser quasiment l'ensemble de ses enfants. En dépit de ses carences, de ses dysfonctionnements, le système éducatif algérien a réussi cette prouesse de permettre à des centaines de milliers de jeunes d'accéder

chaque année à l'enseignement supérieur (1 700 000 étudiants pour l'année universitaire 2018/2019). Notamment en Kabylie. En outre, pour une langue orale, l'amazighe connaît depuis quelques années un début de transcription écrite et de publication, notamment dans plusieurs universités. Cela constitue un notable progrès. La langue amazighe écrite n'a historiquement jamais existé. La langue kabyle n'a connu au cours de son histoire qu'une diffusion orale. Par conséquent, on ne peut pas soutenir que le pouvoir algérien a interdit officiellement la langue amazighe. C'est un non-sens. On n'interdit pas quelque chose qui n'existe pas !

Que dirait alors la majorité des Algériens dont la langue maternelle est l'arabe dialectal (dardja). Leur langue ancestrale orale a toujours été privée de toute reconnaissance nationale et de toute politique d'officialisation en vue de sa promotion comme langue écrite enseignée à l'école. Pourtant, la « population » algérienne arabophone n'a jamais impulsé un mouvement de revendication linguistique, instrumentalisée la langue dardja à des fins sécessionnistes. Elle n'a jamais tenté de politiser la question linguistique arabe dialectale. Cette frange majoritaire de la population a accepté comme fait accompli la langue arabe littéraire promue langue officielle de l'Algérie : seule langue arabe homogène dotée des outillages grammaticaux et lexicaux opérationnels, pourvue d'une richesse littéraire séculaire et de potentialités conceptuelles indéniabiles. Surtout, c'est la langue du Coran, de la religion musulmane, religion de la majorité des Algériens depuis plus de 14 siècles.

Historiquement, au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, tout en maintenant l'enseignement en langue française, le régime, confronté à la nécessité de scolariser l'ensemble des enfants algériens, dut recourir à des expédients pédagogiques pour institutionnaliser l'enseignement de la langue arabe avec des moyens matériels et humains rudimentaires. Or, en absence d'un personnel éducatif suffisamment formé, il recourut à la politique de coopération fournie par de nombreux pays « frères » arabes désireux d'aider l'Algérie à développer son système éducatif embryonnaire. Le nouveau pouvoir n'eut ni les moyens ni le temps d'initier une politique d'enseignement de la langue orale kabyle. Ou plus exactement n'éprouva pas, à cette époque de panarabisme exacerbé, la nécessité de procéder au développement d'un dialecte minoritaire (du fait également du choc suscité parmi le gouvernement et la population algérienne «arabophone» à la suite du soulèvement insurrectionnel de la Kabylie contre le pouvoir. On l'oublie souvent : le premier mouvement subversif et insurrectionnel armé de l'Algérie post indépendante, coraqué par Hocine Aït Ahmed, naquit en Kabylie. À l'époque déjà, quoique Aït Ahmed affirmât que son mouvement rebelle insurrectionnel ne prônait pas la sécession de la Kabylie, le président Ben Bella dénonça la collusion entre les insurgés kabyles et le Maroc. Ce coup de poignard porté par la Kabylie insurgée contre les institutions souveraines de l'Etat nouvellement indépendant traumatisa tous les Algériens, particulièrement les dirigeants, devenus désormais méfiants à l'égard des « Kabyles » tenus en suspicion. La fermeté gouvernementale manifestée à l'encontre des berbéristes depuis 1963 trouve son explication dans ce tragique évènement insurrectionnel de la Kabylie, et non dans quelque haine ou racisme institutionnel à l'endroit des Kabyles). Le régime, certes, tarda pour s'atteler à la reconnaissance de la langue amazighe comme langue officielle, et ainsi favoriser son enseignement dans les établissements sco-

laire. Mais cette mesure commence à prendre corps. Grâce notamment à la reconnaissance et l'officialisation de la langue amazighe intervenues récemment. Par surcroît, à entendre les Kabyles berbéristes, notamment sa frange séparatiste du MAK, les « Arabes » nourrirait une haine inexpiable à l'égard des Kabyles (sic). Entre autres falsifications répandues par les berbéristes du MAK : les Kabyles seraient victimes de discrimination, d'ostracisme. Ils seraient des citoyens de seconde zone. Les Arabes détiendraient tous les leviers du pouvoir, de l'économie, colporte la petite bourgeoisie kabyle affiliée au MAK. Au risque de choquer certains Kabyles, c'est tout le contraire. Les Kabyles sont intégrés dans tout le tissu économique de l'Algérie. Ils sont socialement insérés dans toute la société algérienne. Politiquement, ils ont toujours disposé de partis spécifiquement kabyles. Ils sont amplement représentés dans toutes les instances étatiques du pays, au Parlement comme dans les Communes.

Les Kabyles sont établis partout en Algérie, dans le plus petit village jusqu'aux grandes villes. Ils occupent souvent des métiers prestigieux, aussi bien dans le commerce et l'industrie que dans les administrations et les institutions culturelles (cinéma, littérature, art, etc.). Ils sont intégrés dans tous les secteurs de pointe, dans l'enseignement, la recherche, la médecine, la culture, les médias, l'armée, l'administration, sans oublier les instances de l'Etat. Ils résident dans toutes les villes et dans tous les villages de l'Algérie, sans subir le moindre ostracisme. Ils peuvent acquérir un commerce, une maison, un bien dans n'importe quelle ville d'Algérie. A contrario, dans les dizaines de villes et des centaines de villages que compte la Kabylie, on ne rencontre pas de résidents arabes. En effet, impossible pour un «Arabe» algérien d'acquérir une maison ou un bien dans un village kabyle. Il s'opposerait aussitôt à la réprobation des habitants du village réfractaires à toute immigration extra-ethnique. Pareillement, dans les multiples secteurs d'activité privé ou public établis en Kabylie, la majorité des postes sont exercés par les «autochtones».

Contrairement aux assertions du discours victimaire des berbéristes du MAK, on serait tenté d'affirmer que l'ostracisme se nicherait plutôt dans cette région kabyle récalcitrante à tout métissage ethnique et à toute «incursion étrangère». De toute évidence, en la circonstance, les Kabyles berbéristes du MAK propagent des contre-vérités. À les lire et à les entendre, la Kabylie ferait l'objet d'une véritable politique discriminatoire. « Le pouvoir colonial » reléguerait les Kabyles à des citoyens de seconde zone. Ils seraient défavorisés sur les plans culturel, professionnel, politique, économique. «Même Israël traite mieux ses colonisés palestiniens ! », se risquent à préférer certains berbéristes extrémistes, notamment les partisans du MAK. Drôle de discrimination pour une région kabyle qui détient, depuis des décennies, le record de réussite au baccalauréat, d'universitaires, d'artistes, de célébrités de renommée internationale, de patrons fortunés !

Cette posture de victimisation n'est pas sans rappeler celle de certaines communautés établies dans d'autres pays, constamment affairées à se livrer aux sempiternelles lamentations pour mieux monnayer leurs indemnités, négocier leur propulsion au sein des institutions étatiques et politiques. De fait, les Kabyles berbéristes du MAK s'adonnent-ils aux mêmes impostures pour persuader les authentiques Algériens Kabyles de les rejoindre dans leur irresponsable entreprise sécessionniste ou leurs chantages et surenchères communautaristes en vue d'obtenir des avantages économiques, des sinécures et des prébendes pour leur élite.

ALGER

Démantèlement d'une bande de malfaiteurs qui semait la terreur



Les éléments de la Brigade de police de la circonscription administrative de Hussein Dey, relevant de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ont arrêté 7 individus et saisi 17

armes blanches prohibées. Les services de Sûreté ont démantelé une bande qui semait la terreur dans le territoire de compétence de Hussein Dey, notamment à travers le trafic

de drogue et des stupéfiants, a indiqué un communiqué de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). L'opération a permis de saisir 17 armes blanches de différents types, un fusil à harpon et une bouteille lacrymogène, a précisé la même source ajoutant que les mis en cause ont été déférés devant le procureur territorialement compétent. Par ailleurs, les services de Sûreté de la circonscription administrative de Hussein Dey, ont arrêté 4 suspects âgés entre 25 et 50 ans, soupçonnés de trafic de stupéfiants, issus de Blida. L'opération a permis la saisie de 5.123 comprimés psychotropes et 62 millions de centimes outre un camion. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été présentés devant le procureur territorialement compétent, a conclu le communiqué.

L'ANADE d'Alger-ouest accompagne les entreprises en difficultés pour obtenir des projets

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) d'Alger-ouest, a tracé un plan exceptionnel d'accompagnement des entreprises en difficulté pour leur permettre d'obtenir des projets et marchés auprès des entreprises publiques, a indiqué, vendredi, un communiqué de l'ANADE. Ce plan de travail intervient en application des recommandations du ministre-délégué auprès du Premier ministre, chargé de la micro-entreprise,

Nassim Diafat, visant à accompa-

gner les entreprises en difficulté pour leur permettre d'obtenir des projets susceptibles de relancer leurs activités et d'encourager le développement de leurs capacités pour mieux s'intégrer dans ce secteur important. Le directeur de l'ANADE a tenu, jeudi, une réunion de coordination avec le président-directeur général du groupe Tourisme et hôtellerie pour l'examen des mécanismes d'accompagnement des micro-entreprises pour l'accès à des marchés avec les hôtels et les établissements touristiques rele-

vant du groupe, précise la même source. La rencontre a été ponctuée par la présentation de la première édition de l'annuaire téléphonique des micro-entreprises activant dans le domaine du Tourisme et de l'hôtellerie, regroupant plus de 10 spécialités. Parmi les micro-entreprises en mesure d'apporter un plus au secteur de l'hôtellerie en Algérie, celles activant dans les secteurs de la couture, la cuisine, la plomberie et l'électricité et les petits métiers susceptibles d'accompagner les structures hôtelières.

Transport urbain : un plan d'action pour mieux faire



Le ministre des Transports, Aissa Bekkai a donné des instructions faisant état de l'élaboration d'un plan d'action et des propositions à court, moyen et long termes pour désengorger la Capitale à travers des mécanismes efficaces et étudiés, a indiqué le ministère dans un communiqué. Dans le cadre des séries de rencontres avec les différents acteurs du secteur, M. Bekkai a présidé une réunion avec la directrice générale de l'Autorité organisatrice du Transport urbain d'Alger (AOTU) avec nombre de ses cadres et en présence de ceux du ministère. Un exposé détaillé sur les missions et le champ d'activité de l'AOTU et les textes juridiques et organisationnels divers de son fonctionnement a été présenté par la di-

rectrice générale, ainsi que les potentialités dont dispose cette structure « importante » qui contribue à la régulation et à la coordination de l'activité multimodale des entreprises de transport public des voyageurs, lit-on dans le communiqué. La directrice générale a demandé « l'activation totale » du rôle de cette Autorité tel que stipulé dans le décret exécutif de sa création, lui conférant la mission d'organiser et de développer le Transport public des voyageurs à l'intérieur du périmètre du transport urbain de la wilaya d'Alger. Pour sa part, le ministre des Transports a donné des instructions faisant état de l'élargissement du champ d'activité de l'Autorité, à travers la coordination de tous les acteurs dans le domaine du

Transport public des voyageurs, en vue d'activer le plan de la circulation pour décompresser la capitale. Il s'agit également, selon le ministre, d'enrichir ce plan par des études afin d'assurer l'interconnexion, l'interopérabilité et la complémentarité entre les réseaux divers des moyens de transport urbain. Le premier responsable du secteur a ordonné aux responsables de l'AOTU d'Alger d'établir un plan d'action et des propositions à court, moyen et long termes pour désengorger le trafic routier de la capitale à travers des mécanismes efficaces et étudiés et atteindre les objectifs tracés contenus dans les orientations du président de la République et le Plan d'action du Gouvernement.

ANNABA

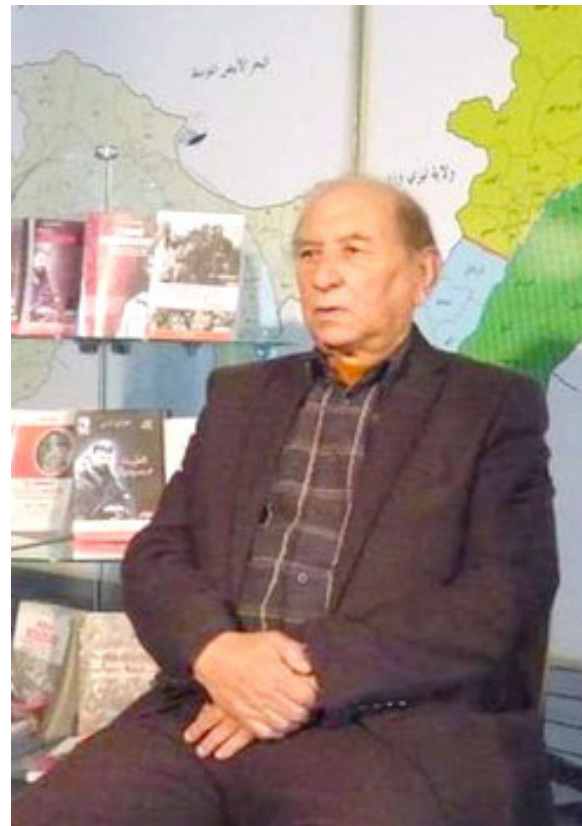
Un réseau de trafic de kif démantelé

Les services de la Brigade de répression du banditisme (BRB) de la Sûreté de wilaya d'Annaba ont mis hors d'état de nuire un réseau de trafiquants de drogue organisé et saisi 92,7 kg de cannabis, a-t-on appris auprès de ce corps constitué. Cette opération « qualitative » a permis l'arrestation de 4 personnes âgées entre 30 et 60 ans et la saisie de 2 véhicules utilisés dans le

transport et la vente de la marchandise prohibée, 8 téléphones mobiles et une somme d'argent d'un montant de 1,4 million de DA, a souligné la cellule de l'information et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. Les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Hadjar, en application des lois en vigueur a-t-on signalé de même source.

BÉJAÏA

Décès du moudjahid Djoudi Attoumi



Le moudjahid et officier de l'Armée de libération nationale (ALN), Djoudi Attoumi, s'est éteint vendredi matin, à l'âge de 83 ans, des suites de complications pulmonaires dues à la Covid-19, a-t-on appris de ses proches. Né en novembre 1938 à Tinebdhar, dans la commune de Sidi Aich, Djoudi Attoumi intégra très jeune les rangs du Mouvement national en 1953 à Alger, puis rejoignit le maquis en 1956 au poste de commandement de la wilaya III, en tant que secrétaire de zone, sous le commandement du Colonel Amirouche Ait Hamouda. Promu officier en 1961, il était affecté dans la vallée de la Soummam avec pour mission la réorganisation de la zone 3, l'organisation d'actions contre l'armée française et la restructuration des maquis. Il était, ensuite, désigné, en avril 1962, comme membre de la Commission compétente locale du cessez-le-feu chargée de veiller à l'application des Accords d'Evian

pour les régions de Bejaia, Bordj Bou-Arredj, M'sila et Bouira. A l'indépendance du pays, le défunt avait occupé plusieurs postes de responsabilité à travers différentes wilayas du pays et avait été élu président de libération nationale, notamment, celle de la wilaya III historique dont il avait été témoin. Parmi ses œuvres, plusieurs ont été consacrées au Colonel Amirouche, « Le colonel Amirouche entre légende et histoire » paru en 2004, « Colonel Amirouche à la croisée des chemins » en 2006 et « Le colonel Amirouche, l'heure de vérité » en 2016. Il avait, également, raconté son parcours dans un journal d'un combattant de l'ALN en wilaya III et consacré un ouvrage aux « femmes combattantes dans la Guerre de libération nationale, 1954-1962, « Ces he?roi?nes reste?es dans l'ombre », paru en 2014. Le défunt sera enterré samedi au cimetière de la ville de Béjaia, lieu de sa résidence

Horaires des prières pour Alger et ses environs

27 moharram 1443

| | | | | |
|----------|-------|-------|---------|-------|
| El Fedjr | Dohr | Assar | Maghreb | Icha |
| 04h53 | 12h46 | 16h23 | 19h15 | 20h36 |



TLEMCEM

Le centre d'accueil des femmes victimes de violence suscite l'indignation



Khaled Boumediene

La situation du centre d'hébergement et d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et familiales, érigé à l'entrée sud de la ville de Hennaya, suscite l'indignation des habitants. En effet, cette structure bâtie sur un terrain de deux hectares, qui a ouvert ses portes en 2015 est au cœur des préoccupations de toute la population qui n'admet pas le fait que les malades atteints de coronavirus n'ont pas où aller pour se faire soigner alors que ce centre de 60 lits reste totalement inexploité en cette crise sanitaire liée à la Covid-19 qui secoue le pays. « Ce centre de la direction de l'action sociale est un vrai gâchis puisqu'il n'a jamais accueilli de femmes victimes de violence depuis son ouverture ! Nous exigeons tout simplement son transfert au secteur de la santé pour au moins permettre la prise en charge des malades de toute la commune atteints de coronavi-

rus en ces moments difficiles de contamination au coronavirus », insiste Benbekhti Saïd, un habitant de Hennaya, qui vient de lancer une pétition en ligne, « pour solliciter le wali de Tlemcen d'intervenir et annuler les activités de cette structure qui n'a servi à rien et aussi pour engager une démarche de transfert auprès des tutelles concernées, afin d'améliorer la prise en charge de la population en général et l'accueil des malades atteints de Covid-19 en particulier », précise-t-il.

La commune de Hennaya « manque de structures sanitaires adéquates. Les habitants souffrent le martyr pendant cette crise sanitaire dangereuse car il n'existe qu'un seul centre de santé très exigu dans la ville de Hennaya. Est-ce normal d'effectuer la vaccination contre le virus de Covid au sein d'une bibliothèque de la ville ? Toute la population souhaite que centre d'accueil des femmes victimes de violence qui n'a jamais

fonctionné soit mis à la disposition de la direction de la santé pour soulager tous les malades de Hennaya qui attendent un dénouement heureux cet été ». La pétition qui circule sur le net a déjà recueilli des dizaines de signatures.

« C'est un feuilleton qui dure depuis des mois, des années même ! Mais, ce qui nous étonne le plus c'est que la DAS n'a même pas daigné envoyer une commission pour s'enquérir de la situation de ce centre, qui n'est devenu qu'une coquille vide dans la ville de Hennaya ! », soulignent des habitants qui commentent le post Facebook de Benbekhti Saïd. Selon un cadre de la direction de l'action sociale, ce genre de structure sied pour les grandes villes à forte population. « Je n'ai pas vu une seule femme depuis son inauguration ! Pour l'instant, seuls les agents de sécurité et quelques agents administratifs sont à l'intérieur du centre ! », affirme un gardien.

La fondation «Maître Boukli Omar» toujours fermée

Correspondance particulière:
El Hassar Bénali

L'élan de solidarité provoqué par les derniers incendies ayant éprouvé différentes régions du pays fut symbolique d'un sentiment national traduisant l'unité du pays dans toutes ses composantes. Cette conscience nationale dément plus d'un s'agissant de l'unité du pays face à son destin. C'est dans l'esprit même de cette conscience inséparable d'unité et de solidarité que s'inscrivent certains actes particuliers parmi lesquels les «habous» ou legs de foi et de générosité que les mécènes et les hommes de cœur mettent au service de l'idéal pieux d'entraide ou de solidarité. A Tlemcen, Le habous fondé par «Maître Boukli Hacène Omar» en est un bel exemple. Cet établissement «ad mortem» du nom de cet homme de cœur animé par des sentiments nobles et qui a légué

ses biens aux fins de les mettre aux profit des activités d'intérêt national valorisant les domaines de la science, la culture et les arts. Voilà que, malheureusement, cette fondation attend toujours de voir le jour tant d'années après même la disparition de son légataire honorable citoyen et grand mécène, militant nationaliste, fondateur du croissant rouge algérien, en exil pendant la révolution pour l'indépendance, en 1956, à Tanger.

Cette fondation «ad mortem» composée d'une villa de maître englobée avec ses jardins à mi chemin entre le site historique d'el-Eubbad avec ses quelques vestiges épargnés par le temps et du village où est enterré le saint mystique Sidi Abou Madyan Choaib (1126-1197) est dotée d'un bain traditionnel pour couvrir les charges incombant à son fonctionnement. Préoccupée par sa fermeture, la société civile n'a rien pu pour dé-

terminer, à ce jour, son ouverture. Par vigilance, les autorités de la wilaya auraient pu éviter la dilapidation de sa riche bibliothèque de manuscrits et de son musée d'art. Placée depuis 2011 sous sa main de la direction des affaires religieuses, sa fermeture perpétue une situation qui continue à soulever des interrogations. Les établissements dits «habous» n'ont-ils pas été et de tout temps régis directement et d'une manière autonome par la société civile et, cela, sous le contrôle de l'Etat ?

Les biens «waqfs» expression de traditions profondes d'humanisme du peuple algérien ne doivent-ils pas obliger strictement le respect quand on sait que d'autres restent dissimulés de crainte pour leur sort à l'image des «habous» de l'œuvre de l'avocat et nationaliste entre autres actes de bonté sur lesquels la religion fait observer de strictes obligations de respect.

NÂAMA

54 centres fixes et 4 équipes mobiles pour la vaccination



La direction de la santé et de la population de la wilaya de Nâama a mobilisé 54 centres de vaccination fixes et 4 équipes mobiles au niveau des zones enclavées pour assurer le bon déroulement de la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19, lancée samedi, à travers tout le territoire national.

Le directeur de wilaya du secteur, Chelihi Abderrahime, a assuré que tous les moyens ont été mobilisés pour la réussite de cette campagne, qui connaît la participation de tous les acteurs des différents secteurs, des services des collectivités locales et des associations pour attirer le plus grand nombre de citoyens désirant recevoir leur première dose du vaccin.

Dans ce cadre, la DSP locale a renforcé les centres de vaccination fixes et des équipes mobiles travaillant par roulement, qui se sont dirigées vers les zones enclavées et les zones rurales disséminées à la steppe, avec tous les moyens logistiques, selon les responsables de la santé de la wilaya.

Le wali de Nâama, Derradji Bouziane, a donné, ce samedi, le coup d'envoi de cette campagne à partir du centre de vaccination ouvert dans le hall de la maison de culture «Ahmed Chami» au chef-lieu de la wilaya.

Dans une déclaration à la presse, il a rappelé l'importance de la vaccination et du respect des mesures de prévention pour faire face

à l'épidémie et ce, afin de préserver la santé publique en cette rentrée sociale.

Par ailleurs, le volet sensibilisation n'a pas été du reste. Les responsables locaux oeuvrent à sensibiliser les citoyens sur l'importance de cette campagne et la nécessité de la vaccination pour assurer une rentrée sociale et scolaire sécurisée.

Des flashs et des conseils de sensibilisation sont diffusés sur les ondes de la radio locale de Nâama.

De son côté, la société civile, les services de police et de la protection civile participent également dans les opérations de sensibilisation de la population sur l'importance de cette opération.

Rencontré au niveau de la polyclinique « 11 décembre » du chef-lieu de wilaya, Abderrahim, artisan de 33 ans, a indiqué après avoir reçu la première dose du vaccin contre la Covid-19, que le citoyen de Nâama est conscient de l'importance du vaccin contre le pour endiguer cette pandémie. «La grande affluence des citoyens sur les centres consacrés à cet effet, prouvent cette prise de conscience», a-t-il ajouté.

Après avoir reçu la seconde dose du vaccin, Mme Ghrissia, fonctionnaire, a exhorté les citoyens à se «rendre en masse aux centres de vaccination pour la réussite de cette semaine nationale, visant à atteindre le plus grand nombre de citoyens et l'immunité de la société».

TIARET

Un homme tué d'un coup de couteau

El-Houari Dilmî

Un homme âgé de 42 ans a été tué d'un coup de couteau jeudi soir au quartier populaire de « Zaâroura », au sud de la ville de Tiaret, apprend-on de source sécuritaire.

En effet, la victime a été tuée lors d'une beuverie entre copains qui a mal tourné. Le corps de la victime a été déposé à la morgue de l'hôpital « Youcef Damardji » de Tiaret, tandis que deux (02) suspects ont été arrêtés par la police.

Plus de 3.000 logements en attente d'attribution Des instructions pour accélérer l'affichage des listes

J. Boukraa

Le nouveau wali d'Oran M. Saïd Sayoud a instruit, jeudi, les chefs de daïra pour accélérer le processus d'étude des dossiers des demandeurs de logements et l'affichage des listes dans les plus brefs délais. Lors de l'exécutif consacré aux opérations de relogement, tenu en fin de semaine écoulée, le chef de l'exécutif a insisté pour que l'attribution des logements se fasse avant la rentrée sociale. M. Sayoud a en outre rassuré les habitants de Boufatis et de Boutlélis sur la prise en charge du dossier des logements ruraux en suspens au niveau des localités de Mahdia, Chkalil, Aouamer, El Gotni et Boutlélis. Le retard dans l'attribution des programmes achevés des logements sociaux dans plusieurs communes de la wilaya est à l'origine de plusieurs actions de protestation des mal-logées à travers la wilaya d'Oran, notamment les habitants des bidonvilles.

A ce titre, et selon des sources proches de la wilaya, une opération de relogement ciblant certains bidonvilles est programmée au courant de ce mois. Nos sources indiquent que le wali d'Oran a instruit l'ensemble des communes, dont les programmes de logement ont été achevés ou en cours d'achèvement, de procéder à l'affichage des listes des bénéficiaires dans les plus brefs délais. L'affi-

chage des listes constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales au niveau de la wilaya d'Oran, car souvent confrontés au problème de l'inadéquation entre l'offre et la demande. A ce titre et selon nos sources, plus de 3.000 logements répartis entre six communes n'ont toujours pas été distribués. Il s'agit de programmes qui ont été achevés, pour certaines communes, il y a plus de six ou sept années.

Le retards dans l'affichage des listes ne fait qu'accentuer la pression sur les services chargés de l'attribution de ces logements, car au fil des ans le nombre de demandeurs ne fait qu'augmenter. Nos interlocuteurs signalent que le nombre de demandes déposées dans certaines communes dépasse de très loin le nombre d'unités proposées à la distribution. Il y a près de trois mois, sur instruction de l'ex-wali d'Oran, les neuf commissions de daïra chargées de l'étude des dossiers des demandeurs de logements ont été réactivées. Ces commissions qui avaient suspendu leurs activités à cause de la pandémie du Covid-19, ont entamé l'étude des dossiers. Selon nos sources, l'étude des dossiers en suspens devrait permettre aux autorités locales de procéder à la distribution de plus de 10.000 logements sociaux au courant des six mois à venir.

Quelque 10.700 logements sociaux

réalisés au niveau du pôle urbain de Oued Tlélat seront distribués durant cette période. Le pôle urbain de Oued Tlélat est constitué de 17.000 logements, dont 6.300 ont été distribués et 10.700 prévus à la distribution, répartis sur trois sites. Selon les mêmes interlocuteurs, ces sites sont dotés d'établissements d'enseignement des trois paliers et d'un siège de sûreté. Par ailleurs, nos interlocuteurs indiquent que près de 45.000 dossiers de demandeurs ont été étudiés par les commissions de daïra en perspective de la distribution de ce quota de logements. Une attribution attendue depuis plusieurs années par des milliers de familles occupant des habitations précaires au niveau de la commune d'Oran et de plusieurs autres communes.

Nos sources indiquent qu'après l'étude de plus de 90.000 dossiers de demandeurs, entamée avant l'été dernier, la commission de wilaya a exclu plus de 50.000 demandes pour diverses raisons. Les quelque 45.000 dossiers restants après l'opération d'assainissement ont fait l'objet d'une enquête approfondie, menée par des commissions installées au niveau de chaque secteur urbain. Chaque secteur urbain a mis en place des commissions, présidées par le directeur du secteur et qui ont pour mission d'enquêter auprès de toutes les familles concernées au niveau de leur secteur.

Boutlélis et Tafraoui Plus d'une dizaine de projets dans les zones d'ombre

J. Boukraa

À l'instar des autres daïras de la wilaya, les communes et localités de la daïra de Boutlélis ont bénéficié d'une manne financière pour des projets dans les zones d'ombre. Selon des sources proches de la daïra, plus de 200 millions de DA ont été débouqués pour concrétiser une série de projets au profit de la population de Aïn El Kerma, Bouyakour, Sidi Bousaïd, El Bouacheha, Bouaachria, entre autres. Plusieurs projets ont déjà été concrétisés. Selon les mêmes sources, les projets ont trait à la réalisation de groupes scolaires, l'éclairage public, l'assainissement, le revêtement des routes, etc. Des projets très attendus par la population, notamment dans les localités éloignées de la daïra. Outre la daïra de Boutlélis, la commune de Tafraoui a bénéficié de 37 opérations de développement dans le cadre du programme de la prise en charge des zones d'ombre.

Ces opérations d'aménagement urbain, notamment le raccordement au gaz naturel, la réhabilitation du réseau d'assainissement ... sont réparties sur les 12 zones d'ombre que compte la commune. D'autres projets concernent d'autres localités à l'instar de l'aménagement urbain de

Slaimia, le raccordement de la localité de Kehailia au réseau du gaz de ville et cinq opérations de réhabilitation du réseau d'assainissement dont un au niveau de l'entrée Est de la commune. Les autres localités de cette commune vont bénéficier d'autres opérations d'amélioration urbaine dans le cadre des programmes destinés aux zones d'ombre. L'assainissement, la voirie, l'alimentation en gaz de ville, l'AEP et l'éclairage public constituent les préoccupations majeures des citoyens dans ces régions. Les habitants de ces zones avaient, à maintes reprises, lancé un appel aux autorités locales pour une amélioration du cadre de vie.

D'autre part, et à l'instar de Tafraoui, les zones d'ombre de la commune de Oued Tlélat ont bénéficié d'une enveloppe de plus de 141 millions DA pour concrétiser huit projets de développement qui contribueront à l'amélioration du cadre de vie du citoyen, indiquent les services de la wilaya. Ces projets, dont une partie est financée du budget de wilaya avec plus de 75 millions DA, profitent aux zones de Fouathia, Chekakil, Mefathia, Chemalil, Mahdia et Tourniate, dans la commune de Oued Tlélat, totalisant une population d'environ 3.900 habitants.

Trois artistes peintres exposent au musée «Ahmed Zabana» L'art abstrait et l'esthétique de l'art islamique à l'honneur



Le musée national «Ahmed Zabana» d'Oran abrite, à partir de mercredi dernier, une exposition collective de trois artistes connus pour leur expérience dans l'art abstrait et l'art contemporain, fruit de longues années de pratique. Cette exposition comprend 76 toiles des peintres Kaf Nemr Abdelouahab de Maghnia, Ahmed Mebarki de Tlemcen et Mohamed Bendima d'Aïn Témouchent. Elle braque la lumière sur leurs œuvres artistiques qui reflètent leurs capacités d'immersion dans les profondeurs de l'art abstrait et l'esthétique de la géométrie de l'art islamique contemporain.

Les trois artistes participent chacun avec une série de 30 à 40 toiles, permettant au visiteur de découvrir leur talent et savoir-faire dans l'utilisation du pinceau et dans le choix des couleurs qui apportent une esthétique à la toile, différentes significations et dévoilent tout leur professionnalisme à faire

progresser les arts abstrait et contemporain en Algérie.

Ces œuvres artistiques, basées sur les techniques de l'acrylique et la peinture à l'huile, abordent plusieurs thèmes dont ceux dérivant de l'art islamique dans lequel Kef Nemr, connu pour son penchant pour l'art contemporain, tente de le rendre encore plus moderne et contemporain, contrairement à ses deux autres collègues, qui appartiennent à l'école de l'art abstrait, qui décline les idées par les couleurs.

L'exposition, qui s'étale jusqu'au 30 septembre en cours, est rehaussée par des portraits du fondateur de l'Etat algérien moderne, l'Emir Abdelkader, et des toiles comportant des symboles adaptés du patrimoine populaire algérien et d'autres de la fantaisie. Les trois artistes Kef Nemr Abdelouahab, Ahmed Mebarki et Bendima Mohamed ont déjà exposé leurs œuvres dans différentes wilayas du pays et à l'étranger, rappelle-t-on.

Plages de la côte oranaise Des vacances «raccourcies» gâchées par une invasion de méduses

J. Boukraa

Arrivées en masse sur plusieurs dizaines de plages de la Méditerranée et de l'Atlantique, il y a quelques semaines, les méduses, et au grand dam des vacanciers, s'invitent depuis quelques jours sur nos plages, et logiquement la fréquence de leurs piqûres augmente.

A titre d'exemple, la plage Corales connue pour être un endroit de parfaite baignade ou de détente a connu cette fin de semaine une ambiance bien particulière. Au grand dam des estivants, les méduses avaient pris possession des eaux de baignade. Elles étaient présentes en masse durant toute la journée. Selon une habitante de la plage, elles étaient par milliers ces derniers jours rendant toute baignade dangereuse. Plusieurs personnes qui avaient bravé le danger ont été piquées et sont sorties en toute hâte, souffrantes de brûlures et de piqûres.

Nadia, une mère de famille, avait affirmé que « mercredi dernier son fils de 14 ans avait été piqué par une grosse méduse et qu'il avait fallu l'intervention des agents de la protection civile pour lui prodiguer les premiers soins ». Les parents n'arrêtaient pas de mettre du vinaigre à leurs enfants quand ils se faisaient prendre par les méduses. D'autres, soucieux de profiter de la plage en toute quiétude ainsi que leurs familles ou amis, se sont tout bonnement improvisés chasseurs de méduses. Armés de seau et de tamis de plage, ils traquaient cet organisme et le jetaient sur le sable dans un grand trou creusé pour la circonstance que certains enfants appelaient « le cimetière des méduses ». Pour ces derniers, c'était une sorte de travaux pratiques de sciences marines où chacun étalait ce qu'il avait comme connaissances sur la question. Mais cette situation avait

exaspéré bon nombre de personnes.

Pour Farid qui espérait passer un agréable moment en bord de mer et faire quelques brasses, il était déçu. « J'ai programmé cette sortie toute la semaine, je ne voulais rien laisser au hasard mais trouver la plage infestée de méduses a tout chamboulé ». Les méduses piquent leur proie en utilisant leurs tentacules extensibles qui portent par millions des nématocystes groupés en batteries urticantes qui injectent du venin en provoquant de multiples micro-piqûres qui immobilisent ou tuent leurs victimes. Chez l'homme, la douleur est immédiate. Les personnes très allergiques, ou celles qui ont reçu une très grosse charge de venin, ou encore celles qui sont victimes de certains types particuliers de méduses très venimeuses, développent d'autres symptômes : crampes musculaires, vomissements, œdèmes pulmonaires, troubles cardiaques, hypertension. Dans la majorité des cas, il y a la disparition des lésions et des symptômes en quelques heures ou quelques jours avec guérison mais peuvent aussi apparaître des cicatrices hyper-chromiques ou chéloïdes persistant plusieurs mois à années et entraînant une gêne esthétique, principalement quand le contact avec la méduse a été long ou l'envenimation sévère.

Selon un médecin, en cas de piqûre de méduse, il faut retirer avec précaution les fragments de tentacules

restant sur la peau à l'aide d'un objet fin, déposer du sable mouillé sur la zone, gratter légèrement, pour retirer plus facilement les filaments urticants sans les casser, rincez abondamment la plaie avec de l'eau de mer. Le vinaigre constitue aussi une solution. Il contient de l'acide acétique qui permet de décoller les filaments sans les faire éclater. Parmi les causes de la prolifération de cet organisme, il y a la surpêche qui élimine les animaux marins mangeurs de méduses, les engrais agricoles que l'on retrouve en mer ainsi que la pollution chimique, les déchets plastiques jouent, eux aussi, un rôle important dans l'invasion massive des méduses. Ils constituent des supports idéaux pour la fixation de ces cnidaires au stade de polypes. Le réchauffement des eaux lié au réchauffement climatique est également à prendre en compte dans le phénomène de prolifération de méduses. Aujourd'hui, les proliférations des méduses ont lieu en Méditerranée, dans le golfe du Mexique, le long des côtes extrême-orientales, en Irlande, à l'Est des Etats-Unis ainsi qu'en mer Caspienne et en mer Noire ! Mais la prolifération la plus impressionnante a lieu, sans aucun doute, dans la mer du Japon avec la célèbre méduse de Nomura ! Vivant auparavant dans les eaux de la mer de Chine, ce cnidaire de près de 2 mètres de long pour 220 kg prolifère dans la mer du Japon depuis maintenant 1958.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

CHERIF Fatma, 87 ans, Bir El Djir
CHADLI Tayeb, 83 ans, Haï Bouamama
ABID Med, 67 ans, SBA
BELARBI Med, 77 ans, Misserghine

Horaires des prières pour Oran et ses environs

| 27 moharram 1443 | | | | |
|-------------------|---------------|----------------|------------------|---------------|
| El Fedjr 05h12 | Dohr 13h02 | Assar 16h39 | Maghreb 19h28 | Icha 20h48 |



Retour aux années soixante-dix ?

CAMBRIDGE (MASS.) – Après le retrait désastreux des États-Unis hors d'Afghanistan, les parallèles entre les années 2020 et les années 1970 vont bon train. Une inflation élevée et persistante est-elle devenue beaucoup plus probable ? Récemment encore, j'aurais répondu qu'il y avait assurément peu de chance pour qu'elle s'installe. Aujourd'hui, je serais moins catégorique, surtout à l'échéance de quelques années.



PAR KENNETH ROGOFF

Ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur d'économie et de politiques publiques à l'université Harvard

Beaucoup d'économistes semblent considérer que l'inflation est un problème qui ne concerne que les technocrates, et la plupart des banquiers centraux aimeraient pouvoir penser comme eux. En réalité, les causes d'une inflation prolongée s'enracinent dans des problèmes d'économie politique, et la longue liste des similitudes entre les années 1970 et la période actuelle devient alors troublante.

À l'intérieur, après une séquence marquée par un président des États-Unis qui défie les normes institutionnelles (Richard Nixon en fut la version des années soixante-dix), une personnalité parfaitement décente entre en fonctions (c'était alors le cas de Jimmy Carter). À l'extérieur, les États-Unis souffrent une humiliante défaite infligée par un adversaire beaucoup plus faible mais beaucoup plus déterminé (le Nord-Vietnam dans les années soixante-dix, les talibans aujourd'hui). Sur le front économique, l'activité mondiale connaît un ralentissement prolongé de productivité. Selon la magistrale étude réalisée par Robert Gordon, économiste à Northwestern University, sur les rapports entre innovation et croissance, *The Rise and Fall of American Growth*, les années soixante-dix marquent un tournant dans l'histoire économique des États-Unis en raison du ralentissement brutal des innovations réellement déterminantes. Aujourd'hui, même si les pessimistes en matière de productivité sous-estiment grossièrement les gains phénoménaux qu'apportera la nouvelle génération des biotechnologies et de l'intelligence artificielle, un grand nombre de travaux concluent à un ralentissement de la productivité au XXI^e siècle, et la pandémie semble désormais infliger un autre coup dur.

L'économie mondiale a souffert dans les années soixante-dix un important choc d'offre, lorsque les pays du Moyen-Orient ont augmenté massivement les prix demandés au reste du monde pour le pétrole. Aujourd'hui, le protectionnisme et les retraits constatés sur les chaînes mondiales d'approvisionnement cons-

tituent un choc d'offre négatif dont les conséquences sont tout aussi lourdes.

Enfin, à la fin des années soixante et soixante-dix, la hausse importante des dépenses publiques ne fut pas compensée par une augmentation des impôts pour les contribuables les plus fortunés. Cette hausse des dépenses provenait pour partie des programmes de la « Grande Société », mis en place dans les années soixante sous la houlette du président des États-Unis Lyndon B. Johnson ; elle s'amplifia par la suite avec l'explosion des coûts de la guerre du Vietnam. Johnson, tout d'abord, puis Nixon, ne montrèrent guère d'empressement à augmenter les impôts, craignant l'un et l'autre d'y perdre une part de leur capital politique. Ces dernières années, les baisses d'impôts de Trump, tout d'abord, puis les mesures d'aide d'urgence face à la pandémie et aujourd'hui les projets progressistes d'extension de la protection sociale ont frappé ou frapperont de plein fouet le budget fédéral. Les plans de financement de ces dépenses par les hausses d'impôts sur les plus fortunés ne suffiront probablement pas, tant s'en faut, à rétablir l'équilibre.

Il est vrai que malgré toutes ces similitudes, les banques centrales d'aujourd'hui, prêtes à remonter les taux d'intérêt si les pressions inflationnistes s'emballaient, offrent un rempart contre l'inflation. Dans les années soixante-dix, rares étaient les pays qui pouvaient compter sur une banque centrale indépendante et, dans le cas des États-Unis, elle ne se comporta pas comme elle était censée le faire, puisqu'une expansion monétaire effrénée entretenait alors l'inflation. Aujourd'hui, les banques centrales relativement indépendantes sont devenues la norme presque partout dans le monde. Il est également vrai que les taux d'intérêt très bas actuellement pratiqués fournissent aux gouvernements des pays riches une marge de manœuvre beaucoup plus importante que celle dont ils disposaient dans les années soixante-dix pour gérer les déficits.

D'un autre côté, les difficultés posées par les besoins de populations vieillissantes sont devenues beaucoup plus pressantes au cours des cinquante dernières années (du moins dans les économies avancées et en Chine). Les financements insuffisants des caisses de retraite publiques constituent sans doute une menace quantitativement beaucoup plus grave pour la solvabilité du budget que la dette publique. Dans le même temps, les pressions sociales poussant à l'augmentation des dépenses publiques et des revenus de transfert se sont considérablement renforcées, partout dans le monde, tandis que la question des inégalités se fait dans nombre de pays plus politique et plus

vive, alors que le renforcement de la croissance passe au second plan. En outre, la lutte contre les changements climatiques et contre les autres atteintes à l'environnement renforcera selon toute vraisemblance les pressions budgétaires et ralentira la croissance.

La hausse brutale des dettes publiques rendra inévitablement plus coûteuse sur le plan politique la hausse des taux d'intérêt nominaux par les banques centrales si les taux réels commencent à augmenter un peu partout dans le monde. La hauteur des dettes nourrit déjà, aujourd'hui, les hésitations de certaines banques centrales quant à une hausse des taux d'intérêt censée accompagner le retour à la normale après la pandémie. Les dettes privées, qui se sont elles aussi envolées lors de la crise sanitaire, posent peut-être un problème plus préoccupant. Une cascade de faillites privées aurait d'énormes conséquences budgétaires, puisqu'elle réduirait les recettes fiscales et renchérirait la protection sociale.

Avant toutefois de nous montrer trop pessimistes, rappelons-nous que les années soixante-dix furent suivies par les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, et par une forte reprise de la croissance dans les économies avancées, quoique cette dernière n'ait pas concerné autant de monde que l'auraient souhaité les responsables politiques. Malheureusement, les années 2030 sont encore loin.

Il est certainement possible de relever les défis économiques auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés, et l'inflation n'est pas nécessairement vouée à monter en flèche. Les principaux banquiers centraux, comme Jay Powell de la Réserve fédérale des États-Unis et Christine Lagarde de la Banque centrale européenne, n'ont plus grand-chose de commun avec le très docile président de la Fed que fut Arthur Burns dans les années soixante-dix. Tous deux sont entourés d'équipes superbes. Mais toutes les banques centrales subissent des pressions constantes, et il leur sera difficile de faire indéfiniment cavalier seul, surtout si les responsables politiques sont affaiblis ou s'enferment dans des situations désespérées. L'humiliante défaite de l'Amérique en Afghanistan est un grand pas vers la reconstitution des conditions idéales pour que surgisse une nouvelle tempête qui conduirait au même ralentissement de la croissance et à la même inflation préoccupante que celles qui marquèrent les années soixante-dix. Voici quelques semaines, une légère inflation apparaissait encore comme un problème surmontable. Aujourd'hui, les risques et les enjeux sont plus élevés.

Traduit de l'anglais par François Boisivon

Ne cassez pas les médias sociaux, divisez-les !

CHICAGO – Après avoir été saluées pour avoir joué un rôle de premier plan dans le Printemps arabe, les plateformes de médias sociaux essuient à présent le feu des critiques à chaque résultat que les médias traditionnels n'aiment pas – le référendum sur le Brexit, l'élection de Donald Trump ou encore la polarisation politique de façon plus générale. Le désenchantement grandissant à l'égard des médias sociaux conduit à des demandes de réglementation de plus en plus poussées. La pression est à présent assez forte pour que Facebook, craignant d'être contraint par l'État, ait cherché à prendre l'initiative de la réglementation à son propre compte, à grand renfort de publicité pour exprimer son soutien à des mesures dans ce sens.



PAR LUIGI ZINGALES

Professeur de finance à l'Université de Chicago, co-présentateur du podcast Capitalisn't

Mais de quel type de réglementation avons-nous besoin ? Pour répondre à cette question, nous devons d'abord comprendre la nature transformationnelle des médias sociaux, qui est sans doute comparable à celle de la presse d'imprimerie dans l'Europe du XVI^e siècle.

Avant la presse d'imprimerie, les livres étaient très chers et leur production devait être subventionnée par l'Église catholique, qui maintenait ainsi un monopole sur la connaissance. Mais une fois que la presse d'imprimerie est arrivée, les livres sont devenus abordables pour la classe marchande. Et comme la plupart des marchands ne parlaient pas couramment le latin, la demande de bibles imprimées en langue vernaculaire a augmenté.

La presse d'imprimerie a donc changé non seulement la langue des livres mais également le style et la teneur du débat. Bien que les débats scolastiques du Moyen-âge fussent féroces, ils avaient toujours adopté un ton instruit et de haut niveau. Mais avec la presse d'imprimerie arriva la Réforme, avec ses débats théologiques pleins d'insultes et d'effets de manche. A l'époque comme de nos jours, tout le monde savait qu'un combat intellectuel très tendu entraînerait de plus fortes ventes. La réaction de l'establishment catholique à cette nouvelle époque fut multiforme, mais trois de ses décisions méritent d'être soulignées : le pouvoir fut recentré dans les mains du pape ; l'Index des livres interdits

fut créé ; et l'Inquisition vit ses effectifs renforcés pour protéger les âmes catholiques des prédicateurs de « fausses connaissances ». Avec le recul, c'est une leçon d'humilité pour nous de voir quels livres l'Église catholique a choisi d'interdire. Dans son Index se trouvaient bon nombre des œuvres les plus importantes de la culture occidentale : Niccolò Machiavel, René Descartes, Galileo Galilei et Emmanuel Kant.

De même que la presse d'imprimerie a brisé un monopole, les médias sociaux ont mis fin à un oligopole confortable. Avant les médias sociaux, tout le monde était libre de s'exprimer, mais tout le monde n'avait pas pour autant droit à un mégaphone. Bien que l'impression de textes fût relativement bon marché, leur distribution ne l'était pas – et la diffusion était encore plus coûteuse, quand cette dernière était autorisée.

Par conséquent, l'accès aux mégaphones se limitait à ceux qui exprimaient des idées que les annonceurs trouvaient acceptables. Pour administrer cet oligopole confortable, une nouvelle classe de journalistes est apparue. Ils ont choisi les sujets à discuter, les livres à lire et la musique à écouter. Ils ont également présélectionné des candidats à la présidence, contribué à influencer le choix des électeurs et ont même conseillé les gouvernements. Les journalistes d'élite étaient les prêtres du nouvel ordre.

Lorsque les médias sociaux ont brisé ce cartel de clans, la réaction réflexe du pouvoir sortant – comme au XVI^e siècle – a consisté à tenter de reprendre le contrôle de l'information. Le processus général est le même : certains sujets sont interdits sur Facebook et d'autres plateformes et certains utilisateurs sont excommuniés. Et pourtant, les leçons de l'histoire devraient nous rappeler que cette approche ne fonctionne pas. Le martyre est la meilleure forme de publicité : être « annulé » peut être un tremplin vers un succès encore plus grand.

Pour réglementer efficacement les médias sociaux, nous devrions nous concentrer sur la distinction entre les effets de la technologie, qui ont toutes les chances de persister, et les effets d'un modèle d'entreprise particulier, que la réglementation peut modifier. Le problème n'est pas que les gens soient autorisés à publier des choses folles en ligne : tant qu'ils ne commettent aucun crime, ils devraient être libres de s'exprimer. Le problème, au contraire, c'est que les médias sociaux sont réfractés par un modèle d'entreprise qui maximise le profit en faisant la promotion des idées les plus folles et les plus incendiaires.

Ce modèle est facilité par l'immunité des plateformes de médias sociaux contre toutes conséquences juridiques ou réputationnelles. Les journaux sont depuis longtemps tenus pour responsables – tant sur le plan juridique que sur le plan de leur réputation – de ce qu'ils impriment. Mais en raison de l'article 230 du Communications Decency Act de 1996 (CDA), les entreprises de médias sociaux évitent toute responsabilité légale pour ce qui apparaît sur leurs plateformes. Et lorsqu'elles critiquent la promotion du contenu le plus fou, elles rejettent régulièrement la responsabilité sur un algorithme (même si ces entreprises ont elles-mêmes conçu leurs algorithmes pour optimiser le temps que les utilisateurs passent sur une plateforme).

Les plateformes de médias sociaux jouent deux rôles : elles exploitent des réseaux qui relient des milliards d'utilisateurs et décident du contenu que ces utilisateurs voient. Les journaux ont joué ce genre de rôle éditorial des siècles durant, mais dans un environnement hautement concurrentiel. On ne peut pas en dire autant de l'environnement des médias sociaux actuels. Avec environ 72 % du marché des médias sociaux des États-Unis, Facebook est en fait un monopole, avec toutes les conséquences

ces négatives que ce monopole entraîne. C'est là que la réglementation peut aider : en séparant le « social » des « médias ». Dans de nombreux pays, le réseau électrique – un monopole naturel – est séparé de la production d'électricité. De la même manière, nous devrions séparer l'infrastructure de réseau des médias sociaux, du rôle éditorial. Les externalités de réseau font de la première activité un monopole naturel, tandis que la fonction éditoriale bénéficierait de la concurrence. Il est important que l'entreprise gérant la grille virtuelle ne soit pas autorisée à entrer dans l'activité éditoriale. Cela lui permettrait de mettre fin à toute concurrence en subventionnant une activité avec l'autre – exactement le système que nous avons à l'heure actuelle.

Comment ces deux couches distinctes pourraient-elles gagner de l'argent ? La couche concurrentielle offre de nombreuses options : les entreprises peuvent faire de la publicité, vendre des données ou facturer des clients pour du contenu ou pour le privilège de ne pas recevoir de publicités et de ne pas voir leurs données vendues. Le réseau virtuel – comme tout monopole naturel – devrait exiger un prix réglementé pour l'accès à l'infrastructure.

Ce genre de changements devrait être apporté non pas par le contentieux ou la réglementation technocratique, mais par la législation. Dans une société démocratique, les décisions politiques fondamentales qui affectent le flux d'informations doivent être prises par des représentants élus. Non, je ne suis pas optimiste quant au fait qu'une telle loi pourrait bientôt être adoptée aux États-Unis. Les représentants élus qui dépendent des médias sociaux pour remporter leur réélection ne vont pas cracher dans la soupe. Mais ne soyez pas dupes : c'est bel et bien la solution. Tout le reste n'est qu'un palliatif ou, pire encore, un moyen de renforcer le monopole actuel.

Réimaginer le modernisme de Brasília



BRASÍLIA – Il y a 61 ans, Brasília émergeait dans l'arrière-pays brésilien. Construite sur une savane déserte entre 1956 et 1960, cette ville qui allait remplacer Rio de Janeiro en tant que capitale du pays naissait des efforts communs de l'urbaniste Lúcio Costa et de l'architecte Oscar Niemeyer. Caractérisée par sa forme en aile d'avion, Brasília est devenue un puissant symbole, représentant l'une des plus pures incarnations de l'espoir, de la splendeur et de l'ingéniosité de l'architecture du XX^e siècle. Il suffit néanmoins de passer quelques heures dans cette métropole utopique – qui figure au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1987 – pour observer combien elle souffre de défaillances en termes d'urbanisme.



PAR CARLO RATTI

Directeur du Senseable City Lab
au MIT, est cofondateur du bureau
international de design et
d'innovation Carlo Ratti Associati

Le problème le plus évident réside dans un ensemble de choix qui privilégient les automobilistes. Cette puissance de l'automobile se trouve consolidée par l'axe principal de Brasília, l'Eixo Monumental, long de 15 kilomètres. Si la conduite sur cette axe – au milieu d'étendues vertes et de monuments majestueux – peut sembler agréable, les possibilités piétonnes se trouvent limitées par des segments entiers de trottoirs inexistantes. Le paysage urbain apparaît davantage conçu pour les selfies spectaculaires que pour le plaisir de s'aérer en marchant. Là où les municipalités du monde entier rivalisent aujourd'hui pour rendre leurs rues plus sûres pour les piétons et les cyclistes, moteurs vrombissants et pneus crissant dans Brasília rappellent bruyamment combien les urbanistes du XX^e siècle ont été nombreux à imaginer un avenir inextricablement lié à l'automobile. Nous voici aujourd'hui en difficulté pour surmonter les visions qu'ils ont pavées.

À Brasília, la vision est celle d'une existence qui ne peut avoir lieu qu'au travers des artères routières de la ville. Les immeubles se situent à une distance importante les uns

des autres, séparés par de larges esplanades. Les chefs-d'œuvre de Niemeyer nous consolent certes par leurs formes courbées, des formes, écrit-il, que «l'on retrouve dans les montagnes, les vagues en mer, et le corps de la femme que nous aimons».

L'absence de configuration urbaine traditionnelle est toutefois synonyme d'une Brasília socialement plus pauvre. Les espaces publics manquent cruellement – ceux qui restent ressemblant davantage à des vestiges – et les rues sont privées de leur signification historique en tant que lieux de rencontre et de discussion. Elles ne sont qu'une parodie grossière de l'infrastructure urbaine véritable.

Une autre défaillance de Brasília réside dans sa division structurelle rigide, qui affecte encore davantage l'urbanisme de la ville. Lors de l'une de mes premières visites à Brasília, j'admirais la cathédrale de Niemeyer, qui resplendit par ses pistils de béton sur l'Esplanada dos Ministérios, lorsqu'un jeune ingénieur local de notre délégation a eu ce trait d'esprit tout à fait juste : «Vous savez ce qui en réalité ne fonctionne pas dans cette ville ? Le quartier des cafés se situe trop loin de celui du sucre.»

Cette plaisanterie révèle l'une des limites fondamentales à la fois du design Plano Piloto de Costa, et des principes d'urbanisme modernes de manière générale : une stratégie de zonage dogmatique entrave les possibilités de croissance urbaine organique. À Brasília, vous pouvez vous retrouver dans un quartier monofonctionnel, composé par exemple en quasi-totalité d'hôtels ennuyeux et sans intérêt. Autrement dit, loin d'adopter la complexité,

la capitale du Brésil la rejette, comme si la ville pouvait être réduite à un théorème. Il y a un demi-siècle, le mathématicien et architecte Christopher Alexander posait déjà un diagnostic célèbre autour de cette erreur, dans Une ville n'est pas un arbre. Une métropole ne saurait obéir à des hiérarchies et ordres prédéfinis, de type diagramme en arborescence, mais devrait davantage ressembler à un réseau d'éléments interconnectés. En tentant de réduire la complexité urbaine, les designers de Brasília ont anéanti cette spontanéité qui constitue l'une des caractéristiques les plus stimulantes de l'expérience urbaine.

Fort heureusement, Brasília n'est pas une cité perdue. Plus vous apprenez à connaître ses habitants, plus vous comprenez comment, au fil du temps, la vie finit toujours par l'emporter. Les pousadas, par exemple – petits hôtels gérés de manière familiale – sont apparus partout afin d'emmener les touristes hors des zones hôtelières traditionnelles de la ville. Ces initiatives d'«acupuncture urbaine» apportent une touche de chaos agréable dans la conception moderniste rigide de Brasília. Ce phénomène de vie – ou à tout le moins de survie – triomphant sur l'imposition de choix issus du sommet constitue un thème central de l'histoire de l'Amérique latine, notamment chez les populations indigènes qui résistent à l'oubli social et culturel depuis l'arrivée des conquérants européens il y a cinq siècles. Les urbanistes d'aujourd'hui doivent notamment avoir pour priorité d'accélérer cette dynamique. De nombreuses possibilités existent en ce sens, pour certaines relativement simples. L'élargissement des voies piétonnes et cyclables permettrait par

exemple de modifier notre appréciation de la ville. À moyen terme, de nouveaux quartiers pourraient être créés à Brasília tout en préservant le Plano Piloto initial, ainsi qu'en promouvant un plus grand mélange des fonctions, et davantage de complexité.

Les lacunes de conception de Brasília produisent un enseignement essentiel pour de nombreuses autres villes. En résistant à la tentation de combler chaque mètre carré d'espace libre sur leur plan, et en laissant exister autant de zones blanches que possible, architectes et urbanistes peuvent permettre aux être humains et à l'écoulement du temps de cocréer une ville aussi spontanée que la vie. L'écrivain Umberto Eco appelait cette notion le «travail ouvert», qu'il opposait aux feuilles de route imposées depuis le sommet. Aujourd'hui, nous pouvons emprunter à la science informatique, et insister pour que «l'open work» devienne «l'open source», en sollicitant les contributions de différents acteurs, et en les récompensant encore davantage.

Lors de mon dernier départ de Brasília, une phrase de Le Corbusier m'est venue à l'esprit. Le grand architecte franco-suisse, l'un des plus influents du XX^e siècle, a contribué à l'élaboration des principes d'urbanisme modernistes qui ont donné naissance à Brasília. Pour autant, dans l'un de ses derniers entretiens, interrogé par un journaliste sur la question de savoir si certains de ses projets avaient échoué à répondre à la multiplicité des besoins sociaux, sa réponse fut aussi révélatrice que magnanime. «Vous savez», répondit-il, «c'est toujours la vie qui a raison, et l'architecte qui a tort».

Traduit de l'anglais par Martin Morel

Hongrie - Racisme contre des joueurs anglais La FIFA ouvre une enquête

La Fifa, sommée d'agir par le gouvernement britannique à la suite d'insultes racistes ayant visé des joueurs noirs de l'équipe d'Angleterre lors du match de qualification pour le Mondial-2022 contre la Hongrie, a annoncé vendredi l'ouverture d'une enquête disciplinaire. Des médias britanniques, comme la BBC et Sky News, ont fait état de chants racistes, notamment des cris de singe, ayant visé le milieu de terrain Jude Bellingham et l'attaquant Raheem Sterling, qui ont entaché jeudi soir la large victoire (4-0) des Anglais, en tête du groupe I de qualification pour la prochaine Coupe du monde au Qatar. Ces débordements durant la rencontre à Budapest surviennent après des incidents similaires lors d'autres matches des «Three Lions», et dans un contexte de colère grandissante dans le monde du football britannique concernant le racisme régulièrement constaté dans les stades ou sur les réseaux sociaux. «Il est totalement inacceptable que des joueurs anglais aient fait l'objet d'insultes racistes en Hongrie la nuit dernière», a déclaré le Premier ministre Boris Johnson sur Twitter. Il a enjoint la Fifa à «prendre des mesures fortes contre les responsables pour garantir que ce genre de comportement honteux soit éradiqué pour de bon». L'instance dirigeante du football mondial lui a indirectement répondu vendredi en début de soirée en indiquant avoir «ouvert une procédure disciplinaire concernant les incidents survenus hier soir lors du match Hongrie-Angleterre». «Une fois de plus, la Fifa souhaite affirmer que sa position reste ferme et résolue dans le rejet de toute forme de racisme et de violence, ain-

si que de toute autre forme de discrimination ou d'abus», souligne le communiqué. «Nous avons une position très claire de tolérance zéro contre de tels comportements odieux dans le football», conclut le texte. La Fédération hongroise de football (MLSZ) a elle défendu plus tôt vendredi dans un communiqué «la grande majorité» de ses supporters, tout en promettant que les «auteurs de troubles» seraient «sévérement punis». Elle a indiqué que les supporters ayant jeté des fumigènes et des verres sur le terrain risquaient deux ans d'interdiction de stade et une amende, mais n'a toutefois pas mentionné les cris de singe visant les joueurs anglais dont ont fait mention les médias britanniques. Juste avant le coup d'envoi, les joueurs anglais avaient été hués par la majorité des 60.000 supporters hongrois présents dans le stade pour avoir posé le genou à terre dans un geste symbolique pour dénoncer le racisme. «Je n'ai pas entendu cela» (les chants racistes), a déclaré le capitaine de l'équipe d'Angleterre, Harry Kane, sur ITV. «Je vais parler aux gars et voir s'ils ont entendu quelque chose», a-t-il ajouté. L'entraîneur Gareth Southgate, qui a dit ne pas avoir entendu les insultes depuis le banc, les a jugées «pas acceptables». «Tout le monde sait ce que nous défendons en tant qu'équipe». Lors de la conférence de presse d'après-match, il a toutefois estimé que beaucoup de supporters hongrois s'étaient comportés «de façon irréprochable», soulignant que l'hymne anglais avait été respecté - contrairement aux hymnes étrangers lors des matches de l'Euro à Wembley. Demandant également à la Fifa d'enquêter, la Fédération

anglaise de football (FA) a jugé «extrêmement décevant d'apprendre que des actes discriminatoires» ont été commis.

Ce n'est pas la première fois que la Hongrie est dans le viseur des autorités du football. En juillet, la fédération hongroise avait été sanctionnée de trois matches à huis clos (dont un en sursis) pour le «comportement discriminatoire de ses supporters» lors des trois matches disputés par sa sélection à l'Euro. Cette sanction ne concerne toutefois pas les matches organisés par la Fifa.

• Un phénomène récurrent

Des cris racistes à l'encontre de joueurs noirs de l'équipe de France avaient notamment été lancés depuis la tribune où se trouvaient les ultras hongrois à Budapest, le 19 juin. Ces incidents viennent rappeler ceux observés en 2019 lors d'un match de qualification pour l'Euro-2020 remporté par l'Angleterre contre la Bulgarie, qui avait été marqué par des débordements racistes, déclenchant l'indignation au Royaume-Uni et dans les instances européennes de football. Ou plus récemment lors de matches de qualification pour l'Euro au Monténégro et en Bulgarie. L'Angleterre elle-même n'échappe pas au phénomène.

Depuis des années, des joueurs anglais sont victimes de racisme lors de matches, ou sur les réseaux sociaux après une défaite ou des performances décevantes. Après la finale perdue contre l'Italie en juillet, le gouvernement avait dit vouloir interdire de stade les supporters ayant proféré des insultes racistes en ligne, après de telles attaques visant trois joueurs noirs de l'équipe d'Angleterre.

Cameron

Eto'o candidat à la présidence de la fédération

La Légende du football camerounais, Samuel Eto'o a annoncé sa candidature à la présidence de la Fédération camerounaise de football (FECAFOOT), dans un entretien avec la télévision publique béninoise (RTB). «Je serai candidat à la présidence de la FECAFOOT», a dit Eto'o, confirmant ainsi des informations parues dans la presse camerounaise ces derniers jours. «Quand je m'engage dans quelque chose, c'est pour aller jusqu'au bout», a assuré le double champion d'Afrique en 2000 et en 2002 avec les Lions Indomptables. Samuel Eto'o, qui a joué dans les plus grands clubs du monde (Real et FC Barcelone en Espagne, Chelsea en Angleterre et Inter Milan en Italie), a gagné à quatre reprises le Ballon d'or africain. L'élection à la présidence de la FECAFOOT est prévue en octobre prochain. Le 15 janvier dernier, le Tribunal arbitral du sport (TAS) a annulé le processus électoral ayant conduit Seidou Mbombo Njoya et son comité exécutif à la tête de la Fédération camerounaise de foot-



ball, en décembre 2018.

Toutefois, la Fifa avait décidé, conformément aux recommandations de la juridiction sportive, de maintenir l'équipe en place pour gérer les affaires courantes et organiser de nouvelles élections.

Des médias camerounais évoquent aussi les candidatures de l'ancien international Geremi Njitap de même que celle du président sortant, Seidou Mbombo Njoya, à la présidence de l'instance dirigeante du football camerounais.

Tennis - US Open Osaka et Tsitsipas prennent la porte



Les surprises allaient par deux au 3e tour de l'US Open, créées par deux teenagers de 18 ans: après Stefanos Tsitsipas (3e) battu par l'Espagnol Carlos Alcaraz, c'est la tenante du titre Naomi Osaka qui a été sortie par la Canadienne Laylah Fernandez. En larmes après son élimination, Naomi Osaka a annoncé «faire un break». La Japonaise, certes pas ultra-dominatrice jusque-là, tenait pourtant sa victoire en fin de deuxième set, puisqu'elle menait 7-5, 6-5 service à suivre. Mais elle s'est fait débiter en commettant de grosses fautes directes.

Et elle s'est effondrée, réitérant des erreurs grossières du fond de court pour

le grand bonheur de son adversaire et pour le grand malheur de se raquette, jetée de dépit au sol à deux reprises. Une énorme contre-performance de la part de celle qui visait un troisième sacre en quatre ans à Flushing Meadows, où elle est toutefois arrivée sans grand repères, après un été résumé à deux 8es de finale perdus: aux Jeux de Tokyo, dont elle était pourtant la grande favorite à domicile, et à Cincinnati il y a deux semaines.

L'autre grosse sensation s'est produite plus tôt sur le Arthur Ashe, Carlos Alcaraz, s'étant offert le scalp de Stefanos Tsitsipas. «C'est un sentiment incroyable.

Cette victoire signifie beaucoup pour moi. C'est le meilleur match de ma carrière», a-t-il réagi après sa victoire 6-3, 4-6, 7-6 (7/2), 0-6, 7-6 (7/5).

Un combat de plus de quatre heures, dans une ambiance parfois électrique, qui a vu l'éclosion en mondovision de celui que de nombreux observateurs présentent comme le futur Nadal. Plus tôt, Daniil Medvedev a passé une bonne journée: il s'est qualifié en moins de deux heures contre Pablo Andujar 6-0, 6-4, 6-3. Finaliste en 2019, le Russe affrontera au prochain tour le Britannique Daniel Evans (27e), sait aussi que Tsitsipas n'est plus sur sa route.

ES Sahel

Taieb Meziani prolonge jusqu'à 2023

L'étoile sportive du Sahel a annoncé qu'elle venait de prolonger le contrat de l'attaquant algérien Taieb Meziani jusqu'à fin 2023. L'ex-joueur de l'Espérance de Tunisie (25 ans) a rejoint le club étoilé en février dernier pour un contrat d'une saison et demie

dans le cadre d'un transfert libre. Le joueur algérien a entamé sa carrière footballistique dans son club formateur, le Paradou AC (Ligue 1 algérienne) avec lequel il a évolué jusqu'à 2016, pour rejoindre ensuite le club français, le Havre (2016-2018) avant de re-

tourner au PAC en 2018. Meziani a, par la suite porté les couleurs du club tunisois l'ES Tunis, avant de rallier en février 2021, l'ES Sahel. Durant la période jouée sous les couleurs étoilées, l'attaquant a réussi à inscrire 6 buts en Ligue 1 du football professionnel.

Cyclisme - Tour d'Espagne

Cort Nielsen réussit la passe de trois

Magnus Cort Nielsen s'est adjugé une troisième victoire dans la Vuelta en s'imposant vendredi à Monforte de Lemos, en Galice, lors de la 19e étape, à l'issue de laquelle Primoz Roglic a conservé le maillot rouge, à deux jours de l'arrivée.

Le Danois, âgé de 28 ans, a réglé au sprint un groupe de sept échappés qui s'étaient détachés à une vingtaine de kilomètres de l'arrivée. «Incroyable», a réagi Cort Nielsen, qui avait déjà gagné les 6e et 12e étapes et signe son septième

succès dans un grand Tour. Il n'y a pas eu de changement majeur au classement général où Roglic reste en position de force pour la victoire finale avec 2 minutes 30 d'avance sur l'Espagnol Enric Mas. L'étape a été marquée par l'abandon du 10e du classement, le Sud-Africain Louis Meintjes, après une chute. Dans les derniers mètres, Cort Nielsen, en grand favori, a assumé son statut pour lever les bras au nez à la barbe du Portugais Rui Oliveira et du jeune Américain Quinn Simmons,

20 ans. «Dans un sprint comme ça, il n'y a rien à faire» face à lui, a constaté le Français Anthony Roux, cinquième de l'étape. Le coéquipier de Cort Nielsen, Lawson Craddock, lui avait préparé le terrain. «Heureusement qu'il était avec moi. Il a fait un travail incroyable et je n'aurais pas pu gagner sans lui», a dit le vainqueur. «Je ne pensais pas que cette échappée pouvait survivre jusqu'à la fin. On a tout donné», a réagi Rui Oliveira, très déçu car il pensait que cela «pouvait être son jour».

Championnat d'Irak

Houari Toui s'engage avec Al Zawraa

Le club irakien d'Al Zawraa a annoncé samedi, via son compte officiel sur twitter, le recrutement de l'attaquant Houari Toui du WA Tlemcen, pensionnaire de la Ligue 1 de football, dans un transfert libre. Houari Toui rejoint le vice-champion d'Irak après avoir réalisé une saison honorable sur le plan personnel avec la formation de l'Ouest du pays qui a

échappé de justesse de la relégation en Ligue 2. Le joueur de 30 ans, qui a signé un contrat d'une année, est considéré comme l'un des meilleurs buteurs du championnat algérien de l'exercice 2020-2021 après avoir réussi à inscrire 10 buts. La formation d'Al Zawraa, appelée à disputer une compétition asiatique la saison prochaine, se trouve actuelle-

ment en stage de préparation d'intersaison à Antalia (Turquie). Toui devient le troisième joueur algérien à rejoindre le championnat irakien au cours de cette intersaison après Abdelhakim Amokrane, qui s'est engagé avec le club d'Al Shorta en provenance du CS Constantine, ainsi que Mohamed Hamia (ex-AS Aïn M'lila), signataire au profit d'Al Diwania.

Eliminatoires Mondial-2022
L'Angleterre pour poursuivre son sans-faute

L'Angleterre, l'une des quatre équipes avec le Danemark, la Suède et la Suisse ayant fait le plein de victoires dans ces qualifications zone Europe pour le Mondial-2022, tentera de poursuivre son sans-faute ce soir face à la faible Andorre. Les Anglais, finalistes de l'Euro en juillet, accueillent les Andorrans, avant-derniers du groupe I, qui auront du souci à se faire face aux «Three Lions» des Kane, Sterling et autres Maguire. Moins souverains dans le groupe J, les Allemands reçoivent l'Arménie. En cas de victoire, les coéquipiers de Manuel Neuer, de retour dans la cage, prendront

seuls la tête de ce groupe devant les Arméniens. Une tâche largement à la portée de la Mannschaft, à la tête de laquelle Hansi Flick étrennera ses galons de sélectionneur à domicile, malgré la médiocre copie rendue au Liechtenstein (2-0).

● **Suisse-Italie au sommet**
Suisse - Italie, le deuxième du groupe C qui reçoit le premier: ce match constitue sur le papier l'affiche de cette soirée. Les Suisses, quarts de finalistes du dernier Euro, ont remporté leurs deux premiers matches dans la poule. Ils reçoivent des Italiens qui viennent de connaître leur premier accroc devant des Bulgares

retranchés en défense (1-1). «Ce sera différent, la Suisse est une équipe qui joue. Il faudra faire un grand match», a estimé Roberto Mancini, le sélectionneur de l'équipe championne d'Europe. En cas de victoire ou de nul, la Nazionale pourrait détenir à elle seule le record d'invincibilité pour une équipe nationale, avec 36 matches sans défaite. La Belgique, elle, tourne quasiment à plein régime depuis le début de cette phase de groupes, et l'attaque de la bande de Lukaku, la plus efficace de ces qualifications zone Europe (17 buts), carbure à plus de quatre buts en moyenne par match. Les Diables Rouges, qui restent sur deux retentissantes sorties dans ce groupe, face au Bélarus (8-0) et en Estonie (5-2), auront encore l'occasion de s'illustrer face aux Tchèques, poussifs vainqueurs des Bélarusses 1-0, contre lesquels ils devraient poursuivre leur marche dans un groupe E qu'ils dominent. L'Espagne, qui vient de concéder en Suède sa première défaite depuis 1993 dans un match des qualifications pour un Mondial, aura l'occasion de se ressaisir en recevant la Serbie, dernière du groupe B. La Rioja, demi-finaliste du dernier Euro, reprendra en cas de succès les commandes de la poule aux Suédois, exempts de cette journée.

| Aujourd'hui | | |
|------------------------|----------------------|----------------------|
| (14h00): | .. Belarus | - Pays de Galles |
| (17h00): | .. Bulgarie | - Lituanie |
| | .. Albanie | - Hongrie |
| | .. Islande | - Macédoine du Nord |
| (19h45): | .. Suisse | - Italie |
| | .. Espagne | - Géorgie |
| | .. Kosovo | - Grèce |
| | .. Belgique | - République tchèque |
| | .. Angleterre | - Andorre |
| | .. Saint-Marin | - Pologne |
| | .. Roumanie | - Liechtenstein |
| | .. Allemagne | - Arménie |
| Afrique | | |
| (14h00): | .. Rwanda | - Kenya |
| (17h00): | .. Togo | - Namibie |
| (19h00): | .. Gabon | - Egypte |
| Amérique du Sud | | |
| (20h00): | .. Brésil | - Argentine |
| (22h00): | .. Equateur | - Chili |

Croatie

Mario Mandzukic prend sa retraite



L'attaquant croate Mario Mandzukic, auteur du but décisif contre l'Angleterre en demi-finale de la Coupe du monde de football en 2018, a annoncé qu'il prenait sa retraite professionnelle, trois ans après avoir disputé ses derniers matches en sélection. Vedette du football croate, celui qui a fait sa carrière notamment au Bayern Munich et à la Juventus, a annoncé vendredi la décision sur son compte Instagram en publiant une photo de ses premières chaussures de foot et en s'adressant, dans un message émouvant, au «cher petit Mario». «Tu vas marquer des buts sur les plus grande scènes et tu remporteras des trophées vêtu des maillots des plus grands clubs.

Sous le maillot dont tu seras le plus fier, celui de la sélection croate, tu vas écrire certains des moments les plus importants du sport croate», écrit Mandzukic, 35 ans. Dans

ce message, signé du «grand Mario», il ajoute, en post-scriptum: «si un jour, tu joues contre l'Angleterre en demi-finale de la Coupe du Monde, sois concentré vers la 109e minute».

Ce but que «SuperMario» a marqué, offrant la victoire 2-1 à son pays, avait permis à la Croatie d'affronter la France en finale et de décrocher l'argent, meilleure performance de l'équipe à damier dans un tournoi majeur.

Le quotidien croate Jutarnji List a salué samedi le départ d'une «icône», alors que le site d'information Index a décrit le deuxième buteur le plus efficace de la sélection (33 buts en 89 marches) comme «l'homme des plus grands matches». Le sélectionneur croate Zlatko Dalic a remercié pour sa part dans un communiqué «un combattant sur lequel l'équipe pouvait toujours s'appuyer, un joueur pour les grands matches et les

défis les plus ardu». Né à Slavonski Brod (est), Mandzukic, qui a marqué 211 buts dans sa carrière, était sans club depuis son départ en mai de l'AC Milan. Recruté comme doublure de Zlatan Ibrahimovic, il a eu peu l'occasion de se mettre en valeur avec les Rossoneri en raison de soucis musculaires. Après avoir démarré sa carrière en 2004 à Marsonia (Slavonski Brod), Mandzukic avait signé son premier contrat important avec le Dinamo Zagreb en 2007. Il avait ensuite évolué à Wolfsburg (2010-2012), au Bayern Munich (2012-2014) et à l'Atlético Madrid (2014-2015). Il a remporté avec la Juventus (2015-2019) quatre titres de champion d'Italie et trois Coupes d'Italie, mais il a échoué à décrocher une seconde Ligue des champions, après celle conquise en 2013 avec le Bayern, perdant la finale 2017 face au Real Madrid.

FC Barcelone
Le chantier colossal de Laporta

Le FC Barcelone a connu une dernière ligne droite de mercato pour le moins intense. Entre les départs d'Antoine Griezmann, Ilaix Moriba et Emerson Royal puis l'arrivée sur le gong de Luuk de Jong, les dirigeants catalans n'ont pas chaumé. Ces dernières heures, la direction catalane a réussi à se débarrasser de Miralem Pjanic qui a rallié Besiktas. Désormais, Joan Laporta doit se réinventer en préparant l'après Messi avec des profils jeunes et talentueux. Cette semaine, les Blaugranas ont dévoilé les numéros choisis par l'effectif cive 2021/2022.

Ansu Fati récupère le mythique 10 laissé vacant par la Pulga, et Ousmane Dembélé portera désormais le 7, ancien numéro d'Antoine Griezmann. La

révolution est en marche et va se poursuivre désormais en coulisses. Ce samedi, Mundo Deportivo révèle que Laporte songe à s'attaquer aux prolongations de trois joueurs: Ansu Fati, Ousmane Dembélé et Pedri. Trois éléments qui incarnent l'avenir du club tant par leurs qualités footballistiques que par leur jeune âge. Le nouveau visage du Barça doit être incarné par ses trois hommes. Le cas le plus urgent pour la direction catalane se nomme Ousmane Dembélé. Sous contrat jusqu'en juin prochain, le champion du monde ne dispose pas d'une année en option pour renouveler automatiquement. Si le principal protagoniste sait qu'il va devoir consentir à des efforts financiers, l'international tricolore se montre

ouvert à une prolongation et une réunion va avoir lieu dans les prochains jours entre toutes les parties. Ansu Fati se retrouve dans une position similaire avec une fin de contrat prévue en juin prochain. Mais le joyau espagnol souhaite s'inscrire dans la durée en Catalogne, et sa volonté de récupérer le numéro 10 de Lionel Messi l'atteste. Le FC Barcelone semble prêt à lui offrir un contrat long durée, une démarche qui séduit l'agent du joueur Jorge Mendes. Reste le cas Pedri, qui a vécu des derniers mois haletants entre championnat d'Europe des Nations et Jeux Olympiques avec la sélection espagnole. Plus que jamais, Laporta veut conserver sa pépite qui peut prolonger son bail automatiquement de deux saisons.

Equipe de France
Des tensions en interne à cause de Mbappé

Kylian Mbappé a vécu une été particulièrement agité. L'attaquant de 22 ans s'est retrouvé au cœur des rumeurs pour son avenir, avec une offensive du Real Madrid dans les derniers instants du mercato. Mais quelques semaines auparavant, c'est durant l'Euro que la star du PSG a été chahutée. Kylian Mbappé ne s'est pas montré sous son meilleur jour avec l'équipe de France et a été critiqué après avoir raté son tir au but face à la Suisse, scellant l'élimination des Bleus en huitième

mes de finale. Mais en interne aussi, Kylian Mbappé aurait été pointé du doigt. D'après les extraits du livre écrit par Baptiste Desprez «Du Mondial à l'Euro, l'histoire secrète d'un rendez-vous raté», dévoilés ce samedi par RMC, l'attitude de Kylian Mbappé aurait irrité une partie du vestiaire des Bleus. «Son potentiel est hallucinant mais il a aussi des côtés un peu plus difficiles à gérer et quand ça va moins bien, il devient un peu capricieux et se met à bouder. Ce n'est pas

aisé pour l'équilibre du collectif», confie notamment un proche de l'équipe de France. Le journaliste du Figaro explique par ailleurs dans son ouvrage que Kylian Mbappé vivrait mal les moments où le staff de Didier Deschamps ne prête plus attention à lui, incitant ainsi l'attaquant du PSG à «le fait ressentir, notamment en boudant. Une situation constatée à plusieurs reprises dans la vie de l'équipe de France et qui n'a pas manqué d'irriter avant de ses coéquipiers.» Ambiance.

Rayo Vallecano
Falcao un renfort de poids

Le Rayo Vallecano a officielisé samedi la signature de l'attaquant colombien Radamel Falcao, libre de tout contrat depuis son départ de Galatasaray. Renfort de poids pour le Rayo Vallecano. Le club espagnol a officialisé ce samedi

la signature de l'attaquant international colombien (91 sélections, 35 buts) Radamel Falcao, libre de tout contrat depuis son départ de Galatasaray le 1er septembre dernier. La durée de son engagement dans les

rangs du promu en Liga cette saison n'a pas été communiquée officiellement. Le joueur de 35 ans effectue son grand retour en Liga après avoir évolué à l'Atlético Madrid de 2011 à 2013, juste avant de rejoindre l'AS Monaco.

O. Lyonnais
Ribéry a conseillé Boateng

En Ligue 1, le Paris Saint-Germain n'est pas le seul capable d'attirer de grands joueurs libres. L'Olympique Lyonnais, avec une enveloppe beaucoup plus fine, a lui aussi trouvé les arguments pour convaincre Jérôme Boateng. Le défenseur central non retenu par le Bayern Munich a choisi de se relancer à Lyon, notamment grâce au discours de l'entraîneur Peter Bosz. «Je me suis dit que j'attendrais d'avoir un bon feeling. Je l'ai eu avec Lyon», a raconté l'Allemand au média Sport1. «J'ai aimé le club, le projet et les ambitions de l'entraîneur Peter Bosz, a-t-il énuméré. Il a fait de gros efforts pour moi, nous avons eu une bonne discussion.» Et si Jérôme Boateng doutait encore de son choix, la présentation faite par Franck Ribéry l'a définitivement rassuré. «Il m'a envoyé un message et m'a



dit que Lyon est un grand club en France. Il est content pour moi», a raconté la recrue phare des Gones, ravie de retrouver un autre ex-Bavarois, à savoir Xherdan Shaqiri. Reste à savoir quand le défenseur central pourra débiter sous ses nouvelles couleurs. Comp-

te tenu du retard pris dans sa préparation, l'intéressé préfère éviter de donner une date. «J'ai fait beaucoup de travail individuel cet été. Maintenant, c'est très important pour moi d'être sur le terrain pour m'entraîner avec mes coéquipiers, a-t-il répondu.

Coupe arabe des nations féminine L'Algérie échoue aux portes de la finale

La sélection algérienne (seniors/dames) de football a été éliminée en demi-finale de la Coupe arabe des nations après sa défaite devant la Tunisie aux tirs au but (3-4), après que le match s'est achevé sur le score de (2-2 / mi-temps : 0-0), dans un match disputé vendredi soir à l'Arab Contractors Stadium du Caire. Les buts de l'Algérie ont été inscrits par Imene Merrouche (45+2') et Naima Bouhani (66'), au moment où Ghada Ayadi (6') et Sabrina Mamay (46') ont inscrit les buts des tunisiennes.

La Tunisie rejoint en finale son homologue jordanienne,

qui s'était qualifiée un peu plus tôt dans l'après-midi, également à l'Arab Contractors Stadium du Caire, où elle avait dominé l'Égypte dans l'autre demi-finale (5-2). Les buts de la Jordanie ont été inscrits par Djebara (37' et 46'), Djirine (38') et Fridj (45'+4 et 78'), alors que Sara Issam avait sauvé l'honneur pour la sélection du pays organisateur à la 42', avant que sa coéquipière Sali Mansour ne rajoute un deuxième but à la 67'. L'Algérie a réalisé un parcours honorable dans la phase de groupes en battant la Jordanie (3-1), avant d'enchaîner (4-1) face aux pales-

tiennes, et atteindre ainsi haut la main la phase des demi-finales. Après cette Coupe arabe des nations, les Algériennes disputeront le premier tour des éliminatoires de la CAN-2022, pendant lequel elles défieront le Soudan en deux manches, entre le 18 et le 26 octobre. En cas de qualification au deuxième et dernier tour, prévu entre le 14 et le 23 février 2022, la sélection algérienne, conduite par l'ex-internationale Radia Fretoul, sera opposée au vainqueur de la double confrontation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, vice-championne d'Afrique.

Paralympiques-2021 Médailles d'argent pour Krai et Kardjena

L'Algérie a décroché hier deux nouvelles médailles d'argent lors de la 12^e et avant dernière journée des Jeux Paralympiques (Tokyo 2021) portant sa moisson à douze médailles. Les deux médailles d'argent remportées sont l'œuvre de l'athlète Abdelkrim Krai 1500 m (T38) et Kamel Kardjena au lancer du poids (F33). L'Algérie occupe la 28^e place avec 12 médailles décrochées depuis le début du tournoi (4 en or, 4 en argent et 4 en bronze). Lors de la journée de vendredi, la chance n'a pas souri aux trois athlètes algériens engagés en para-athlétisme, mais a permis à Nadjet Boucharef de réaliser un nouveau record d'Afrique au club (F51).

Pour sa première participation aux Jeux paralympiques, Nadjet Boucharef a clôturé le concours du lancer de Club (F51) en 5^e position, avec un jet mesuré à 13.01 mètres, réussi au 5^e essai, pulvérisant un nouveau record d'Afrique. La native de Tlemcen a réussi ses six essais dont cinq au delà de 12.21 mètres, chose qui n'arrive pas souvent à ce stade de la compétition. Le titre paralympique du concours est revenu à l'Ukrainienne Zoia Ovsii, championne du monde titre, et qui a lancé 25,12 mètres (loin de son record monde de 2019, 25,23 mètres). L'Américaine Cassie



Mitchell a pris l'argent (24.18m) et la Russe Elena Gorlova, la bonze avec 24.08 mètres. De son côté, l'athlète Mohamed Berrahal a achevé sa participation aux Jeux paralympiques de Tokyo, par une 4^e place au 100m (T51) qui s'ajoute la même position au 200m et la 7^e au lancer du disque (F51).

A Tokyo, Berrahal a perdu sa médaille d'argent de Rio qu'il avait gagnée avec un chrono à 21.70. L'Algérien a couru le 100m en 21.94, ce qui constitue tout de même, sa meilleure performance sur la distance cette saison. Pour sa part, l'athlète Boukoufa Achoura a terminé le concours du lancer de javelot (F46) en 8^e position, après son 4^e essai à 31.01 mètres. Boukoufa était loin de sa per-

formance réalisée au dernier championnat du monde de Dubai en 2019, avec un jet à 31.55 mètres. C'est la première participation de l'Algérienne à des Jeux paralympiques. Le titre des 16es JP-2020 du lancer du javelot (F46) a été remporté par la Néozélandaise Holly Robinson, médaillée d'argent à Rio, et qui a réalisé 40.99 mètres, loin de son record du monde (45.73 mètres détenu depuis avril 2019). La Hollandaise Noelle Roorda a pris l'argent (40.06m) et la championne paralympique en titre britannique, Hollie Arnold a eu le bronze (39.73m).

L'Algérie reste la première nation africaine devant l'Afrique du Sud (4 or, 1 argent et 1 bronze) et la Tunisie (3 or, 4 argent et 2 bronze).

Basketball - FABB Pas de joueurs étrangers la saison prochaine

Les joueurs étrangers ne sont plus autorisés à évoluer dans les championnats nationaux de basket-ball, à savoir, la Super-Division messieurs et les divisions nationales messieurs et dames, lors de la saison 2021-2022, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FABB). «Les joueurs étrangers étudiants ou résidents en Algérie peuvent participer aux championnats de division régionale», ajoute la FABB dans un communiqué. Avant l'arrêt de la compétition à cause du Covid-19, plusieurs joueurs étrangers (Mali, Congo, Serbie, USA) évoluaient dans les clubs de la

Super-Division dont le GS Pétroliers, le WO Boufarik ou encore le NA Hussein-Dey. Outre cette mesure, l'instance fédérale a fixé la date limite de dépôt du dossier d'engagement au 23 septembre au siège de la FABB, et a défini les nouvelles catégories d'âges pour la saison à venir.

Le coup d'envoi du championnat d'Algérie de Super-Division pour la saison 2021-2022, prévu initialement les 3 et 4 septembre, a été reporté au 15 octobre. «Ce report intervient après la décision du ministère de la Jeunesse et des Sports concernant la démarche obligatoire et nécessaire de faire vacciner tous les ath-

lètes, leur encadrement technique ainsi que les dirigeants sportifs», avait indiqué un communiqué de la FABB le 25 août dernier.

Chez les dames la reprise de la Division nationale 1 a été fixée pour le 22 octobre, alors que le début de la compétition était prévu au départ les 17 et 18 septembre. Pour rappel, la Super-Division messieurs est à l'arrêt depuis mars 2020, alors que les clubs de la Nationale 1 dames avaient pris part en juillet dernier à la Coupe fédérale, une compétition qui a marqué le retour du basket algérien à l'activité après 15 mois d'arrêt en raison du coronavirus.

Stade olympique d'Oran La régénération de la pelouse prendra fin le 15 septembre



Les travaux de régénération de la pelouse du nouveau stade de football d'Oran de 40.000 places prendront fin le 15 septembre en cours, ont indiqué les services du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville en marge d'une réunion technique présidée par son premier responsable Mohamed Tarek Belaribi. Lors de cette rencontre, tenue jeudi au siège du ministère en présence du directeur général des équipements publics, du directeur des équipements publics de la wilaya d'Oran et de deux experts internationaux chargés de la gestion et de l'entretien de la pelouse, l'état de cette dernière a été passé en revue, a-t-on poursuivi. A ce propos, des explications ont été données concernant l'opération de l'entretien «qui a commencé le 10 août et qui s'effectue en usant de techniques et matériaux modernes, comme se fait du reste

dans les grands stades du monde», a-t-on encore précisé. La détérioration de la pelouse du nouveau stade olympique d'Oran a fait l'objet récemment d'une polémique dans les milieux footballistiques nationaux, surtout que cette infrastructure n'a pas encore été réceptionnée d'une manière officielle. Elle n'a abrité aussi qu'un seul match ayant servi à des tests techniques en juin dernier entre la sélection algérienne locale et la sélection première du Libéria (5-1), rappelle-t-on. Mais le directeur des équipements publics de la wilaya (DEP), dont l'instance est le maître d'ouvrage du projet du complexe sportif implanté dans la commune de Bir El Djir, a assuré, dans une déclaration que le renouvellement de la pelouse du stade de 40.000 relevant dudit complexe sportif «est une opération routinière qui se fait lors de chaque fin de saison

dans tous les stades modernes du monde».

Le ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville a rappelé, a souligné dans son communiqué de presse, que la pelouse concernée est classée «5 étoiles» par la Fédération internationale de football. Les travaux au niveau de ce stade ont atteint 96 p.c, selon le DEP d'Oran, prévoyant la réception de la totalité des équipements du complexe sportif, qui comprend également une salle omnisports, un stade d'athlétisme et un centre nautique de trois piscines, en décembre prochain. Cet important acquis du mouvement sportif dans la capitale de l'Ouest abritera les cérémonies d'ouverture et de clôture de la 19^e édition des jeux méditerranéens, en plus de plusieurs compétitions de cette épreuve programmée à Oran du 25 juin au 5 juillet 2022, rappelle-t-on.

Tennis de table - Championnat d'Afrique L'EN messieurs éliminée en demi-finale

L'équipe algérienne de tennis de table messieurs a été éliminée en demi-finales du tournoi par équipes, comptant pour les Championnats d'Afrique qui se disputent à Yaoundé, après sa défaite face au Nigeria (3-0). Le pongiste Larbi Bouriah, seul représentant algérien aux derniers Jeux olympiques à Tokyo-2020, a été battu par le champion d'Afrique Aruna Qadri (9-11, 11-8, 11-7 et 11-4), Sami Kherouf a perdu face à Omotayo Olajide 13-11, 8-11, 4-11, 8-11), alors que Boudjadja Mohamed Sofiane a été défait par Abiodun Bode (6-11, 4-11, 7-11).

Le trio algérien sera opposé pour le match de classement (3^e et 4^e places) au Togo, éliminé en demi-finale, par l'Égypte (3-0). En quarts de finale, l'équipe algérienne s'était qualifiée aux dépens du Ghana (3-0). Chez les dames, les filles algériennes (Lynda Lo-

ghraïbi, Katia Kessaci et Hiba Feredj) joueront pour la 5^e position et affrontent, vendredi, l'Afrique du Sud, après avoir gagné face à l'Ouganda (3-0). L'équipe algérienne n'a pu se qualifier aux demi-finales de finale après avoir terminé la phase des poules en 3^e position du groupe B, avec 6 points récoltés par deux succès face au Kenya et l'Ouganda (3-0) contre autant de défaites devant la Tunisie (3-1) et le leader du groupe, le Nigeria (3-0). En demi-finale, l'Égypte a éliminé la Tunisie et le Nigeria a fait de même contre Maurice (3-0).

En double mixte, la paire algérienne (Lynda Loghraïbi et Samy Kherouf) s'est qualifiée aux quarts de finale où elle affrontera, dimanche, son homologue du Nigeria (Edem Offiong-Bode Abiodun). Le chemin du double algérien a débuté face au duo ivoirien, Oba Don Ange-Leva Essevh

(3-1) aux 16^{es} de finale et la paire tunisienne Youssef Ben Attia-Garcia Fadwa (3-1) en 8^{es} de finale. Par contre, les deux autres doubles mixtes algériens, Abdelbaset Chaïchi/Hiba Feredj et Katia Kessaci/Larbi Bouriah ont été éliminés, respectivement en 16^{es} de finale par les Tunisiens Kallel Iheb/Zoghلامي Mara (3-0), et en 8^{es} devant l'autre paire tunisienne composée de Bouras Aboubaker et Hadj Salah Abir (3-1).

Les simples et doubles (messieurs et dames) débudent ce dimanche. Il est à rappeler que les joueurs et joueuses algériens sélectionnés pour les Championnats d'Afrique de tennis de table de Yaoundé sont: Idir Khourta, Larbi Bouriah, Mohamed Sofiane Boudjadja, Sami Karouf et Abdelbaset Chaïchi (messieurs), et Hiba Feredj, Lynda Loghraïbi, Katia Kessaci et Nouari Widad (dames).

Liges 1 et 2 Les dettes, encore et toujours !



M. Zeggai

En juillet 2020, la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) de la FAF a annoncé 1.000 milliards de centimes de déficit cumulé par les clubs de la Ligue 1 professionnelle, dans le cadre des examens effectués depuis son installation en octobre 2019. Aujourd'hui, plusieurs clubs algériens des Ligues 1 et 2 sont interdits de recrutement en raison des dettes cumulées depuis l'instauration du professionnalisme. Selon notre enquête, on parle aujourd'hui d'une dette globale de plus de 124 milliards de centimes cumulés par les clubs des Ligues 1 et 2 qui ont été interdits de recrutement. Le RC Arba 05 milliards 300 millions de centimes, l'USMBA 17 milliards, le RCR 20 milliards de centimes, le MOB 09 milliards, la JSMB 04 milliards, l'USM Annaba 10 milliards de centimes, le MCEE 06 milliards 200 millions de centimes, le MCS 07 milliards de centimes, l'ASMO 03 milliards de centimes, l'O. Médéa 05 milliards 600 millions de centimes, le MCO 03 milliards 361 millions de centimes sans compter les nouvelles dettes des joueurs ayant eu gain de cause dernièrement au niveau de la CNRL, la JSK 03 milliards 261 millions de centimes, l'ESS 04 milliards 259 millions de centimes, l'USMB 02 milliards 700 millions de centimes, l'OMA 02 milliards 700 millions de centimes et l'A Boussaâda 03 milliards 800 millions de centimes.

Comme quoi, la gestion des clubs est tellement catastrophique qu'il est très difficile de parvenir d'équilibrer le rap-

port recettes-dépenses et assainir par la même la situation financière. Une véritable faillite généralisée où pratiquement tous les clubs sont déficitaires. Encore plus, Amar Brahmia, président du conseil d'administration de la SSPA/MCA, a évoqué une dette estimée à 204 milliards de centimes. Il y a aussi l'affaire de Ryan Senhadji qui a paraphé un contrat de trois ans, «avec une mensualité de 160 millions de centimes», dit-on et menace de recourir à la FIFA pour être régularisé. Aussi, on vient d'apprendre, selon une autre source, que le TAS de Lausanne exige du MC El Eulma le paiement d'un milliard 700 millions de centimes à son ex-entraîneur Ali Mechiche. Alors, comment les clubs algériens en sont arrivés là ? Il y a, en premier lieu, l'absence totale de contrôle des deniers publics par l'Etat. Ajoutez à cela, l'incompétence dans la gestion des contrats des joueurs et entraîneurs étrangers. Les dernières décisions de la FIFA ont mis à nu les carences de gestion de nos dirigeants qui donnent l'impression de ne pas maîtriser ce volet. Pour éviter l'interdiction de recrutement et de participation à une épreuve continentale la saison prochaine à l'ESS, la FAF s'est engagée à régler le paiement de deux joueurs étrangers. La FIFA a exigé de l'Entente le paiement de 118.000 dollars représentant le montant du transfert du joueur Daniel Lomotey auprès du club ghanéen Wafa et 2 milliards 850 millions de centimes au joueur malien Malik Touré. Devant la difficulté de la situation, la FAF est intervenue pour prendre en

charge ces dépenses sous forme de prêt, bien sûr, comme ce fut le cas avec l'USMBA.

D'autre part, notre source affirme que le FC Dreams aurait saisi la FIFA après le retard accusé par le MCA pour l'argent du transfert d'Esso, estimé à 170.000 euros, représentant le rachat des papiers du joueur. Il semble même que l'affaire Bensaha risque d'atterrir à la FIFA puisque, selon notre source, les Tunisiens attendent toujours leur dû, évalué à 80.000 euros. Récemment, la FIFA a exigé de l'USMA le paiement «de plus de 30.000 dollars» à Ashante Kotoko plus des intérêts de retard qui représentent le transfert de l'attaquant ghanéen Kwame Opoku. Aux dernières nouvelles, même Antar Yahia, l'ex-directeur sportif de l'USMA, aurait décidé de porter son affaire devant la FIFA dans la mesure où il a jugé que son limogeage est abusif, avec un contrat allant jusqu'au mois de juin 2023. Lardoise risque d'être trop salée si l'on prend en considération les affaires antérieures, celles de Cavalli avec le MCO, Bernard Casoni et Ronney avec le MCA, la JSK avec son ancien coach Aymen Zelfani : un milliard 20 millions de centimes et 530 millions de centimes pour Fakhri Beltaïef, un des membres du staff technique, sans parler des autres clubs en conflit avec leurs joueurs et entraîneurs étrangers tels que le NAHD, le DRBT et la liste est encore longue. Des milliers de milliards qui s'évaporent dans la gestion d'un football, qui peine à produire des joueurs capables de porter haut leurs clubs dans les compétitions africaines.

JSM Tiaret L'AG extraordinaire mardi prochain

Kamel Lezoul

C'est mardi prochain que se tiendra l'AG extraordinaire de la JSMT à l'OPOW Kaïd-Ahmed (10h00), selon le DJS Messedoui Slimane. Plusieurs points importants seront débattus lors de cette réunion, dont la succession du président démissionnaire Boumediene Sofiane, lequel a préféré partir à cause du manque flagrant des moyens financiers.

Dans le même ordre d'idées, nous avons appris avant-hier que même le comité directeur de la saison pas-

sée a déposé une démission collective. Cette information nous a été confirmée par le désormais ex-secrétaire général Khiali Nouredine. C'est dire que maintenant, tout le monde est démissionnaire et les raisons sont bien connues, surtout avec ces promesses non tenues de la part des autorités locales et de wilaya. «On nous a promis monts et merveilles, mais les promesses n'ont pas été tenues et pourtant nous avons été à la hauteur durant notre passage à la tête de l'équipe. Maintenant, je demande aux décideurs d'intervenir pour remet-

tre l'équipe sur rails car avec ce silence radio des autorités, l'équipe risque fort bien de connaître un avenir difficile. Enfin, je souhaite de tout cœur une très belle réussite à nos successeurs», dira notre interlocuteur. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui, il est très difficile pour le club de trouver un preneur tant ce problème financier n'est pas définitivement résolu.

Selon nos sources, certains dirigeants cherchent absolument à convaincre l'ancien président, El Hadj Ahmed Feghouli, de revenir aux affaires du club. Affaire à suivre...

CR Témouchent La préparation débute la semaine prochaine

Le CR Témouchent entamera la semaine prochaine ses préparatifs en vue de la prochaine édition du championnat de Ligue 2 de football, «avec un effectif au complet», a-t-on appris du président de ce club.

Houari Talbi a fait savoir à ce propos que sa direction «est sur le point de clôturer le dossier de recrutement après avoir engagé jusque-là deux nouveaux joueurs seulement», ajoutant que son club effectue «un recrutement étudié qui obéit aux besoins de l'effectif dans ses différents compartiments». En revanche, le même responsable a dé-

ploré «l'attitude de certains joueurs que nous avons souhaité garder parmi nous, mais qui ont versé dans la surenchère». Le président du CRT, qui a accédé la saison passée au deuxième palier, a affiché, en outre, ses ambitions en vue de l'exercice à venir, s'engageant à «jouer les premiers rôles». En attendant de dévoiler l'effectif qui défendra les couleurs de la formation de l'Ouest du pays en vue de la saison prochaine, la direction du CRT a procédé récemment à la promotion de pas moins de huit joueurs de l'équipe réserve, rappelle-t-on. Le président des «Rouge et

Blanc» ne s'est pas, au revanche, exprimé sur l'avenir de l'entraîneur Mohamed Kebdani, qui a repris le témoin de Hadj Merine en début de la phase retour de l'exercice passé, parvenant à mener les siens vers la deuxième place en fin du championnat. Trente-deux (32) clubs prennent part au prochain championnat du deuxième palier, dont le coup d'envoi est prévu pour le 8 octobre. Ils sont répartis sur deux groupes (centre-ouest et centre-est) composés chacun de seize (16) formations. Le premier de chaque groupe accèdera directement en Ligue 1, rappelle-t-on.

WA Tlemcen Les dettes estimées à 21 millions de dinars



Les dettes du WA Tlemcen auprès de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) au titre de l'avant-précédent exercice s'élèvent à 21 millions de dinars. Elles devraient augmenter davantage après le recours à la même instance de nombreux joueurs de l'exercice 2020-2021 pour revendiquer leur dû.

Cet état de fait est derrière l'interdiction de recrutement dont fait l'objet la direction de ce club de Ligue 1 de football, a-t-on appris de cette dernière. Ayant échappé de peu à la relégation à l'occasion de son retour parmi l'élite après sept années passées entre le deuxième et le troisième palier, le WAT aura du mal pour surpasser cet obstacle de taille et s'adjuger ainsi le droit de recruter de nouveaux joueurs en vue de la saison prochaine, avoue-t-on de même source. Plusieurs joueurs de

l'actuel effectif se sont précipités pour saisir la CNRL réclamant leur argent et leur libération automatique, au moment où pas moins de 13 éléments voient leurs contrats arriver à expiration. Certains des joueurs en fin de contrat ont déjà plié bagages pour aller monnayer leurs talents sous d'autres cieux, tels que Benbelaid (ES Sétif), Attou (MC Alger) et Bellatreche (JS Saoura), souligne-t-on encore. L'entraîneur Abdelkader Amrani, appelé à la rescousse au cours des quatre derniers mois du précédent championnat pour sauver les «Zianides» de la relégation, a annoncé, il y a quelques jours, son départ après avoir accompli sa mission «dans des conditions insupportables», a-t-il déploré. Du coup, il devient obligatoire à la direction de la formation de l'Ouest du pays de nommer un nouvel entraîneur, une démarche qui ne sera pos-

sible qu'après la levée d'interdiction de recrutement dont fait l'objet son club. Le président intérimaire, Rachid Meliani, revenu à de meilleurs sentiments après avoir annoncé sa démission au lendemain de la clôture du championnat en fin de semaine précédente, a pris son bâton de pèlerin à la recherche de nouvelles sources de financement, a-t-on indiqué de même source. Des contacts sont déjà engagés avec deux opérateurs économiques dans l'espoir de les convaincre de sponsoriser le WAT en vue de l'exercice à venir, affirme-t-on.

Le «Widad» a dépensé quelque 100 millions de dinars au cours de la saison passée, selon la même source. L'essentiel de cet argent émane des autorités locales et du seul sponsor du club, à savoir l'Entreprise nationale de géophysique (ENAGEO), rappelle-t-on.

WA Mostaganem Abdelkader Brik nouvel entraîneur

Le WA Mostaganem, pensionnaire du championnat inter-régions de football a désigné Abdelkader Brik comme nouvel entraîneur de son équipe première, a-t-on appris samedi de la direction de ce club de l'Ouest algérien. Le nouveau coach du WAM remplace ainsi Salem Laoufi, dont le contrat n'a pas été renouvelé

après son échec à mener le «Widad» en deuxième palier la saison passée.

Les gars de «Mosta» ayant échoué lors du match barrage contre le GC Mascara, alors qu'ils avaient dominé de la tête et des épaules le championnat de leur groupe, ajoute-t-on. Abdelkader Brik ne va pas atterrir dans un terrain inconnu, puisqu'il a déjà dri-

vé le WAM lors de l'exercice 2019-2020 avec à la clé une accession en troisième palier, rappelle-t-on.

Pour sa part, le président du WAM, Sofiane Benamar, a décidé de poursuivre sa mission à la tête du club après avoir vu sa démission rejetée par l'assemblée générale tenue il y a quelques jours, souligne-en encore.

Kaboul

Plongés dans l'incertitude, les petits commerçants luttent pour leur survie



Depuis dix ans, Fahad gagnait confortablement sa vie en vendant des robes de mariée dans son magasin, à Kaboul. Mais depuis le 15 août et l'arrivée des talibans dans la capitale afghane, la donne a changé et le compteur de ses ventes reste désespérément bloqué à zéro.

Chez un tailleur chic pour hommes situé non loin, l'ambiance est tout aussi morose. Tanveer n'a réussi à vendre qu'un seul Shalwar Kameez, l'ample vêtement traditionnel afghan, en l'espace de deux semaines. Dans son magasin d'électronique, Abdul Hassan confie avoir éteint la lumière et désactivé le système de climatisation de sa boutique dans l'espoir d'économiser au moins un peu d'argent, faute d'acheteurs ces 20 derniers jours.

Le seul à conserver un peu le sourire, c'est Fawzi, dont la famille tient un magasin dans le quartier de Parwan-e-Seh, qui arrive plus ou moins à sortir la tête de l'eau après s'être diversifié en vendant burqas et hijabs.

Depuis le retour au pouvoir du mouvement islamiste, beaucoup de petits commerçants peinent à joindre les deux bouts et nombreux sont ceux qui parlent déjà de mettre la clef sous la porte et de tenter leurs chances à l'étranger.

«Personne n'a d'argent», souligne Fahad dans sa boutique de robes de mariée. Il suffit de sortir dans les rues de Kaboul pour constater les longues files d'attente qui se forment chaque jour devant les banques de la capitale. Afin d'éviter des retraits trop importants, les autorités ont effec-

decidé de limiter les retraits à 200 dollars par personne.

RETIRER LA TÊTE DES MANNEQUINS

En prévision d'un éventuel serage de vis de la part du nouveau régime dans les semaines à venir, Fahad prévoit de retirer la tête de ses mannequins afin de ne pas attirer l'attention des talibans sur sa boutique. «On ne peut pas montrer de photos ou le visage des gens», explique-t-il.

Comme tous les commerçants rencontrés par l'AFP, Fahad a demandé à faire en sorte que ni lui ni sa boutique ne puissent être reconnus, par crainte de représailles.

«Pour le moment, nous ne savons pas ce que nous pouvons faire et ce que nous ne devons pas faire», explique-t-il. «Donc j'essaie d'agir comme» lorsque les talibans étaient au pouvoir entre 1996 et 2001.

A l'époque - Fahad n'était alors qu'un jeune adolescent -, les femmes avaient disparu de l'espace public, la télévision et la musique avaient été interdites et les hommes devaient garder une barbe longue et porter le vêtement traditionnel. Vingt ans plus tard, les talibans ont promis que leur politique serait moins brutale. Mais en l'absence de gouvernement et de règles claires, de nombreux Afghans et Afghanes ne savent pas ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire. Dans sa boutique, Tanveer s'attend à ne vendre aucun costume de type occidental «pendant longtemps» et a troqué lui-même son costume pour un shalwar kameez.

«Personne ne me l'a demandé mais je suis inquiet et je le fais au cas où les talibans viendraient vérifier».

TENTATION DE L'ÉTRANGER

Abdul Hassan se demande, lui, ce qu'il fera des dizaines d'écrans plats haut de gamme exposés dans sa boutique si les talibans décidaient une nouvelle fois d'interdire la télévision.

«Je n'ai rien vendu depuis longtemps. Je ne sais pas si je peux me payer le loyer, donc j'ai éteint l'électricité pour économiser de l'argent», confie-t-il.

Si la situation venait à perdurer, il envisage de quitter le pays pour rejoindre l'Iran, et pourquoi pas dans un se cond temps l'Europe.

A l'inverse, Fawzi a vu dans le retour des talibans une opportunité et on peut désormais trouver des burqas dans sa boutique au milieu d'une sélection improbable de bas résille fabriqués en Chine, de préservatifs ou encore de boîtes d'onguents promettant monts et merveilles. «J'ai vendu 60 burqas en deux semaines» et j'ai vendu encore plus de hijabs», indique-t-il à l'AFP. Sa proposition de racheter des appareils électroménagers à des Afghans cherchant à fuir le pays n'a en revanche pas reçu le même accueil. «J'ai en fait la pub sur Facebook et quelqu'un m'a appelé», raconte-t-il. «Ils m'ont dit d'arrêter, parce que ça encourageait des Afghans à partir. Ils voulaient savoir qui j'étais et où se trouvait mon magasin.»

Il raconte avoir aussitôt supprimé l'annonce. Et jeté sa carte SIM.

Afghanistan

L'UE envisage une présence à Kaboul et pose ses conditions

Les pays de l'UE ont détaillé vendredi leurs conditions pour leur relation future avec les talibans, et décidé de se coordonner pour assurer une présence civile à Kaboul afin d'aider aux évacuations, sous réserve que la sécurité le permette.

«Nous devons parler avec le nouveau gouvernement afghan, ce qui ne signifie pas une reconnaissance, c'est un dialogue opérationnel», a déclaré le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell lors d'une conférence de presse à l'occasion d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE en Slovaquie.

«Ce dialogue opérationnel s'intensifiera en fonction du comportement de ce gouvernement», a-t-il ajouté.

Il a exposé une série de conditions, alors que le nouveau gouvernement à Kaboul doit être dévoilé par les talibans au plus tôt ce samedi.

Les Européens posent notamment comme conditions que l'Afghanistan ne serve pas de base arrière au terrorisme, que les autorités respectent les droits des femmes et la liberté de la presse, l'établissement d'un gouvernement «inclusif et représentatif», et un accès sans entrave pour l'aide humanitaire, que l'UE envisage d'augmenter.

De retour au pouvoir 20 ans après en avoir été chassés par une coalition emmenée par les Etats-Unis, les talibans ont multiplié, depuis leur prise de Kaboul le 15 août, les déclara-

tions d'ouverture visant à rassurer la population et la communauté internationale.

«CONDITIONS PAS NÉGOCIABLES»

Josep Borrell a ajouté que les talibans devaient respecter leur engagement à permettre aux ressortissants étrangers et aux Afghans en danger de quitter le pays, après la fin des opérations d'évacuation dirigées par les Etats-Unis fin août.

«Pour nous, ces conditions ne sont pas négociables», a commenté le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas.

«Bien sûr, personne ne se fait d'illusion sur le fait qu'elles seront toutes remplies à 100% dans les jours qui viennent», a-t-il ajouté, évoquant une «tâche sur le long terme».

Pour permettre le départ de ceux qui n'ont pu être évacués, les pays de l'UE sont convenus d'établir une «présence» à Kaboul.

«Nous avons décidé de travailler de façon coordonnée, de coordonner nos contacts avec les talibans, y compris via une présence à Kaboul (...) si les conditions de sécurité le permettent», a déclaré M. Borrell.

Afin d'évacuer les gens que nous souhaitons accepter (dans l'UE, ndlr), nous avons besoin d'un engagement fort, d'un contact fort avec le pouvoir en place, a-t-il insisté.

Liban

Trois quarts de la population basculent dans la pauvreté



La pauvreté au Liban a considérablement augmenté au cours de l'année écoulée, affectant désormais environ 74% de la population totale, met en garde la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO).

La prise en compte de dimensions autres que le revenu, telles que l'accès à la santé, à l'éducation et aux services publics, augmente le taux à 82% de la population vivant dans «la pauvreté multidimensionnelle», ajoute la CESAO dans une note d'orientation.

Avec les progrès de la recherche sur le développement et la disponibilité d'enquêtes plus détaillées, le concept de pauvreté s'est élargi pour prendre en compte les conditions de vie et divers aspects de la privation ne se limitant pas au revenu. Ce nouveau concept est désormais connu sous le nom de «pauvreté multidimensionnelle» mesurée par six dimensions clés: l'éducation, la santé, les services publics, le logement, les actifs et la propriété, et l'emploi et le revenu.

L'an dernier, la CESAO avait constaté qu'entre 2019 et 2020, le taux de pauvreté par habitant était déjà passé de 28% à 55% au Liban. Selon les mises à jour d'aujourd'hui, le taux de pauvreté multidimensionnelle au Liban a presque doublé, passant de 42% en 2019 à 82% en 2021.

Dans ce contexte, la Secrétaire exécutive de la CESAO, Rola Dashti, a réitéré son appel à la création d'un fonds de solidarité sociale pour atténuer la crise humanitaire du pays. Elle a rappelé qu'en 2020, la CESAO avait fait une proposition : le décile des 10% les plus riches du Liban, qui détenait alors près de 91 milliards de dollars de richesse, pourrait combler le déficit

de financement pour l'éradication de la pauvreté en versant des contributions annuelles de 1% de leur richesse. Selon l'étude, les chocs ont exposé le taux de change de la livre libanaise, qui est fixe depuis le début du siècle, à d'énormes pressions, provoquant une dépréciation de la monnaie. L'inflation a grimpé à 281% entre juin 2019 et juin 2021. Ces chocs combinés ont entraîné une baisse significative du niveau de vie des Libanais et des non-Libanais, ainsi qu'un dénuement généralisé.

De plus, l'extrême pauvreté multidimensionnelle, qui désigne la privation dans deux ou plusieurs dimensions de la pauvreté, touche aujourd'hui 34% de la population, dépassant la moitié dans certaines régions du pays.

Etant donné que la crise socio-économique sans précédent au Liban affecte tous les segments de la société, les groupes de population ayant les niveaux de scolarité les plus élevés et les plus bas enregistrent désormais des taux de pauvreté similaires. L'étude souligne également que la part des ménages privés de soins de santé est passée à 33%, et la part de ceux qui ne peuvent pas obtenir de médicaments a également augmenté de plus de la moitié. «Atténuer l'impact de la crise nécessite la solidarité et la coopération entre tous les segments de la société libanaise», a souligné Mme Dashti, tout en exhortant au développement de régimes de protection sociale efficaces qui répondent mieux aux besoins des pauvres, en particulier ceux qui vivent dans une extrême pauvreté multidimensionnelle, et l'élargissement de leur champ d'application aux chômeurs.

Pandémie

Delta ne provoque pas de cas plus graves de Covid-19 chez les enfants



Le variant Delta ne provoque pas de cas plus graves du Covid-19 chez les enfants et adolescents par rapport aux autres variants, selon de premières données publiées vendredi par les autorités sanitaires américaines. L'inquiétude sur les conséquences du variant Delta chez les plus jeunes monte depuis plusieurs semaines dans le pays, face à un nombre croissant d'enfants hospitalisés.

Les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), principale agence fédérale de santé publique dans le pays, ont étudié les données de patients hospitalisés pour Covid-19 à travers 99 comtés dans 14 Etats, couvrant environ 10% de la population américaine.

L'agence a notamment comparé la période allant de début mars à mi-juin avec celle allant de mi-juin à fin juillet, lorsque le variant Delta est devenu dominant aux Etats-Unis.

Entre ces deux périodes, le taux d'hospitalisation chez les enfants et

adolescents de 0 à 17 ans a effectivement été multiplié par cinq.

Mais «la proportion d'enfants et adolescents hospitalisés pour maladie grave», av ec par exemple une admission en soins intensifs, «était similaire avant et pendant la période durant laquelle Delta était dominant». De plus, ces travaux montrent que les vaccins protègent bien toujours les adolescents contre Delta: les taux d'hospitalisations étaient environ dix fois plus élevés pour les adolescents vaccinés que pour ceux non vaccinés durant la période de prédominance de Delta.

Aux Etats-Unis, les adolescents peuvent recevoir leurs injections de vaccin Pfizer dès 12 ans.

Les CDC notent toutefois que le nombre d'enfants présentant un cas sévère de la maladie était petit entre mi-juin et fin juillet, limitant la pertinence des comparaisons faites. Ils soulignent que les données devront continuer à être suivies de près à l'avenir.

Par ailleurs, une seconde étude publiée vendredi montre quant à elle que la vaccination des adultes tend à protéger les enfants de la contamination. Celle-ci a étudié les visites aux urgences ainsi que le nombre d'hospitalisations au niveau national en août.

Dans les Etats où la couverture vaccinale de l'ensemble de la population était la plus faible, le nombre de visites aux urgences d'enfants et adolescents était plus de trois fois plus élevé que dans les Etats faiblement immunisés. Et le nombre d'hospitalisations, près de 4 fois plus élevé.

«Plus d'enfants attrapent le Covid-19 parce que la maladie circule plus», a déclaré dès jeudi, la directrice des CDC, Rochelle Walensky, en évoquant ces deux études.

Selon elle, elles démontrent d'une part que «la vaccination marche», et d'autre part qu'il n'y a pas eu d'accroissement de la sévérité de la maladie chez les enfants».

Environnement

Près de 40 000 espèces menacées d'extinction

La «Liste rouge des espèces menacées» de l'Union internationale pour la conservation de la nature recense plus de 134.000 espèces, dont plus de 37.400 menacées d'extinction, et constitue un des principaux indicateurs de l'état du vivant sur notre planète.

Depuis sa première publication en 1964, elle classe chaque espèce étudiée parmi neuf catégories. Les moins inquiétantes: «Non évaluée, Données insuffisantes, Préoccupation mineure, Quasi menacée». Puis trois catégories d'espèces menacées: «Vulnérable, En danger, En danger critique». Et enfin celles qui sont «Eteinte à l'état sauvage» ou définitivement «Eteinte».

La classification dans l'une des trois catégories menacées d'extinction s'effectue selon cinq critères basés sur différents facteurs associés au risque: taille de population, taux de déclin, aire de répartition géographique, degré de peuplement et de fragmentation de la répartition. Critères qui selon certains experts manquent de souplesse pour prendre en compte tous les facteurs qui peuvent influencer sur l'état d'une espèce spécifique.

Chaque espèce ou sous-espèce est étudiée séparément, certaines bénéficiant de groupes spécialisés, comme les grands félins par exemple.

Ces études sont ensuite soumises à une relecture d'autres experts avant d'être transmises à une «Autorité de la liste rouge» compétente pour ce type d'espèce. Après revue, elle sont transmises au «département liste rouge» de l'UICN et, si elles sont acceptées, intègrent la prochaine mise à jour de la liste (au moins deux par an). Les évaluations par type d'espèce (mammifères, oiseaux, plantes, coraux, poissons...) sont par ailleurs agrégées dans un «index», qui permet de suivre les tendances globales de survie de ces espèces sur la durée. Les espèces les mieux documentées sont selon l'UICN celles des écosystèmes terrestres, notamment forestiers. Les poissons, a contrario, sont relativement mal connus. L'UICN affiche l'objectif d'arriver dans les prochaines années à 160.000 espèces étudiées.

La liste a par ailleurs des déclinaisons régionales et nationales, voire par région à l'intérieur d'un pays, comme en France.

Inde: plus de 60 décès suite à une «fièvre mystérieuse»



Une «fièvre mystérieuse» a tué plus de 60 personnes, dont de nombreux enfants, dans l'Etat d'Uttar Pradesh dans le nord de l'Inde, alors que les scientifiques luttent pour en trouver la raison, rapportent samedi des médias.

Les habitants du district de Firozabad dans l'Etat d'Uttar Pradesh étaient touchés par de violentes fièvres accompagnées de déshydratation, maux d'estomac et baisse des plaquettes sanguines. Le nombre de morts a rapidement augmenté dans la région pour atteindre 67, dont une grande majorité d'enfants, selon les autorités.

Les symptômes ressemblent à ceux de la dengue transmise par les moustiques et plusieurs victimes y ont été testées positives. L'Institut national indien de virologie cherche à com-

prendre s'il s'agit d'un nouveau variant de cette maladie. D'autres médecins privilégient la piste d'un typhus tropical transmis par des acariens.

Une équipe d'experts en santé du Conseil indien de la recherche médicale a été dépêchée sur place. L'Etat de l'Uttar Pradesh a, lui, annoncé une vaste campagne de porte-à-porte et de désinfection des larves dans les zones affectées.

Quelle que soit son origine, cette fièvre virale a certainement été favorisée par un manque d'hygiène, amplifié par les pluies de la mousson. En attendant, les médias rapportent de longues files d'attente devant les pharmacies et les hôpitaux de Firozabad. La fièvre mystérieuse a aussi occasionné des décès dans le district de Mathura.

Transports

Philippine Airlines se déclare en faillite aux Etats-Unis



La compagnie aérienne Philippine Airlines a annoncé samedi s'être placée sous le régime américain des faillites afin de réduire sa dette, après la chute de son activité entraînée par la pandémie de coronavirus, mais continuera d'assurer ses liaisons aériennes. La compagnie nationale philippine (PAL) a déclaré que le dépôt de bilan lui permettrait de restructurer ses contrats et de réduire sa dette d'au moins 2 milliards de dollars, tout en obtenant 655 millions de dollars de capitaux lorsqu'elle sortira de la procédure de chapitre 11.

«Philippine Airlines poursuivra ses activités habituelles tout en finalisant la restructuration de son réseau, de sa flotte et de son organisation», a déclaré Nilo Thaddeus Rodriguez,

vice-président et directeur financier, dans un communiqué vidéo.

PAL a annoncé réduire sa flotte de 25% et renégocier ses contrats afin de réduire les paiements de location.

Aux Etats-Unis, le recours au chapitre 11 est un dispositif qui permet à une entreprise n'arrivant plus à rembourser sa dette de se restructurer à l'abri des créanciers.

Dans le cadre des accords conclus avec les fournisseurs, les prêteurs et les bailleurs, M. Rodriguez a déclaré que PAL obtiendra 505 millions de dollars pour exécuter le plan de redressement. Cet argent sera ensuite converti en actions de la compagnie aérienne et en dette à long terme.

La compagnie obtiendra également 150 millions de dollars supplé-

mentaires sous forme de financement par emprunt lorsqu'elle sortira du processus de restructuration «dans quelques mois», a déclaré M. Rodriguez. Le volume des voyages aériens philippins s'est effondré de 75%, passant d'environ 30 millions de passagers en 2019 à sept millions l'année dernière, en raison des restrictions liées à la pandémie, a déclaré le président de PAL, Gilbert Santa Maria, dans la même vidéo.

Le transporteur a annulé plus de 80.000 vols, perdant 2 milliards de dollars de revenus et supprimant 2.300 postes.

Santa Maria a déclaré que PAL assure désormais 21% des vols d'avant la pandémie, vers 70% des destinations habituellement desservies.

Belgique

Une autoroute transformée en décharge géante après les inondations



Jouets d'enfants, livres et matelas salis par la boue, armoires ou réfrigérateurs en morceaux: quelque 90.000 tonnes de déchets résultant des inondations meurtrières de juillet s'entassent sur une bretelle d'autoroute désaffectée dans l'Est de la Belgique.

C'est une image qui a fait le tour du pays, montrant de façon spectaculaire les ravages matériels des crues exceptionnelles qui ont causé la mort de 38 personnes les 14 et 15 juillet, selon le bilan officiel.

A Herstal, dans l'agglomération de Liège, secteur parmi les plus touchés par ces inondations, une ancienne autoroute traversant une zone boisée accueille sur 8 km de long une montagne de débris haute de six mètres.

Un magma informe d'objets amenés depuis six semaines par camions entiers après le nettoyage des abords des cours d'eau, des rives de la Meuse à la vallée de la Vesdre, un des affluents de ce fleuve.

Tout un tas de «morceaux de

vies» accumulés qui représente aussi un défi de gestion publique pour les élus et les entreprises de traitement des déchets.

Au total quelque 160.000 tonnes de débris ont été produits par les inondations uniquement en Wallonie, d'après les autorités de cette région francophone. Ce seul bout d'autoroute en concentre plus de la moitié.

Le transfert a été progressif, explique Luc Joine, directeur général d'Intradel, principale société de traitement des déchets dans la province de Liège.

«Il y a d'abord eu du stockage temporaire (dans les communes touchées) et à partir du moment où on était certains qu'il n'y avait plus de cadavre, que tous les disparus avaient été retrouvés, on a pu tout rassembler», dit-il à l'AFP.

L'objectif est de parvenir à recycler 60% de ces déchets, le reste étant destiné à l'incinération ou à l'enfouissement en faisant appel à d'autres entreprises.

Vu l'ampleur de la tâche il faut

dra vraisemblablement neuf mois pour tout évacuer, un calendrier sur lequel les élus locaux, soucieux de limiter les nuisances pour les riverains, veilleront de près.

Luc Joine assure qu'il n'y a aucune habitation à moins de 500 mètres, qu'il y a peu de nuisances olfactives et qu'une société de dératissage est déjà intervenue sur place.

Sur le plan environnemental, le choix d'un stockage des déchets sur l'ancien axe de circulation est «une bonne idée», vante aussi le responsable.

«Les déchets étant potentiellement contaminés par des hydrocarbures il fallait trouver un site permettant d'éviter une pollution des sols. Or cette autoroute est asphaltée, les eaux sont récoltées quand il pleut, c'est tout à fait adapté», souligne-t-il. Le coût du traitement des déchets sur les trois sites réquisitionnés en Wallonie a été estimé à 30 millions d'euros, selon la ministre régionale de l'Environnement, Céline Tellier.

Gaza : trois morts dans l'effondrement d'un tunnel avec l'Egypte



Trois corps de Palestiniens ont été découverts vendredi après l'effondrement d'un tunnel souterrain creusé entre le sud de la bande de Gaza et la frontière avec l'Egypte, ont indiqué les autorités de cette enclave.

«Les équipes de la défense civile ont retrouvé trois corps sous terre près de la frontière, au sud de (la ville de) Rafah» après l'effondrement, jeudi, d'une partie d'un tunnel, a indiqué le porte-parole du ministère de l'Intérieur à Gaza, Iyad al-Bozoum, dans un communiqué.

Selon une source proche du Hamas s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, l'incident s'est produit après que du gaz a été introduit dans le tunnel côté égyptien,

provoquant un effondrement, fatal à «trois travailleurs».

Depuis 2013, l'armée égyptienne a détruit des centaines de tunnels souterrains creusés entre l'enclave de Gaza et son territoire, mais certains sont toujours utilisés pour de la contrebande, selon des sources palestiniennes.

Destinés à la contrebande ou à vocation militaire pour les groupes armés présents dans le territoire palestinien, les passages clandestins creusés à Gaza ont longtemps été un instrument essentiel pour contourner les blocus imposés par les voisins israélien et égyptien.

Outre l'Egypte, Israël a également détruit de nombreux tunnels souterrains entre Gaza et

son territoire. Lors de la guerre éclair l'ayant opposé au Hamas en mai, l'Etat hébreu a dit cibler des galeries souterraines permettant aux combattants du Hamas de circuler à l'ombre du regard des drones et de frapper Israël sans prévenir.

Au cours des dernières semaines, des heurts ont aussi repris le long de la barrière séparant la bande de Gaza d'Israël. Tard jeudi soir, un Palestinien a été tué par balle, et lundi un soldat israélien a succombé à un tir de projectiles à la tête.

Fin août, un adolescent palestinien et un trentenaire lié à la branche armée du Hamas avaient aussi perdu la vie dans ces affrontements.

Salon allemand de l'automobile Politique et climat volent la vedette aux voitures



La grand-messe allemande de l'automobile, le salon IAA qui s'ouvre mardi à Munich, veut redorer son image face aux revendications écologistes en pleine campagne électorale, relayant au second plan les nouveautés d'une branche secouée par la pandémie et en pleine reconversion électrique.

Cet événement bisannuel, l'un des principaux rendez-vous internationaux de la filière, tente de renaître après une décevante édition 2019 à Francfort, ville hôte historique, qui avait remis en question son existence même. Il avait été boudé par de nombreux constructeurs, perturbé par des défenseurs de l'environnement, et n'avait attiré qu'environ 560.000 visiteurs, 30% de moins que l'édition précédente.

Le public sera-t-il au rendez-vous en 2021 ? «Un nombre à six chiffres» de tickets a été vendu, indiquait récemment Hildegard Müller, présidente de la puissante fédération automobile allemande VDA, précisant que «le nombre de billets vendus n'est pas, pour nous, la jauge du succès».

Par ailleurs, «la plupart des entrées sont prises le jour même de la visite», a-t-elle suggéré.

Mais le défi est de taille: en pleine crise sanitaire, de nombreux constructeurs ont de nouveau fait l'impasse cette année, à l'image des groupes japonais ou du géant Stellantis (Peugeot-Fiat-Chrysler).

Le leader de la voiture électrique Tesla manquera également à l'appel. L'IAA compte donc aussi sur les plus de 70 marques de vélos conviées pour élargir le spectre et attirer de nouveaux publics.

«MOBILITÉ» ET VOITURES

Fin, donc, le tout auto: l'IAA se décrit désormais en «salon de la mobilité» et met en avant les efforts de protection du climat. En plus de l'exposition habituelle des dernières nouveautés à quatre roues, des conférences et essais de véhicules en tout genre, de la trottinette à la limousine (électriques), seront proposés.

En raison des restrictions sanitaires, la jauge maximale est de 50.000 personnes au parc des expositions et de 30.000 pour les événements en ville. Le nouveau concept n'a toutefois pas calmé les revendications. Le groupe d'activistes qui avait réussi à bloquer temporairement l'entrée principale du salon, il y a deux ans, a annoncé une nouvelle vague de «désobéissance civile» pour vendredi.

Le lendemain, une manifestation

à l'appel de plusieurs ONG écologistes devrait rassembler des milliers de personnes à Munich.

Les défenseurs allemands du climat ont donné le ton dès cette semaine en annonçant une offensive judiciaire contre Volkswagen, Daimler et BMW. Forts d'une décision, au printemps, de la Cour constitutionnelle qui a fait de la protection du climat un droit fondamental, ils veulent faire condamner les constructeurs et les forcer à accélérer la sortie de l'essence et du diesel.

La contestation ne sera pas la seule facette politique: la chancelière Angela Merkel prononcera mardi un de ses derniers discours avant les législatives du 26 septembre, à l'issue desquelles elle compte se retirer de la vie politique. Plusieurs candidats à sa succession sont attendus sur les stands, à commencer par Armin Laschet, du camp conservateur CDU/CSU de Mme Merkel, en difficulté dans les sondages.

PUCES ET RÉVOLUTION ÉLECTRIQUE

Côté voitures, le salon sera plus électrique que jamais, alors que la Commission européenne pousse à la fin des moteurs thermiques pour 2035. Quelques nouveautés devraient pointer leur nez, même si les marques ont multiplié les événements en ligne pendant la pandémie, détaillant l'électrification express de leurs gammes. Volkswagen pourrait présenter une petite électrique et un concept d'utilitaire. Renault prévoit d'amener ses nouvelles Mégane et R5 électriques, ainsi qu'une berline conçue pour les VTC sous sa marque Mobilize. Audi devrait venir avec un concept de berline électrique et semi-autonome ; Mercedes dévoilera une luxueuse Maybach à batteries et exposera la navire amiral (électrique) EQS ; Smart montrera son premier SUV (électrique).

Outre un SUV à hydrogène, le groupe BMW, basé à Munich et plus grand exposant du salon, détaillera sa vision futuriste d'une voiture électrique 100% recyclable et faite entièrement de matériaux réutilisés ou de ressources renouvelables.

Le secteur est par ailleurs marqué depuis près d'une année par la pénurie de semi-conducteurs. La rareté de ces puces électroniques, qui a provoqué la fermeture estivale de nombreuses usines à travers le monde et freiné la reprise des ventes, sera un autre sujet incontournable du salon munichois.

France : l'ancien Premier ministre François Fillon visé par une nouvelle enquête

L'ancien Premier ministre français François Fillon, condamné en 2020 dans une affaire d'emplois fictifs de son épouse qui a plombé sa campagne présidentielle de 2017, est visé par une autre enquête sur l'embauche d'un assistant parlementaire, a-t-on appris vendredi de source proche du dossier.

L'enquête préliminaire du parquet national financier (PNF), ouverte en 2017 pour «détournement de fonds publics», porte sur les conditions d'emploi de l'écrivain Maël Renouard, entre 2013 et 2015, comme assistant parlementaire de l'ancien Premier ministre, a indiqué cette source, confirmant une information de la radio RTL.

Comme l'avait révélé le site Buzzfeed en 2017, Maël Renouard, «plume» de François Fillon lorsque ce dernier était Premier ministre, avait été embauché pour l'écriture de «Faire», livre-programme du candidat à la présidentielle publié en septembre 2015.

Cet ouvrage s'est vendu à plus de 100.000 exemplaires et a rapporté 250.000 euros à M. Fillon, selon RTL.

L'enquête doit déterminer si le contrat d'assistant parlementaire de M. Renouard, payé 38.000 euros sur fonds publics pendant cette période, selon la radio, pouvait être justifié par cette seule mission.

Selon une seconde source proche du dossier, l'enquête préliminaire avait été menée concomitamment à une autre enquête concernant les emplois fictifs de l'épouse de M. Fillon, Penelope Fillon, avant d'être «gelée», le temps que l'instruction principale arrive à son terme en avril 2019, avec le renvoi devant le tribunal correctionnel du couple Fillon.

L'ancien Premier ministre a été auditionné sur le contrat de M. Renouard cette année, selon la source proche du dossier, et la procédure est toujours entre les mains du PNF.

Les magistrats peuvent dé-

sormais convoquer François Fillon devant le tribunal correctionnel de Paris ou classer l'enquête sans suite.

L'ouverture d'une information judiciaire n'est pas envisagée à ce stade, tous les actes d'enquête ayant été réalisés, selon la seconde source proche du dossier.

«Il est stupéfiant de prétendre qu'un collaborateur parlementaire ne puisse pas participer à l'écriture d'un livre politique par un député», a réagi auprès de l'AFP l'avocat de François Fillon, Me Antonin Lévy.

«Cette enquête est une pure création artificielle du PNF, qui s'acharne à maintenir ouvertes des procédures vides et les sort opportunistes quelques semaines avant le procès en appel à venir», a-t-il dénoncé.

Dans le volet des emplois fictifs de son épouse Penelope, François Fillon a fait appel de sa condamnation en juin 2020 à cinq ans de prison, dont deux ferme, et sera jugé en novembre.

Les horlogers suisses se relèvent de la pandémie grâce à la Chine et aux Etats-Unis

L'heure de la reprise a sonné ! Les horlogers suisses retrouvent peu à peu le sourire grâce à la Chine et à la reprise qui accélère aux Etats-Unis pour les montres de luxe après une année exceptionnellement difficile avec la crise sanitaire. Cette semaine, quelque 25 marques se sont réunies à Genève pour la seconde édition d'un événement intitulé Geneva Watch Days qui leur a permis de venir présenter en personne les nouveaux modèles qui arriveront dans les présentoirs des boutiques de luxe pour les fêtes de fin d'année.

«Tout n'est pas résolu, le Covid est toujours là. Mais le sentiment est plutôt positif», a estimé Antoine Pin, le directeur de la division montres du joaillier italien Bulgari, une des marques à l'origine de cet événement, lors d'un entretien avec l'AFP. «Il y a un sentiment de reprise», s'est-il félicité, même si les horlogers restent «attentifs» à la façon dont elle évolue, a-t-il reconnu, compte tenu du choc de la crise sanitaire l'an passé.

«Les achats repartent aux Etats-Unis, il y a une très forte demande», a-t-il souligné, évoquant «un effet de rattrapage» alors que les consommateurs veulent «se faire plaisir» après avoir taillé dans leurs dépenses après des mois de confinement. Avec les fermetures des boutiques et l'effondrement du tourisme, les exportations horlogères suisses avaient dégringolé l'an passé. Après une chute historique de 81,3% en avril 2020, suivie par un deuxième mois de forte baisse en mai, elles avaient ensuite péniblement remonté la pente au cours des mois suivants, terminant l'année sur une contraction de 21,8% par rapport à l'année précédente.

Seules les exportations de montres vers la Chine avaient suragné, affichant une hausse de 20% alors qu'une partie des achats qui s'effec-



tuaient lors de déplacements touristiques avant la pandémie se sont reportés sur les boutiques locales. Tous les autres grands marchés pour les horlogers suisses avaient plongé dans le rouge.

REPRISE PLUS RAPIDE QUE PRÉVU

Mais depuis début 2021, les exportations ont retrouvé des couleurs aux Etats-Unis, affichant une forte hausse de 26,2% par rapport à leur niveau de 2019 pour la période allant de janvier à fin juillet tout en continuant à afficher une croissance spectaculaire en Chine, où elles ont bondi de 63,7%. «Nous sommes en train de retrouver les chiffres de 2019», s'est réjoui Rolf Studer, le co-directeur de la marque suisse Oris, lors d'un entretien avec l'AFP. Il constate lui aussi une forte reprise aux Etats-Unis où cette marque réalise près de 30% de son chiffre d'affaires.

«Les ventes en Chine se portent bien», s'est-il également félicité, ce qui permet de compenser une situation encore difficile sur d'autres marchés en Asie, a-t-il nuancé. Selon Jean-Daniel Pasche, le président de la fédération horlogère, la reprise a été un peu rapide que prévu.

«L'évolution est meilleure

que ce que nous attendions en début d'année», a-t-il expliqué, espérant un retour à la normale pour 2022.

Mais «le ciel n'est pas encore entièrement dégagé», a-t-il précisé. Si les incertitudes concernant la pandémie restent le plus gros défi, les ventes en Europe continue de pâtir de l'absence des touristes asiatiques. De plus, la reprise concerne pour l'instant surtout le segment des montres de grand luxe, en particulier celles dont la valeur à la sortie d'usine dépasse 3.000 francs suisses (2.762 euros), mais peine encore à se faire sentir sur les autres segments de prix. «Pour moi, le nuage à l'horizon est ce qui est en train de se passer en Chine», a de son côté prévenu Jon Cox, analyste chez Kepler Cheuvreux dans un courriel à l'AFP, évoquant la campagne de lutte contre l'évasion fiscale ainsi que les appels du président Xi Jinping demandant aux plus fortunés de contribuer davantage à la «prosperité commune» avec la promesse d'un «ajustement» des revenus excessifs. Au-delà des craintes qui se profilent pour le marché chinois, il table pour l'heure sur un rebond des exportations horlogères pour l'ensemble des marchés à leur niveau de 2019 pour 2021.

APARTEMENTS

■Echange appart F3, AADL Consider, 10^e étage avec 2 ascenseurs tel : 0791.22.31.41

■Vente d'un appart F5, Sup 132 m², 02 étages, cuis + 2 toilettes + 02 SDB, avec un local 40,75 m², situé café Nadjah 14 rue Djebbour Maamar - tel : 0666.52.44.11 - 0781.63.37.24

■Vds appart F4 Rdc pour commerce/prof libé ou habit, acté état propre, toutes commodités à Dar El Beïda, route Mosquée El Feth tel : 0772.35.31.06 - 0663.94.86.21

■Vs F3 Plaza, 3^e + F3 Millénium 1^{er} + F3 Cité Lobet 2^e + F3 L.B.M'hidi 4^e + F4, 1^{er} Plateau + F4, 5^e Vieille mosquée + ascen + F4, 4^e Akid. Ag 04 rue Med Khemisti - Tél : 0552.58.43.72 (H.B)

■Vends appart F4 gd stand 118 m² 4 pces, gde cuis, SDB, hall + coul, convient prof libérale, 1^{er} étage, Plateau Oran - Tél : 0555.91.72.29

■Loct d'un F4 au 1^{er} étage, dans une cité propre à 150 m rond- point (café Dubaï) Hai Sabah Oran - Tél : 0661.20.17.15

■Loue F3 Yasmine, 11^e (2U) F3 Cavaignac, 3^e (3U) - F3 meublé centre-ville, 5^e (6U) - F5 Larbi Ben M'hidi, 2^e (6U) - F1, St-Pierre, Rdc (1,5U) - Villa Kerma (5U) - Ag ABDALLAH : 041.38.62.87/ 0770.40.87.48

■A louer studio 25 m², centre-ville, Oran et studio 22 m² - tel : 0793.71.32.99

■A vendre appart F3, 1er étage, refait à neuf, à Belgaïd, près de l'Université + vds gd F2 à Haï Essalam, 1er étage, - 0770.97.60.38

■Vends appt acté, 2e étage, Yagmouracen, F3 transformé en F4 et refait à neuf. Prix 9.500.000 DA, poss promesse de vente - 0558.59.61.42, termé-diaire s'abstenir

■Vds/loue à Oran, 1er étage, pour usage prof ou habit, appt luxe T6 240 m², avec box, vue sur mer, Résid Mobilart Bahia Center, Fr maritime - tel : 0560.05.11.95

VILLAS

■Vends maison R+1, à Gdyl, près de la daïra, sup 105 m²; 1^{er} : g sal + pièce + cuis + garage /2^e : gd salon +2 chbres + terrasse et autres 0672.74.48.72 - 0794.16.52.83

■A vendre villa, 300 m², 150 m² bâtis, 150 m² jardin Coopérative Mahfida, Bir el Djir, Belgaïd, Oran, contact - 0793.47.16.60

■A vendre maison 152 m², R+2, extension, jardin 150 m², actée sur route principale à Hai Hachem, Boutlélis-village 0783.85.07.81

■Vd villa 572 m²/195 fac, Choupot + Vd local 21 m², 1 fac Akid + Vd local 18 m², 2 faç Akid + loue local 43,5 m² Choupot + local 60 m² + Sp centre Boulanger - 0770.35.67.75

EMPLOIS

■Jeune Alg, 25 ans, ayant master en Génie mécanique, cherche emploi à Oran - tel : 0779.55.35.34

■Ets privé de formation profess recrute directeur niv sup Sces de gestion/comme expérience, maîtrise, outil infor, véhiculé, sens de responsabilité - Tél : 0774.29.47.97 email : mm.alg@yahoo.com

■Pizzeria à Oran cherche pizzaiolo et femme de ménage disponibles de suite et sérieux - tél : 0549.34.34.74

■Entreprise importante recrute (1) comptable (1) commercial. Diplômes et expérience exigés. Envoyez votre Cv par email à l'adresse : kadriconstruction@yahoo.fr

TERRAINS

■Bur d'aff cherche pour ses clients terrains 300 et 400 m² 2F, 500 m² Gambetta (P/Fontanelle) + terrain vieux canastel + villa com à Bouchikhi /Millénium - tel : 0550.03.16.64

■Avez-vous un bien immo à louer ou à vdr ou vous voulez-vous acheter ou louer terrain, showroom, immeuble, usine, hangar, local comm, appart, villa ? - Contactez : 0550.03.16.64

■A vendre lot de terrain, acté, avec entourage, 500 m², situé à 800 m sortie de Hassi Bounif vers Sidi Chahmi - Tél : 0777.95.94.89

DIVERS

■L'école UniBeauté informe son aimable clientèle de l'ouverture des inscriptions pour la nouvelle année 2021/2022 en massothérapie, esthétique, coiffure (F/H) -Tél : 041.83.41.41 / 0770.00.53.43 - FB UniBeauté-officielle

VEHICULES

■Achat véhicules accidentés en panne ou occasions légers et lourds - Tél : 023.24.33.83/ 0550.59.03.60-0771.39.49.82

DÉCÈS

Faty Benfa,
ses familles
Benkralf, Kilali
et leurs enfants

Hamami,

Benaouda, Houari, Nawel et

tous leurs proches, ont

l'immense douleur d'annoncer le

décès de leur frère et oncle

Mokhtar Benkralf

Que Dieu puisse l'accueillir en

Son Vaste Paradis, Inchallah



40ÈME JOUR

Il y a 40 jours
est décédé feu

Taleb

Mohammed

dit Si Meftah

Ancien

Moudjahed,

ancien condamné à mort, ancien

président de l'Association des

anciens condamnés à mort.

La famille Taleb prie Dieu Le

Tout-Puissant de l'accueillir dans

son vaste paradis et demande à

tous ceux qui l'ont connu,

apprécié et aimé, particulièrement

pour ses qualités morales d'avoir

une pieuse pensée à sa mémoire.

Abdelhalim Taleb



40ÈME JOUR

La famille TOUIA

remercie tous

ceux et celles qui

ont compati avec

nous dans la dure

épreuve que nous

traversions suite

au décès de l'époux, du père, du

beau-père, du grand-père, de l'ami,

du collègue et retraité :

Feu Hadj Mohamed Touia,

survenu le 26/7/2021.

Et implore Allah, dans sa grandeur

infinie pour qu'il le baigne de sa

large Miséricorde. Nous

demandons à tous ceux et celles

qui l'ont connu et aimé d'avoir une

pieuse pensée pour lui.

كل من عليها فان ويبقى وجه ربك ذو الجلال والإكرام



Avis d'appel d'offres

Dans le cadre des activités l'Institut des Sciences de l'eau et de l'Energie de l'Université Pan-Africaine, Tlemcen (PAUWES) a le plaisir de vous informer du lancement d'appel d'offres aux experts & consultants de la sécurité sociale.

Le cahier des charges est disponible en téléchargement libre (gratuit) sur le site de l'Institut :

<https://www.pauwes.dz/>

Les offres devront être envoyées, au plus tard le 25 septembre 2021 à 14h sur le courriel : **callfortender@pauwes.dz**

2

20.05 Jason Bourne



Film d'action - Etats-Unis - Grande-Bretagne - 2016

Avec Matt Damon, Julia Stiles, Alicia Vikander, Tommy Lee Jones
A Tsamantas, à la frontière gréco-albanaise, Jason Bourne participe à des combats clandestins. Pendant ce temps à Reykjavik, Nicky Parsons tente de récupérer des fichiers mettant au jour des opérations secrètes de la CIA. A Langley, au quartier général de la CIA, l'agente Heather Lee découvre cette manoeuvre et prévient son supérieur, Robert Dewey.
22.10 Mad Max : Fury Road

3

20.05 Commissaire Dupin



Série policière - Allemagne - 2020
Saison 1 - Episode 8/8 - La croix d'Emma
Avec Pasquale Aleardi, Annika Blendl, Jan Georg Sch  tte, Christina Hecke
Alors que Dupin prend un café en terrasse, un corps s'écrase à ses pieds. C'est le Docteur Chaboseau qui vient de tomber de son balcon. L'homme décède après avoir essayé de prononcer quelques mots. La femme du médecin est très confuse car elle a pris des somnifères, elle pense avoir vu quelqu'un dans l'appartement. Mais n'était-ce pas tout simplement Sieren Cl  ac, la nouvelle serveuse du café, qui venait de lui apporter son petit-déjeuner ?

4

20.10 Le système Ribadier



Pièce de théâtre
Avec Laurent Lafitte, Julie Sicard, Laurent Stocker, Martine Chevallier
Ribadier mène une petite existence bourgeoise, dont il rompt la monotonie en trompant Angèle, sa charmante - mais crédule - épouse. Le mari volage aime s'imprégner de parfums toujours nouveaux. Ribadier a élaboré une singulière tactique : il abuse de son incroyable talent d'hypnotiseur.

5

arte

RTL9

09.20 Echapp  es belles
11.00 Une maison, un artiste
11.35 C l'hebd
12.40 Vivre loin du monde
13.30 Sale temps pour la planète
14.30 La bataille du miel
15.30 La course au vrac
16.30 Des trains pas comme les autres
17.30 C politique
18.55 C politique, la suite
19.55 13 novembre l'audience est ouverte
21.40 Du bain   de De Gaulle, l'incroyable histoire de Raymond Vaud  

11.15 Adriatique, les bateaux traditionnels du Monténégro
12.00    la rencontre des peuples des mers
12.30 Good Morning Vietnam
14.25    la rencontre des peuples des mers
14.55 Tulla, l'homme qui dompta le Rhin
16.30 L'agneau mystique, le chef-d'oeuvre des frères Van Eyck
17.25 Gustavo Dudamel et Evgeny Kissin au Festival de Salzbourg 2020
18.45 Arte journal
19.10 Vox pop
19.40 Karambolage
19.55 Chasseur blanc, cour noir

11.20 The Middle
14.05 Doctor Who
18.05 Mains armées
20.05 Le dernier rempart
22.00 La ligne verte

C 8

11.16 Les animaux de la 8
12.56 Météo des plages
13.01 Documentaire
17.27 Météo des plages
17.30 Magazine
18.26 M comme Maison
20.05 L'avare
21.53 Enquête sous haute tension



2 22.10

MAD MAX : FURY ROAD

Film d'action - Australie - Etats-Unis - 2015

Avec Tom Hardy, Charlize Theron, Hugh Keays-Byrne, Nicholas Hoult
Dans un monde ravagé, où les humains tentent de survivre dans d'horribles conditions, Max, un ancien policier, est capturé après une course-poursuite par les soldats d'Immortan Joe, qui règne en tyran sur la région. Parallèlement, Furiosa, une fidèle lieutenant de Joe, prend la fuite en compagnie des jeunes femmes de son harem. Alors que les hommes de Joe se lancent à sa poursuite, Max accroché en proue à l'un de leurs véhicules, ils sont pris dans une violente tempête.

RTL9 20.05

LE DERNIER REMPART



Film d'action - Etats-Unis - 2013
Avec Arnold Schwarzenegger, Rodrigo Santoro, Jaimie Alexander
Ray Owens a longtemps travaillé au sein de la police de Los Angeles, jusqu'à ce qu'un   v  nement tragique l'amène à quitter le LAPD et la région. Depuis quelques années, il est le shérif de la très tranquille ville de Sommerton Junction, à la frontière américano-mexicaine. Un jour, il remarque deux camionneurs au comportement suspect. Le policier place aussitôt ses adjoints en enquête. Les camionneurs se révèlent être de dangereux criminels.

RTL9 19.55

INSTINCT DE SURVIE



Film d'horreur - Etats-Unis - 2016
Avec Blake Lively, Oscar Jaenada, Brett Cullen, Sedona Legge
Etudiante en médecine se posant des questions sur son avenir depuis la mort de sa mère, Nancy se rend sur une plage mexicaine pour changer d'air et y faire du surf. Nancy passe la journée dans l'eau. Le soir, seule en mer, elle est attaquée par un requin qui la blesse à la jambe. Elle se réfugie sur une baleine morte qui dérive, puis sur un rocher. Mais ce dernier risque d'être vite submergé par la marée.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Le grand bain



Comédie dramatique - France - 2018
Avec Mathieu Amalric, Guillaume Canet, Benoît Poelvoorde, Virginie Efira
Après deux ans de congé maladie pour dépression, Bertrand, 40 ans, marié et père de famille, se retrouve au chômage. Il rejoint une équipe de natation synchronisée masculine coach  e par Delphine, une ancienne championne de la discipline. Cette équipe est composée notamment de Laurent, manager colérique, Marcus, PDG d'une entreprise en faillite, Simon rocker raté.

6

20.05 Capital



Présenté par Julien Courbet
Dans les Landes, Marianne, aide-soignante, et son mari Laurent, chauffeur routier, vivent avec leurs trois filles, O  ane, Lauriane et Talia. Grâce au coaching, cette famille apprend à consommer mieux et moins cher. Une famille de cinq personnes dépense en moyenne 600 euros chaque mois dans les grandes surfaces alimentaires. Pourtant, de nouvelles offres étonnantes permettent de faire chuter le montant du ticket de caisse de 30 à 50%.

CANAL+

22.23 Malasa  a 32



Film d'horreur - Espagne - France - 2020
Avec Bego  a Vargas, Ivan Marcos, Beatriz Segura, Sergio Castellanos
En 1976, la famille Olmedo quitte la campagne pour s'installer dans un vieil immeuble de Madrid. Ils ne savent pas que d'étranges phénomènes se déroulaient par le passé dans leur appartement. L'ancienne occupante y est morte, laissant toutes ses affaires. Amparo, adolescente qui rêve de devenir hôtesse de l'air, assiste peu à peu à des choses étranges. Le premier soir, elle voit une vieille dame en compagnie de Rafa, son petit frère.

PLANÈTE +

08.21 Les ailes de la guerre
09.14 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
13.07 Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés
14.43 Le monde de Kh  ops
16.20 Conquérants
17.19 Mon road trip en Nouvelle-Zélande
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 Des marques en péril
21.37 Hunting Hitler : les dossiers déclassifiés

TFX

08.50 Dragon Ball Z



09.20 Total rénovation : frères en affaires
13.05 Total rénovation : Ma ville sur mesure
16.50 Football : Eliminatoires de la Coupe du monde 2022
21.45 Appels d'urgence

W9

09.00 HDM : L'hebd   de la musique



10.00 Génération Top 50
12.10 Malcolm
17.00 Kaamelott
20.00 Météo
20.05 Bienvenue à bord
21.50 Le code a changé

| | | | | | | | | | |
|----|----|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 10 | 9 | 5 | 9 | 2 | 4 | 8 | 1 | 6 | 9 |
| 1 | 6 | | 6 | 1 | 2 | 7 | | 13 | 5 |
| 10 | 9 | 5 | 9 | 2 | 7 | 14 | 9 | | 3 |
| 7 | | 9 | | 7 | 10 | 1 | 2 | | 17 |
| 5 | 6 | | 2 | 1 | 9 | 5 | | 3 | 3 |
| 6 | 7 | 6 | 9 | 9 | | 1 | | 9 | 14 |
| 9 | 8 | | 6 | 5 | | 6 | 4 | 6 | 4 |
| 8 | | 11 | 7 | 6 | 2 | 9 | | | 11 |
| 16 | | 6 | 12 | | 7 | | 4 | 11 | 9 |
| 13 | 5 | | 14 | 4 | 6 | 8 | | 14 | 15 |
| 9 | | 12 | 1 | 12 | 1 | | 10 | 7 | 1 |
| | 9 | 9 | | | 8 | 15 | | 5 | 16 |
| 9 | 11 | 7 | 1 | 8 | 8 | 9 | | 9 | 13 |
| 8 | 9 | 13 | 14 | | 9 | 5 | 6 | 2 | 9 |
| 6 | 9 | | | 7 | 8 | 1 | 9 | | 8 |

| | | | | | | | |
|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------|------------------------------|------------------------------------|-------------------------|---------------------------------|-------------------------------|
| PEUREUX, POULE MOUILLÉE SDF | | | | | | | NEGATION ZONE INDUSTRIELLE |
| | | SOQUELETTE POSSESSIF | | ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES | | | |
| | CONTRACTÉ PORTE D'ACCES | | | | | PIF IL COULE DANS NOS VEINES | |
| | | | | | ON LA CASSE EN MANGEANT | | BIBI MONTEE |
| | | | | | | | |
| | BERYLLIUM TAUX NEPTUNIUM | | | BIEN VENUS PARCOURU | | | DIVISION UNE |
| | | DETIENNENT TERRE CEINTE | | | | VOS PAPIERS SVP ! | |
| | LA QUEUE AU VENT FIN DE GROUPE | | | | | | |
| | | | | POUR ELLES, C'EST POUR RIEN ! | | IDIOT, NIAIS, SIMPLET | |
| MARQUEE PAR LE TEMPS NOTE | | SOLDAT US TETES COURONNEES | | | | | A LE CULOT TRADITIONS |
| | TITANE PETIT MODELE | | ETRE EN EAU, SUER DE MEME | | | | |
| | TOUCHÉ S'EST PAYÉ DU BON TEMPS ! | | | LANGUE DE BOIS ! ETABLISSEMENTS | | | |



| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| G | O | D | E | L | U | R | E | A | U |
| O | P | E | R | E | R | | P | U | S |
| U | | R | E | N | G | A | I | N | E |
| V | I | N | | T | E | T | E | | |
| E | P | I | C | E | | T | | E | B |
| R | E | E | L | | L | E | S | | A |
| N | | R | O | B | I | N | E | T | S |
| A | I | E | | A | S | T | R | E | S |
| I | L | | G | A | L | T | E | R | N |
| L | E | G | A | L | E | | E | U | T |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| F | | P | O | U | L | A | I | N |
| A | V | E | R | T | I | L | E | |
| I | | A | I | L | E | E | I | |
| E | | Q | S | A | S | T | O | N |
| | O | U | R | A | G | A | N | |
| P | U | E | | T | C | R | | R |
| O | S | S | E | U | S | | | V |
| N | | V | E | R | S | U | S | E |
| | R | P | | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 9 | 4 | 2 | 7 | 1 | 3 | 8 | 5 | 6 |
| 1 | 7 | 8 | 5 | 6 | 4 | 2 | 9 | 3 |
| 3 | 6 | 5 | 8 | 2 | 9 | 7 | 4 | 1 |
| 8 | 2 | 4 | 3 | 7 | 6 | 9 | 1 | 5 |
| 7 | 3 | 9 | 1 | 4 | 5 | 6 | 8 | 2 |
| 6 | 5 | 1 | 2 | 9 | 8 | 4 | 3 | 7 |
| 2 | 9 | 3 | 6 | 8 | 1 | 5 | 7 | 4 |
| 5 | 8 | 6 | 4 | 3 | 7 | 1 | 2 | 9 |
| 4 | 1 | 7 | 9 | 5 | 2 | 3 | 6 | 8 |

| SEMBLER (Sent - Blé) | | | | | | |
|----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--|
| CODÉS N° 8145 | | | | | | |
| 1 I | 2 M | 3 P | 4 A | 5 R | 6 T | |
| 7 S | 8 U | 9 E | 10 N | 11 G | 12 O | |
| 13 L | 14 D | 15 C | 16 | 17 | 18 | |
| 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | |
| 25 | 26 | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | 8 | | | 3 | 7 | 9 | | 5 |
| | | 9 | 5 | 4 | 6 | | 1 | |
| 6 | | | 9 | | | | 7 | 2 |
| 3 | 6 | 1 | 8 | | 9 | | | |
| | 9 | | | | 2 | 5 | | |
| 5 | | 2 | | 1 | | | | 9 |
| | 4 | | 3 | 2 | | | | |
| | 1 | | 7 | | | 3 | 4 | |
| | | 5 | | | | 2 | | |

Béher 21-03 au 20-04
Vous rechercherez au tra-
vers des autres à retrouver
moral des grands jours. Un
événement imprévu vous pose
mais votre détermination
à franchir ce cap difficile.

Laureau 21-04 au 21-05
Vous vous demandez pourquoi toutes les rencontres que vous faites sont toujours les mêmes et vous vous sentez frustré car rien n'évolue.

Géméaux 22-05 au 21-06
 Votre courage et votre détermination vont pouvoir saisir d'une opportunité qui arrivera au bon moment. N'ayez pas à redouter de prendre une décision qui pourrait vous conduire là où vous vouliez.

Cancer 22-06 au 22-07
Vous vous passionnerez pour toutes sortes d'activités comprises pour les affaires. Contre imprévue vous prendrez la température du financier.

Lion 23-07 au 23-08
C'est maintenant que vous pouvez prétendre à recevoir l'ense que vous méritez, cela contra très sérieusement le vous n'aurez pas beaucoup fournir pour affronter l'ave- se présentera l'offre sédui- l'on vous fera.

Vierge 24-08 au 23-09
Ne vous laissez pas aller à vous attendre inutilement de quelqu'un qui vous ronge les déboires financiers. Vous ne pouvez pas compter sur lui. Il faut voir suffisamment à faire ses propres affaires.

Balance 24-09 au 23-10
 Quelque chose d'important
 va survenir ce qui clarifiera
 certains points primordiaux
 de vie. Mais comme le moral
 vous n'aurez qu'à vous félici-
 ter de ce qui arrive.

Scorpion 24-10 au 22-11
Réfléchissez sérieusement
avant d'entamer une action
le concernant vos affaires.
mmes dans une période
dence est de rigueur.

Aggagitaire 23-11 au 21-12
La tête pourrait bien vous
tourner tellement les cho-
ses vont vite maintenant. Pour-
tant, gardez votre sang froid
face à toutes les tentations aux-
quelles vous serez confronté.
Vous aurez la tentation de
vous précipiter à l'aveugle.
Soyez prudent.

apricorne 22-12 au 20-01
 Vous pensez devoir veiller à vos apparences. La concrète actuelle vous paraît peu séduisante. Faites simplement part de vos intentions à une personne sûre et elle pourrait bien vous aider.

Verseau 21-01 au 18-02
Un peu de gymnastique ne vous ferait pas de mal. Prenez soin de votre corps. C'est agréable d'être en grande forme. Votre emploi du temps est chargé, vous voulez réaliser tout ce que vous aimeriez faire.

Poissons 19-02 au 20-03
Une opportunité vous apporte une énergie nouvelle, vous propulse vers une réussite.

Paris: le camp de migrants devant la préfecture d'île-de-France évacué

Les quelque 1.000 sans-abris, essentiellement des migrants, qui campaient depuis mercredi devant la préfecture d'île-de-France à Paris pour réclamer des solutions d'hébergement ont été évacués samedi au lever du jour, a constaté un journaliste de l'AFP. Vers 07h00 (05h00 GMT), des agents de la mairie de Paris et de la préfecture ont investi le parc André-Citroën, dans le sud de Paris, pour faire évacuer les tentes, sous escorte policière à distance, et en présence de bénévoles de plusieurs associations. Les sans-abris, dans la très grande majorité en provenance d'Afghanistan et d'Afrique sub-saharienne, ont été séparés en deux groupes (familles d'un côté, hommes de l'autre) en attendant d'être pris en charge pour être mis à l'abri par la préfecture de région, qui gère l'hébergement d'urgence. «A partir du mois prochain il va commencer à faire froid.

Il deviendra trop dur de dormir sous tente. J'attends un hébergement durable, pas comme la dernière fois où j'étais resté seulement une semaine (dans un appartement à Saint-Germain en Laye, en banlieue parisienne, NDLR). Je veux vivre ici, je n'ai pas de famille ici. La France est ma famille» a déclaré à l'AFP Yaseen Saleem, Afghan de 24 ans arrivé en France «il y a six mois». Les sans-abris sont montés au comptegoutte au cours de la matinée dans des cars affrétés par la préfecture, première étape vers une éventuelle solution d'hébergement.

La Syrie «prête» à aider le Liban dans ses importations en énergie

Le gouvernement syrien va aider le Liban en crise en autorisant le transit sur son territoire de ses importations en gaz et en électricité, a indiqué samedi un haut responsable libanais après la visite à Damas d'une importante délégation libanaise, la première en dix ans. En plein effondrement économique, à court de devises étrangères, le Liban connaît de graves pénuries de carburant et des coupures d'électricité qui paralysent en grande partie les services et les activités des hôpitaux, restaurants, magasins et industries.

Avec un feu vert exceptionnel des Etats-Unis, le Liban va essayer d'acheminer via la Syrie et ses infrastructures, du gaz égyptien mais aussi de l'électricité jordanienne, et ce malgré les sanctions américaines visant le pouvoir syrien. La délégation ministérielle libanaise a rencontré samedi à Damas le chef de la diplomatie syrienne Fayçal Moqdad et le ministre du Pétrole, Bassam Tohmé. En conférence de presse, un haut responsable libanais a ensuite indiqué que la Syrie était «prête» à aider le Liban en ce qui concerne «le passage du gaz égyptien et de l'électricité jordanienne via le territoire syrien». «Les deux parties se sont mises d'accord sur le suivi des détails techniques en mettant en place une équipe conjointe», a précisé le haut responsable, entouré par des ministres libanais et syriens.

La délégation libanaise, emmenée par la vice-Premier ministre du gouvernement intérimaire, Zeina Akkar, comprend le ministre des Finances Ghazi Wazni, de l'Energie Raymond Ghajar et l'influent directeur général de la Sûreté générale, Abbas Ibrahim.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Libye : violents affrontements entre deux unités de l'armée

Des violents affrontements à l'artillerie lourde ont éclaté ces dernières nuits entre deux unités de l'armée dans une banlieue sud de Tripoli, selon le commandement militaire de la capitale libyenne. Les combats ont opposé la 444e Brigade, une unité d'élite des forces armées, à «l'organe d'appui à la stabilité», un appareil sécuritaire créé en janvier par l'ancien Premier ministre Fayez al-Sarraj, a indiqué le commandant militaire de Tripoli, Abdelbaset Marouane, dans un message vidéo diffusé vendredi sur la page Facebook de la zone militaire de Tripoli.

Les autorités n'ont pas fait état dans l'immédiat de victimes, mais la 444e Brigade a indiqué sur sa page Facebook que l'un de ses officiers avait été tué pendant les affrontements qui se sont poursuivis jusqu'à vendredi matin. Sur ordre du commandant Marouane, des membres de «l'organe d'appui à la stabilité» ont mené un assaut peu après minuit contre la caserne al-Tekbali, quartier général de la 444e Brigade, accusée d'avoir «cessé d'obéir à ux ordres militaires», selon le commandement militaire de Tripoli. Le bruit des combats à l'artillerie lourde a été entendu dans toute la capitale. Vendredi matin, des colonnes de fumées étaient encore visibles dans le périmètre de la caserne,



ne, a indiqué un habitant du quartier Salaheddine, où est située la caserne, joint par téléphone par l'AFP. De son côté, Mohamad al-Manfi, chef du Conseil présidentiel et commandant suprême des armées, a ordonné à «toutes les forces» impliquées dans les combats à les «cesser immédiatement et à retourner dans leurs casernes sans tarder». «La répétition de ce genre d'incidents n'est plus tolérée», a-t-il averti sur sa page Facebook, menaçant de «poursuites pénales ceux qui refusent de respecter ces instructions».

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a exprimé «sa profonde préoccupation» face à ces com-

bats. Dans un communiqué, elle a appelé «les autorités compétentes à assumer leurs responsabilités en assurant la protection des civils et en exerçant un contrôle sur leurs unités respectives». Après la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a sombré dans le chaos, marqué ces dernières années par l'existence de pouvoirs rivaux dans l'Est et l'Ouest sur fond d'ingérences étrangères.

Malgré l'arrêt des combats en 2020 et la formation d'un gouvernement en mars dernier, les divisions ont rapidement refait surface, alors que des élections législatives et présidentielle sont prévues en décembre.

Indonésie: fuite sur internet du certificat de vaccination anti-Covid du président

Le certificat de vaccination contre le coronavirus du président indonésien a été diffusé sur internet, provoquant l'inquiétude samedi chez les Indonésiens sur la sécurité de leurs données médicales. L'Indonésie a déjà connu de nombreux piratages de données, parfois de très grande ampleur, par le passé. Le certificat de vaccination du président Joko Widodo, visible en ligne, a été diffusé par des utilisateurs ayant trouvé ses données médicales dans une application officielle de suivi des vaccinations, PeduliLindungi, selon le gouvernement. «Certaines personnes ont accédé au certificat de vaccination de M. Joko Widodo en utilisant une fonction de vérification des vaccins disponible sur PeduliLindungi», indiquait un communiqué officiel diffusé vendredi.

Ageng Wibowo, un habitant de Jakarta âgé de 39 ans, confie que cette fuite l'a rendu nerveux et demande un durcissement des lois sur la cybersécurité, car «si les données d'un président peuvent fuir, alors qu'en est-il de moi, qui suis une personne ordinaire?». Le ministre de la Santé Budi Gunadi Sadikin a précisé que les données des responsables gouvernementaux avaient été bloquées après la découverte de la fuite. Le gouvernement a assuré oeuvrer à renforcer la sécurité des données des utilisateurs de PeduliLindungi. Cette fuite intervient quelques jours seulement après la révélation par des experts informatiques que les données de 1,3 million d'utilisateurs d'une application gouvernementale de test et de traçage des malades du Covid-19 ont fuité sur internet.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

SECOURS D'ABORD ET PRÉVENTION ENSUITE OU PRÉVENTION D'ABORD ET SECOURS ENSUITE ?

plans de sauvetage sans réelle garantie pour préserver des existences vacantes sur une planète minée.

On ne peut certifier que les Algériens sont ignorants ou insensibles chez eux au présage d'autres éventuelles catastrophes naturelles soupçonnées. Le paradoxe de la complicité entre la sécheresse et les inondations a depuis longtemps été acté. Dans un passé récent, des tragédies ont été tâchées. Les menaces ne cessent de planer. Celles des séismes sont à portée des têtes déjà encombrées par des tracas démultipliés où l'urbanisme difficilement

gérable occupe une bonne place. La décennie de malheurs qui a enfanté un exode humain déboussolé a fait installer des populations par milliers dans des antres susceptibles de se transformer en caveaux au moindre tousotement d'une nature traîtresse. A Oran, pour ne citer que cet exemple, des milliers de familles se sont fixées sur le flanc d'une montagne argileuse volontaire pour le moindre affaissement dramatique. La disponibilité trop bienveillante des autorités locales à recaser les habitants et les largesses octroyées au monde de l'immobilier continuent de recevoir une fin de non-recevoir d'une nature revêche heureuse de profiter des déboires et des inconséquences humaines.

Depuis toujours, les plans Orsec n'ont été que des palliatifs une fois que les drames se produisent car de tout temps, l'activation obligée des secours n'a pas cédé un pouce à la prévention. Il est certain que c'est aussi le cas à New York.

Des milliers de personnes à nouveau dans les rues en France contre le pass sanitaire

Des milliers de personnes sont à nouveau descendues dans les rues de nombreuses villes de France pour manifester contre le pass sanitaire samedi, quelques jours après la rentrée scolaire et le lancement d'une campagne de vaccination pour les plus de 12 ans. A Paris, où cinq rassemblements sont programmés les manifestants ont commencé à défiler depuis le pied de la tour Eiffel jusqu'aux Invalides, à l'appel du mouvement des Patriotes de Florian Philippot. «Macron; ton pass on n'en veut pas», «liberté, Liberté», reprennent les manifestants.

En chemin, certains traitent les clients des bars et restaurants de «collabos» et les sifflent, a constaté l'AFP. Composé de 500 personnes, pour la plupart non masquées, un autre cortège, composé de «Gilets Jaunes», défile dans le centre ville, entre Bourse et Palais Royal.

«Terreur sanitaire, je ne me soumettrai pas», indique l'une des nombreuses pancartes. Possible extension du pass sanitaire Selon une étude Odoxa Backbone consulting, publiée jeudi par Le Figaro, 67% des Français approuvent le Pass sanitaire, que le Président Emmanuel Macron n'a pas exclu d'étendre au-delà du 15 novembre. A Marseille, des milliers de personnes sont parties du Vieux-Port, la grande majorité sans masque, sous un franc soleil et à grand renfort de drapeaux français. «8e samedi» comme le relève une dame sur une pancarte ajoutant au feutre : «C'est toujours non au Pass sanitaire, ni mouton. Non à la discrimination. Non à l'intimidation : liberté». Pour le 8e samedi consécutif, des manifestations étaient prévues dans plus de 200 villes en France.